



3 1761 11971448 3

RAPPORT FINAL

AUTEUR: L. Sabourin

TITRE: L'importance et le rôle du
biculturalisme dans les
activités internationales
du Canada.

DIV: II

Rapport no 9



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO

by
Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CA121

-63 B500

L'IMPORTANCE ET LE RÔLE DU BICULTURALISME
DANS LES ACTIVITES INTERNATIONALES DU CANADA

Essai

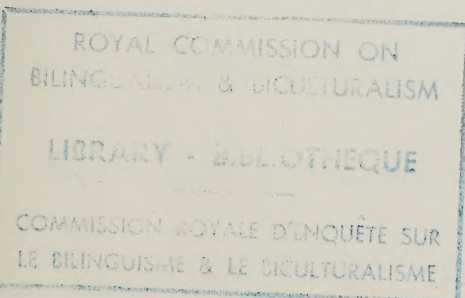
soumis à la Commission Royale d'Enquête
sur le Bilinguisme et le Biculturalisme


par

Me Louis Sabourin

Doyen de la Faculté des Sciences sociales
Université d'Ottawa

mai 1966





Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

SOMMAIRE

I - AVANT-PROPOS

II - INTRODUCTION

III - PREMIERE PARTIE: REALITE PASSEE

Forces de résistance à la reconnaissance du biculturalisme dans les activités internationales du Canada

1. Eléments théoriques: l'absence de normes biculturelles
2. Eléments historiques: les événements
3. Eléments psychologiques: les attitudes
4. Eléments politiques: les institutions
5. Eléments économiques: les intérêts

IV - DEUXIEME PARTIE: CONDITIONS NOUVELLES

Facteurs favorables au développement du biculturalisme dans les affaires étrangères du Canada

1. L'Action du Québec
2. Réaction d'Ottawa
3. Pressions internationales
4. Une nouvelle conception de la démocratie politique

V - CONCLUSION

1. Conséquences de la mise en oeuvre du biculturalisme dans les activités internationales du Canada
2. Jugement général

VI - INDEX DES PROPOSITIONS

VII - NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

VIII - APPENDICES ET TABLEAUX

TABLE DES MATIERES DETAILLEE

	Pages
I - AVANT-PROPOS.....	1- 4
II - INTRODUCTION	
1. Remarques préliminaires.....	5- 8
2. Questions principales soulevées dans cet essai.....	9-10
3. Sens et portée de l'étude.....	10-12
4. Constatations initiales (résumé)	
a) L'image biculturelle du Canada à l'étranger: qui en est responsable?.....	12-15
b) Du régionalisme à l'internationalisme....	15-16
c) Une politique étrangère fonctionnelle....	16-17
d) Du "politique" au "socio-économique".....	17-18
e) Biculturalisme, fédéralisme et parti- cularisme québécois.....	18-19
f) Le sens véritable de "biculturalisme et politique étrangère".....	19-22
5. Plan de l'essai.....	22-23

III - PREMIERE PARTIE: REALITE PASSEE

<u>Forces de résistance à la reconnaissance du biculturalisme dans les activités inter-</u> <u>nationales du Canada.....</u>	25
---	----

<u>Chapitre premier: Les Eléments théoriques:</u> <u>l'absence de normes biculturelles.....</u>	26-27
--	-------

<u>Section 1.</u> Le biculturalisme n'a pas été reconnu "en pratique" comme une des bases fondamentales de la politique étrangère canadienne....	28-29
---	-------

<u>Section 2.</u> Le biculturalisme ne fut pas reconnu comme un <u>objectif impor-</u> <u>tant de la politique étrangère</u> canadienne.....	30-34
---	-------

<u>Section 3.</u> Le biculturalisme n'a pas été reconnu comme un <u>processus déter-</u> <u>minant de la politique étrangère</u> canadienne.....	34-37
---	-------

<u>Section 4.</u> Le biculturalisme ne fut pas considéré comme une <u>pratique</u> <u>réelle de la politique étrangère</u> canadienne.....	37-39
---	-------

<u>Section 5.</u> Le biculturalisme ne fut pas reconnu comme pouvant produire des <u>résultats positifs</u> dans les activités internationales du Canada.....	39-41
---	-------

Conclusion au chapitre premier.....	41-42
-------------------------------------	-------

<u>Chapitre deuxième: Les Eléments historiques:</u> <u>les événements.....</u>	43
---	----

La portée du biculturalisme dans les activi- tés internationales.....	43-44
--	-------

<u>Section 1.</u> De 1900 à 1931: une idée imprécise et incomprise.....	44-50
--	-------

	Pages
<u>Section 2.</u> De 1931 à 1939: une cause d'hésitation et de repli.....	50-57
<u>Section 3.</u> De 1939 à 1945: un obstacle majeur et une source de division..	57-62
<u>Section 4.</u> De 1945 à nos jours: un "défi" et une prise de conscience.....	63-73
<u>Chapitre troisième: Les Eléments psychologiques: Les Attitudes.....</u>	74
<u>Section 1.</u> L'Opinion canadienne-française et les affaires mondiales.....	74-77
<u>Section 2.</u> L'Opinion canadienne-anglaise et les affaires mondiales.....	78-80
<u>Chapitre quatrième: Les Eléments politiques: Les institutions.....</u>	81
<u>Section 1.</u> La gestion administrative des affaires étrangères.....	81-83
<u>Section 2.</u> Les politiques traditionnelles du Canada dans le monde.....	83-86
<u>Section 3.</u> L'entr'aide internationale.....	86-90
<u>Section 4.</u> La situation constitutionnelle et la politique étrangère.....	91-96
<u>Chapitre cinquième: Les Eléments économiques: Les Intérêts.....</u>	97
<u>Section 1.</u> Le commerce international.....	97-101
<u>Section 2.</u> Les investissements étrangers.....	101-105

Pages

IV - DEUXIEME PARTIE: CONDITIONS NOUVELLES

<u>Facteurs favorables au développement du biculturalisme dans les affaires étrangères du Canada.....</u>	107-108
<u>Chapitre premier: L'Action du Québec.....</u>	109
<u>Section 1. Volonté d'agir du Québec sur la scène internationale.....</u>	109
<u>sous-section 1. Motifs et gestes.....</u>	109-117
<u>sous-section 2. Conséquences.....</u>	117-125
<u>Section 2. Danger du séparatisme québécois....</u>	126-129
<u>Chapitre deuxième: Réaction d'Ottawa.....</u>	130
<u>Section 1. Souci de développer un néo-nationalisme canadien.....</u>	130-133
<u>Section 2. Crainte du "continentalisme".....</u>	134-139
<u>Chapitre troisième: Pressions internationales...</u>	140
<u>Section 1. Extension des rapports avec l'étranger.....</u>	140-142
Section 2. Exigence des services internationaux.....	143-145
<u>Chapitre quatrième: Une nouvelle conception de la démocratie politique.....</u>	146-150

V - CONCLUSION

Pages

<u>Section 1.</u> Conséquences de la mise en oeuvre du biculturalisme dans les acti- vités internationales du Canada.....	151-152
<u>sous-section 1.</u> Affaiblissement ou affermis- sement des activités internationales compétence - influence.....	152-154
<u>sous-section 2.</u> Politiques internationales contradictaires ou complémentaires? politiques traditionnelles - politiques nouvelles.....	155-157
<u>sous-section 3.</u> Dépendance ou autonomie accrue? personnalité - originalité.....	157-159
<u>sous-section 4.</u> Image plus précise ou défor- mée du Canada à l'étranger? Le Canada face au monde - Le monde face au Canada.....	159-160
<u>sous-section 5.</u> Source de difficultés ou de stabilité? nationale - internationale.....	160-162
<u>Section 2.</u> Jugement général.....	162-165

VI - INDEX DES PROPOSITIONS.....	166-167
----------------------------------	---------

VII - NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.....	168-180
-----------------------------------	---------

VIII - APPENDICES ET TABLEAUX.....	181-228
------------------------------------	---------

LISTE DES APPENDICES ET TABLEAUX

	Pages
1. Liste des principaux ministères et organismes fédéraux qui s'occupent des affaires extérieures au Canada.....	182-183
2. Principales lois du Parlement appliquées par le ministère des Affaires extérieures.....	184
3. Principales lois du Parlement appliquées par le ministère du Commerce.....	185
4. Agences et organismes canadiens qui s'occupent de l'aide à l'étranger.....	186-188
5. Principales compagnies privées canadiennes qui font souvent affaire à l'étranger.....	189-190
6. Territoires étrangers où des compagnies canadiennes d'assurance ont des bureaux d'affaire...	191
7. Succursales des banques à charte canadiennes à l'étranger.....	192
8. Service international de Radio-Canada. Emissions en anglais et en français.....	193
9. Postes diplomatiques du Canada à l'étranger.....	194-198
10. Bureaux des délégués commerciaux du Canada à l'étranger.....	199-204
11. Postes des services canadiens d'immigration à l'étranger.....	205
12. Agences de tourisme du Canada à l'étranger.....	206
13. Associations et organisations internationales dont le Canada fait partie.....	207-210
14. Les Canadiens au service d'organismes internationaux.....	211-213
15. Agents du service extérieur canadien.....	214

	Pages
16. Connaissances linguistiques des employés au ministère des Affaires extérieures à Ottawa....	215
17. Tableau du monde francophone.....	216-218
18. Répartition régionale des programmes bilaté- raux d'aide extérieure du Canada.....	219
19. Déclaration du très honorable Lester B. Pearson sur l'aide à l'étranger.....	220
20. Tableau du commerce extérieur canadien. Commerce du Canada, par principaux pays, 1963, et chiffres comparables de 1961 et 1962.....	221-224
21. Echanges du Canada avec la France.....	225-228

AVANT-PROPOS

Une lecture trop rapide de cet essai pourrait peut-être laisser croire que toute son argumentation est fondée sur l'hypothèse suivante: les "relations extérieures" canadiennes refléteront la dualité culturelle du pays simplement et uniquement si le Canada établit plus de rapports avec la communauté francophone internationale. Une telle idée est naturellement essentielle mais elle ne représente qu'une réponse incomplète aux nombreux problèmes que soulève cette importante et difficile question.

L'auteur de cet essai a la conviction que le "biculturalisme" peut avoir une place prépondérante et jouer un rôle positif dans les affaires étrangères du Canada. Mais pour ce faire, il faut que les deux moteurs -- qui peuvent faire progresser l'application de ce principe "politique" et de cette réalité "sociologique" dans la pratique internationale canadienne -- fonctionnent tous les deux à leur rythme normal; ce processus n'implique pas que chacun ait une puissance absolument égale. Toutefois, à l'heure actuelle, un des moteurs tourne régulièrement alors que l'autre fonctionne au ralenti.

On peut comprendre que seuls les passagers qui ont pris place d'un côté d'un avion puissent voir rapidement que l'un des moteurs ne tourne pas normalement; mais à moins que l'équipage ne réussisse par quelques manoeuvres habiles et

déliçates à équilibrer les moteurs de l'appareil, tous les passagers devront tôt ou tard en subir les conséquences fâcheuses.

Il en va de même des incidences du biculturalisme dans les relations extérieures du Canada. Jusqu'ici, seuls les Canadiens français semblent avoir vu qu'un élément de la pratique canadienne dans ce domaine ne fonctionnait pas très bien. Et à moins que les dirigeants actuels ne prennent des mesures importantes pour corriger cette situation, tous les Canadiens auront à en subir les pénibles résultats dans un avenir plus ou moins rapproché.

En somme, si l'on ne porte pas plus attention aux aspirations des francophones en tout ce qui touche l'élaboration (à Ottawa) et la mise en oeuvre (à l'étranger) des relations extérieures, les Canadiens français seront poussés à s'en occuper eux-mêmes sur une base très limitée d'abord, mais sur une beaucoup plus grande échelle ensuite en se servant du seul gouvernement qu'il contrôle réellement: celui de Québec. Ils réduiront ainsi l'influence -- au Canada certainement et peut-être à l'étranger -- de ceux qui, dans le passé, n'ont pas voulu ou n'ont pas su respecter leurs aspirations internationales ou de ceux qui, maintenant, ne se sentent plus libres d'apporter des changements (qu'ils souhaitent eux-mêmes) aux méthodes de travail et aux nombreux programmes auxquels ils se sont graduellement habitués.

Toutefois il n'est pas trop tard pour élaborer de nouvelles normes de travail à Ottawa et pour établir de nouveaux programmes internationaux qui prouveront que "la dualité culturelle" et "les relations extérieures du Canada" ne sont pas deux phénomènes contradictoires mais deux notions qui s'imbriquent bien l'une dans l'autre, tout comme deux moteurs qui, tout en étant de fabrication et de puissance différente, s'unissent très bien lorsqu'ils sont en mouvement.

Lorsqu'un aéronef a été conçu pour être propulsé par deux moteurs, mais que son équipage a réussi à le faire voler en utilisant pleinement un moteur et en se servant très peu de l'autre, cela ne signifie pas que l'avion fonctionnerait mal si les deux moteurs tournaient chacun à leur plein rendement. Ainsi, de part et d'autre, comment peut-on sérieusement prétendre qu'il est illusoire de faire du biculturalisme un des piliers de la politique étrangère du Canada lorsqu'on n'a même pas tenté l'expérience sur une échelle importante?

Pendant trop longtemps, on s'est habitué à penser et à agir surtout en fonction des intérêts des anglophones dans la pratique internationale canadienne et à faire la sourde oreille à de nombreuses réclamations des Canadiens français sous prétexte que le pays pouvait progresser sans qu'on tienne compte de ces "réclamations émotionnelles" des francophones. Une telle attitude, si elle persistait, ne

pourrait entraîner que des conséquences fâcheuses. Le Canada, en effet, a été conçu en fonction des deux peuples fondateurs auxquels sont venus s'ajouter, par la suite, d'autres groupes fort nombreux. Il serait normal alors que l'on tienne compte non pas d'une seule mais de ces deux "majorités" dans la formulation et la mise en oeuvre des relations extérieures du Canada.

Il n'est pas question ici de revendiquer une politique étrangère purement canadienne française ou de proposer une réduction des rapports avec le monde anglo-saxon, mais bien de suggérer que l'on cherche partout les moyens possibles à établir un meilleur équilibre entre les aspirations des Canadiens d'expression anglaise et celles des Canadiens d'expression française dans la conduite des relations extérieures canadiennes tant au pays qu'à l'étranger; non seulement le Canada français, mais le Canada tout entier, en profitera directement.

C'est dans cette perspective que cet essai a été rédigé et qu'il devrait être lu.

Me Louis Sabourin

INTRODUCTION

1. Remarques préliminaires

On reconnaît généralement qu'il devrait exister une interdépendance étroite entre la politique interne et la pratique internationale d'un Etat. Même si l'histoire des relations internationales prouve qu'il n'en a pas toujours été ainsi à cause de la faiblesse du processus démocratique à l'échelon national et du peu d'intérêt des masses pour les questions mondiales, ce phénomène a eu tendance à se développer considérablement au cours du XXe siècle.

Le Canada présente à cet égard un cas particulièrement intéressant. Bien que la très grande majorité des Canadiens s'intéressent peu aux questions mondiales, ils offrent à l'étranger l'image d'un peuple conscient de ses responsabilités internationales. Cela tient à de nombreuses raisons: en particulier à la situation privilégiée qu'occupait le Canada au lendemain de la deuxième guerre mondiale, à l'ampleur de son commerce, à ses nombreuses activités dans les organisations mondiales, à sa présence dans toutes les opérations onusiennes pour le maintien de la paix, bref à sa disponibilité constante à servir la cause de la stabilité et l'entr'aide internationales. Cette image de "puissance disponible et désintéressée" a valu au Canada un prestige international dont la plupart des Canadiens n'ont pas encore compris toute la signification et toute la portée.

En réalité, même si la plupart des Canadiens sont trop longtemps demeurés et sont encore indifférents aux questions internationales (on en a pour preuve la pauvreté déconcertante des débats à la Chambre des communes sur les problèmes mondiaux jusqu'en 1955 environ et le peu de place accordé par les journaux du pays à l'analyse de ces questions), le Canada a disposé d'une élite très éclairée et très consciente de l'importance de la chose internationale. Cette élite a toujours favorisé une expansion de la pratique internationale canadienne depuis 1945.

Mais il convient de se demander si la politique étrangère qu'elle a formulée allait toujours de pair avec les intérêts déclarés et les aspirations trop souvent non exprimées ou mal expliquées des deux principaux groupes ethniques qui forment le pays. En d'autres termes, ces dirigeants ont-ils tenu compte du principe de la dualité culturelle dans la gestion des affaires internationales du Canada?

Un grand nombre de Canadiens prétendent que la mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne est un objectif purement irréalisable car cette politique doit être fondée sur des intérêts et non sur des sentiments. Selon eux le biculturalisme a toujours été une source de conflits ou d'ennuis sérieux.

C'est là une opinion facilement contestable. D'abord toute politique étrangère est essentiellement basée sur des sentiments et des intérêts nationaux. En second lieu, une analyse

objective permet de constater que, si le biculturalisme représente un énorme défi à "surmonter" à l'échelle canadienne, cette réalité offre, au niveau de la politique étrangère, des avantages d'une importance majeure pour l'avenir du pays.

Pendant longtemps les Canadiens français ont affirmé que leur culture et leurs aspirations n'avaient pas été suffisamment respectées dans l'élaboration et la conduite de la politique étrangère du pays. Plusieurs d'entre eux en sont alors venus à concevoir le biculturalisme comme un moyen de faire respecter le fait français dans la conduite des affaires extérieures et d'encourager leurs compatriotes francophones à s'intéresser davantage aux questions internationales.

De leur côté, les anglophones voient souvent dans le biculturalisme un stratagème propre à miner graduellement des rouages administratifs éprouvés et une pratique internationale efficace.

Enfin, pour trop de Canadiens tant d'expression française que d'expression anglaise, une politique étrangère qui refléterait adéquatement les aspirations des deux plus importants groupes ethniques apparaît tout à fait impensable ou indésirable. C'est ce qui les a poussés à parler d'une éventuelle formulation de deux politiques étrangères: l'une pour les anglophones, conçue à Ottawa, et l'autre pour les francophones, conçue à Québec.

Cet essai tentera de démontrer qu'il serait avantageux pour le Canada tout entier de développer une pratique

internationale qui ferait écho des intérêts et des aspirations des deux majorités canadiennes. Naturellement une politique étrangère coordonnée n'exclut pas l'existence de plusieurs agents d'exécution. A l'époque de l'interdépendance il ne suffit plus de dire que telle ou telle sphère d'autorité est juridiquement habilitée à accomplir une tâche pour régler définitivement un problème mais il faut aussi déterminer qui peut ou peuvent mieux en assumer la responsabilité.

Ainsi, on peut affirmer qu'il est important de rechercher une collaboration entre les diverses sphères de gouvernement qui sont particulièrement intéressées à cette question, à savoir Ottawa et Québec. Il est certes possible que les deux élaborent dans certains domaines des politiques semblables au niveau des objectifs à poursuivre mais distincts au niveau de la pratique à suivre; toutefois, il serait définitivement préférable qu'on établisse un système qui permette la consultation et la coopération. Pour que le biculturalisme devienne un des éléments majeurs des relations extérieures canadiennes, Ottawa et Québec ne doivent pas opter pour des politiques étrangères parallèles, mais pour une pratique internationale convergente et concertée.

2. Questions principales soulevées dans cet essai

Le Canada est passé au cours des vingt-cinq dernières années de l'état de spectateur attentif à celui d'acteur important sur la scène mondiale. Au début, cette rapide évolution a été beaucoup plus favorisée par la transformation de la politique internationale que par une action voulue et concertée à l'échelon même du Canada.

Depuis la seconde guerre mondiale, en effet, le Canada n'a pas voulu se dérober à ses nouvelles responsabilités internationales; il a dû rapidement instaurer des mécanismes de coopération internationale dans presque tous les domaines.

Mais en établissant des politiques d'ensemble et des institutions capables de répondre à ces pressions internationales, le Canada a-t-il su traduire en même temps les aspirations profondes et les caractères fondamentaux de la société canadienne? A-t-il su projeter à l'étranger une image conforme et fidèle à la nature profonde du Canada - celle d'un ensemble étatique où coexistent et collaborent à presque tous les niveaux deux grandes communautés ethniques et culturelles distinctes, mais unies traditionnellement par un vouloir-vivre collectif?¹

Enfin, le Canada s'est-il efforcé de respecter les valeurs et les intérêts des "deux majorités"? A-t-il considéré cette réalité, que faute de meilleur terme, on appelle le biculturalisme comme une mesure visant non pas à freiner mais au contraire à enrichir et à développer sa pratique internationale? Plus précisément, le biculturalisme a-t-il été considéré comme une base fondamentale, un objectif important, un processus déterminant, une pratique réelle et un résultat positif de la politique étrangère canadienne?

On a coutume de remarquer que l'essence du système fédéral canadien repose en définitive sur la réalité humaine des deux communautés ethniques fédérées qui forment le Canada - compte tenu de l'apport positif des autres groupes - et sur leur volonté à s'ouvrir à une perspective internationale.

Dès lors, il importe de s'interroger sur les composantes majeures de la dualité culturelle dans l'élaboration, l'évolution et la gestion de la politique étrangère canadienne.

3. Sens et portée de l'étude

Il est certes impossible d'étudier tous les aspects de ce problème, mais il est important d'en dégager le sens et la portée.

En fait, qu'entend-on par biculturalisme et politique étrangère canadienne?

Pendant trop longtemps, la méfiance et même l'indifférence des Canadiens français envers les questions internationales et le peu d'empressement du gouvernement fédéral à se montrer plus respectueux du fait français ainsi que sa tendance à utiliser des méthodes de travail typiquement anglo-saxonnes, ont empêché le Canada de donner (sauf à de rares exceptions) une allure biculturelle à sa politique étrangère.

Depuis quelques années, toutefois, plusieurs facteurs comme la reconnaissance du principe du pluralisme politique, la volonté du Québec à jouer un rôle sur le plan international, le développement d'un nouveau sens de "l'unité canadienne" et le danger du séparatisme québécois, ont poussé le gouvernement central à respecter davantage les aspirations, les valeurs durables et les intérêts des deux plus importantes communautés culturelles qui forment le Canada.

Au niveau international, d'autres phénomènes politiques non moins importants, comme le continentalisme, le développement des organisations internationales et des institutions spécialisées, sans oublier la montée des pays francophones dans le monde, ont encouragé le Canada à modifier sa politique étrangère de façon à la rendre plus représentative du fait français et ce faisant à tenir compte davantage de la dualité culturelle.

En somme, associé à la notion de politique étrangère canadienne, le biculturalisme prend un sens tout à fait particulier. A l'intérieur du pays, il fait sentir le besoin de

trouver un mécanisme et de suggérer quelques mesures pratiques aptes à faciliter la coopération entre Canadiens d'expression française et Canadiens d'expression anglaise dans la création et la gestion de la politique étrangère canadienne. A l'extérieur il fait apparaître la nécessité de promouvoir à l'étranger l'image d'un pays où l'on s'efforce de respecter à presque tous les niveaux (sur le plan des principes et de la pratique, dans les institutions comme dans la politique étrangère) le fait que deux peuples de différentes cultures² coexistent et collaborent au sein d'un même ensemble étatique.

4. Constatations initiales

Dès maintenant il est important de mettre en lumière un certain nombre d'idées fondamentales qui guideront à la fois l'optique générale et les principales conclusions de cet essai.

a) L'image du Canada à l'étranger: qui en est responsable?

Les critiques formulées par plusieurs observateurs politiques à l'endroit de la politique étrangère canadienne ont trop souvent fait abstraction d'un ensemble d'éléments qui ont transformé radicalement cette politique au cours des quinze dernières années. En particulier, ils ont attaché trop d'importance à des facteurs purement politiques. Or, il est évident que, depuis l'apparition des organisations internationales,

depuis le développement des media de communication et des moyens de transport, et depuis la multiplication des échanges de capitaux, d'idées et de matériaux, bref, presque toutes les activités humaines et toutes les compétences étatiques font désormais partie intégrante de la politique étrangère d'un pays. Il faut donc regarder du côté des "affaires étrangères" et non plus seulement du côté de la "politique extérieure" proprement dite pour saisir la dimension réelle des activités internationales d'un Etat. Aujourd'hui les rapports économiques, financiers, techniques, sociaux et culturels avec l'étranger sont parfois plus importants que les relations essentiellement politiques. Ceux qui ne tiennent pas compte de ces changements accusent souvent le ministère des Affaires extérieures d'être l'unique responsable de l'image "uniculturelle" que le Canada présente le plus souvent à l'étranger. Or la réalité est toute autre. Le ministère des Affaires extérieures n'est plus le seul agent responsable de la mise en oeuvre des rapports du Canada avec l'étranger. On n'a qu'à songer au développement de l'activité internationale des ministères des Finances, de la Défense, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de la Main d'oeuvre et de l'Immigration, des Ressources et de l'Energie, du Travail, de la Santé nationale et du Bien-être social, et des Transports, pour comprendre que bien souvent le rôle du ministère des Affaires extérieures ne consiste qu'à coordonner ces politiques. (~~voir~~ appendices II, 2, 33).

On s'illusionne par conséquent en prétendant que la politique étrangère canadienne reflétera plus adéquatement la dualité culturelle si le ministère des Affaires extérieures accorde une plus grande place aux aspirations internationales des Canadiens français . Les affaires étrangères ne relèvent plus seulement du ministère des Affaires extérieures, mais d'un ensemble de ministères dont le rôle international grandit de jour en jour. Presque tous les ministères à Ottawa ont maintenant une division ou une direction des programmes internationaux. De plus, des bureaux indépendants et des Corporations de la Couronne élaborent chaque jour des politiques internationales très importantes. A cet effet, le Bureau de l'Aide extérieure occupe une place prépondérante. Il ne faut pas sous-estimer non plus le rôle international de l'Eldorado Mining and Refining Ltd., de la Commission canadienne du blé, de la Banque du Canada, de la Commission mixte internationale, de l'Office du Tourisme du gouvernement canadien, de la Compagnie de l'Exposition Universelle de 1967, et, pour les affaires culturelles, de l'Office national du film, du Conseil des arts, de la Galerie nationale et du Service international de Radio-Canada.

D'ailleurs, avec l'expansion des rapports culturels et commerciaux, éducatifs et techniques, d'autres organismes tant provinciaux que municipaux, ont été amenés à jouer un rôle important sur la scène mondiale: on pense par exemple à la nouvelle "politique internationale" du Québec, ou

encore aux programmes internationaux organisés par des villes comme Montréal et Toronto.

Enfin, ce sont souvent des associations (v.g. SUCO, universitaires, experts, missionnaires) (voir appendice 4), des compagnies privées (v.g. Brazilian Traction, Massey-Harris, MacMillan Bloedel) (voir appendices 5-7) et des responsables de media d'information (journaux, revues, radio, télévision, films) (voir appendice 8), qui par leurs actions respectives à l'échelle internationale, créent à l'étranger une image fidèle ou déformée de la société canadienne. On peut dire la même chose de tous les Canadiens qui séjournent à l'étranger.

Il faut en conclure que la responsabilité de présenter à l'étranger l'image biculturelle du pays ne relève pas seulement du ministère des Affaires extérieures, mais d'un ensemble d'organismes gouvernementaux et privés.

b) Du régionalisme à l'internationalisme

Seconde constatation: les nouvelles responsabilités du Canada dans le domaine technique (v.g. programme d'aide extérieure), et au plan militaire (v.g. les opérations pour le maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies) ont considérablement transformé les habitudes de voir et de penser des dirigeants canadiens. Il est vrai que pendant trop longtemps, la pratique internationale du Canada était orientée principale-

ment vers des territoires qui forment actuellement le Commonwealth et vers les Etats-Unis d'Amérique.

Mais à l'heure actuelle, le Canada est l'une des premières puissances moyennes³ de la société internationale. Le Canada est présent presque partout dans le monde mais en particulier à des endroits où les grandes puissances ne peuvent pas assurer une paix durable (v.g. Yemen, Chypre, Cachemire). Il est intervenu dans la solution de crises dans des pays où il n'avait même pas de représentants diplomatiques. Le Canada n'est peut-être pas membre officiel du "club des grandes puissances", mais il pratique une politique à l'échelle de la planète. Ceci a eu pour conséquence de placer le Canada en rapport plus étroit avec la communauté francophone mondiale et de favoriser ainsi une plus grande pratique du biculturalisme dans sa politique étrangère.

c) Une politique étrangère fonctionnelle

Troisièmement, ce mouvement vers une plus grande ouverture au monde n'a pas été sans modifier plusieurs aspects de la politique étrangère au Canada. Contrairement aux années passées, la pratique internationale canadienne est beaucoup moins axée sur les thèmes traditionnels (v.g. priorité des rapports avec la Grande-Bretagne, unité du Commonwealth) et a tendance, d'année en année, à devenir plus fonctionnelle à mesure que les responsabilités du Canada grandissent à l'échelle mondiale.

Cette politique fonctionnelle résulte des activités canadiennes au sein de l'ONU et des institutions spécialisées, du souci du Canada d'agir à titre de médiateur dans la solution de nombreuses crises internationales et de son assistance économique et financière accordée sans conditions politiques préalables à de nombreux pays en voie de développement. Il ne faudrait pas prétendre que cette politique fonctionnelle provient aussi du caractère biculturel du Canada; mais il ne fait aucun doute que la dualité culturelle canadienne a servi avantageusement cette nouvelle politique. Ceci a été particulièrement évident lors de la crise du Congo où les militaires canadiens étaient les seuls membres de l'armée onusienne qui pouvaient communiquer avec les dirigeants locaux.

d) Du politique au socio-économique

L'évolution d'une politique étrangère dominée surtout par des éléments à caractère purement politique à une pratique internationale contrôlée en grande partie par des facteurs socio-économiques demeure toutefois un des phénomènes les plus intéressants des dernières années. Jusqu'à 1939, les affaires étrangères du Canada étaient étroitement "ajustées" aux intérêts politiques du Royaume-Uni. Mais depuis cette date, on a vu apparaître et croître au Canada l'influence des Etats-Unis d'Amérique.

En somme, si la Grande-Bretagne a beaucoup concouru à déterminer l'avenir du Canada, ceci est également vrai des

Etats-Unis. A l'heure actuelle, l'impact américain est supérieur à l'influence britannique dans presque tous les domaines de la vie canadienne. L'"American Way of Life" s'est infiltré graduellement à travers une frontière qui est plus un point de rencontre qu'une ligne de démarcation. Un Canada qui ne maintiendrait pas avec les Etats-Unis d'Amérique des relations politiques et économiques très étroites se verrait automatiquement privé de nombreux éléments qui lui permettent actuellement d'avoir un standard de vie très élevé. Ce phénomène a toutefois poussé de nombreux Canadiens à s'interroger sur les conséquences d'une telle emprise sur la vie interne et la pratique extérieure de leur pays. Plusieurs ont vu dans le biculturalisme un moyen de résister au Canada à cette influence toujours plus grande des Etats-Unis d'Amérique et une façon d'acquérir une plus grande identité sur la scène internationale. Mais il est trop tôt pour pouvoir prédire exactement si le biculturalisme peut être une forme de défense efficace pour préserver l'identité de tout le Canada et lui permettre de développer une politique étrangère moins sujette aux influences américaines.

e) Biculturalisme, fédéralisme et particularisme
québécois

L'évolution récente de la conjoncture politique canadienne a démontré que le phénomène de la dualité culturelle dans la politique étrangère était étroitement lié à

trois concepts principaux: le biculturalisme, le fédéralisme canadien et le particularisme québécois. Dans la recherche de toute solution il faudra d'abord analyser quels sont les avantages, les inconvénients et les limites du biculturalisme dans la politique étrangère du pays. En second lieu, il convient d'étudier si le système constitutionnel canadien admet la théorie de la double personnalité internationale. Finalement, il faudra déterminer si le Québec peut établir une pratique internationale distincte de celle d'Ottawa. Peut-il prétendre être le porte-parole de tous les Canadiens français du pays sur la scène mondiale? Inversement, peut-on admettre l'idée qu'Ottawa n'est pas en mesure de représenter adéquatement les intérêts des Canadiens français du Québec dans ses rapports internationaux? Il est impossible maintenant de donner des réponses définitives à toutes ces questions. Mais il semble d'ores et déjà assuré que toute démarche qui prétendrait vouloir donner une plus grande place à la dualité culturelle dans la politique étrangère canadienne devra tenir compte du fédéralisme, du biculturalisme et du particularisme québécois.

f) Le sens véritable de "biculturalisme et politique étrangère"

Enfin, lorsqu'on tente de définir le biculturalisme par rapport à la politique étrangère canadienne, il faut éviter de rechercher des solutions trop simples.

Ainsi, il ne faut pas croire qu'une dimension biculturelle de la politique étrangère canadienne veuille dire unique-
ment:

- 1) un usage plus fréquent du français comme langue de travail par les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures tant au Canada qu'à l'étranger;
- 2) une augmentation substantielle des relations commerciales, sociales, économiques, culturelles et politiques du Canada avec les pays de la communauté française à travers le monde;
- 3) des relations plus étroites avec l'Amérique Latine.

Certes, ce sont là des phénomènes très importants et il faudrait dès maintenant mettre en oeuvre des programmes et des politiques pour atteindre ces objectifs le plus tôt possible. Mais ce n'est pas seulement au niveau de la politique étrangère (entendue dans son sens le plus restreint), qu'il faut songer à donner une allure biculturelle à l'activité internationale du Canada; c'est bel et bien dans tous les rapports avec l'étranger (commerce, immigration, tourisme, santé, travail, culture, etc...) qu'il faut chercher à tenir compte davantage de la nature intrinsèque de la société canadienne. Il faudrait en somme établir un meilleur équilibre dans la contribution que chaque groupe peut apporter à la création et à la mise en oeuvre des "affaires étrangères" canadiennes à travers le monde.

Toutefois, il faut empêcher que se dessine et se confirme une dangereuse tendance à créer une politique étrangère canadienne "à tiroirs", qui tiendrait compte de la notion de biculturalisme dans un domaine bien précis, comme celui des relations avec le monde francophone, et qui la négligerait presque totalement dans les autres⁴.

En résumé, quelles sont les idées essentielles qui se dégagent de ces constatations?

1- Dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne, on doit tenir compte non plus seulement des facteurs strictement politiques, mais aussi de l'ensemble des rapports économiques, sociaux, financiers, techniques, culturels avec l'étranger.

2- Des organismes fédéraux, provinciaux et municipaux, et des bureaux indépendants, des compagnies et des associations privées partagent avec le ministère des Affaires extérieures la responsabilité de la projection à l'étranger de l'image biculturelle du Canada.

3- Par conséquent, les efforts en vue d'améliorer l'image biculturelle du Canada à l'étranger ne doivent pas relever seulement du ministère des Affaires extérieures. Il faudrait à toute fin pratique, créer un bureau central de planification pour veiller à ce que tous les départements, bureaux et commissions impliqués adoptent des attitudes favorables à un plus grand respect de la dualité culturelle à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

4- Il faut empêcher que s'établisse une politique étrangère "à tiroirs" qui admettrait l'importance du biculturalisme dans certains secteurs et qui négligerait totalement la dualité culturelle dans les autres.

5- Toutes les recherches en vue d'en arriver à une meilleure reconnaissance et à une plus grande mise en oeuvre de la dualité culturelle dans la politique étrangère canadienne devront nécessairement tenir compte des trois facteurs suivants: le biculturalisme, le fédéralisme canadien et le particularisme québécois.

5. Plan de l'essai

Plutôt que de s'en tenir à une simple description des questions actuelles, cet essai analysera le phénomène du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne en insistant sur la réalité passée, sur les conditions nouvelles et sur les perspectives d'avenir.

Dans une première partie consacrée à décrire les principaux aspects de la réalité passée il s'agira d'abord de mettre en lumière l'absence de normes "biculturelles" dans la pratique extérieure canadienne. On examinera succinctement les forces de résistance au niveau des événements historiques, des attitudes psychologiques, des institutions politiques et des conditions économiques qui ont freiné considérablement l'avènement du biculturalisme en

tant que l'un des fondements majeurs de la politique étrangère canadienne.

La deuxième partie, consacrée aux conditions nouvelles, fera ressortir les facteurs d'origine a) québécoise, b) canadienne, et c) internationale, qui ont encouragé le gouvernement d'Ottawa à modifier sa politique étrangère de façon à la rendre plus conforme à la dimension biculturelle du pays.

La conclusion mettra en valeur les avantages qui résulteraient d'une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère du pays et fera valoir qu'une telle pratique n'entraînera pas un affaiblissement, mais au contraire un affermisssement de la présence canadienne à travers le monde.

PREMIERE PARTIE

REALITE PASSEE

Forces de résistance à la reconnaissance
du biculturalisme comme l'une des bases
fondamentales de la politique étrangère
canadienne.

Les problèmes que doit aujourd'hui résoudre le Canada et les déficiences qu'il lui faut corriger sont l'héritage d'un passé qu'il n'est pas permis d'ignorer.

La première partie de cet essai a donc pour but de montrer pourquoi, dans le passé, le biculturalisme n'a pas été considéré comme une idée fondamentale dans l'élaboration et la gestion de la politique internationale canadienne.

Toutefois, une remarque importante s'impose. Il faut comprendre en effet que l'ampleur de ce sujet ne permet pas de décrire en détails tous les aspects de cette question. Néanmoins pour comprendre le sens véritable des problèmes actuels, il faut brosser un tableau général des réalisations et des lacunes passées dans ce domaine. Est-il nécessaire de rappeler que le but de ce travail n'est pas de blâmer quiconque pour des erreurs du passé, mais bien de mettre en lumière toutes les données positives et négatives de ce problème afin d'en saisir la dimension exacte et de proposer des correctifs au besoin.

CHAPITRE PREMIER

LES ELEMENTS THEORIQUES :

ABSENCE DE NORMES BICULTURELLES

Dans une interview qu'il accordait au journal *Le Devoir* en mai 1965, le Ministre de l'Education du Québec, monsieur Paul Gérin-Lajoie, adressait des commentaires fort peu élogieux à l'endroit des responsables de la conduite des affaires extérieures canadiennes. Il disait notamment:

"le Gouvernement fédéral dans sa politique étrangère s'est montré moins respectueux de la dualité canadienne que dans sa politique intérieure, ce qui n'est pas peu dire"⁵.

Ce jugement sévère résume néanmoins assez fidèlement la majeure partie des critiques qui ont été formulées par de nombreux observateurs politiques canadiens-français concernant le peu d'importance accordé dans le passé au bilinguisme et plus encore au biculturalisme dans la création et la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne.

En effet, jusqu'à tout récemment, tout se passait comme si le fait d'affirmer que le Canada est un pays "bilingue" et "biculturel" dispensait les dirigeants fédéraux de traduire par des gestes concrets cette dualité culturelle dont tout le monde reconnaissait véritablement l'importance,

mais dont personne ne semblait vouloir assumer l'exécution et les frais.

En somme, là comme dans d'autres domaines de la vie politique canadienne, on sentait poindre la dichotomie entre la bonne volonté et les intentions louables d'une part, et l'absence de réalisations pratiques et de mesures tangibles d'autre part.

Jusqu'en 1960, en effet, le biculturalisme a peu contribué au développement du pays mais a créé plutôt de nombreux problèmes dans la vie politique canadienne. Ceci découle de l'incapacité des Canadiens à reconnaître des normes idéales susceptibles de traduire en politique intérieure comme en politique extérieure l'apport distinctif des deux peuples fondateurs. On a trop longtemps considéré le bilinguisme comme un embarras plutôt qu'un enrichissement. Il n'est donc pas surprenant que jusqu'à tout récemment, le biculturalisme n'a pas été considéré comme une base fondamentale, un objectif important, un processus déterminant, une pratique réelle et un résultat positif des activités internationales du Canada.

Section 1. Le biculturalisme n'a pas été reconnu en pratique comme une base fondamentale de la politique étrangère canadienne

Si l'association fondamentale des deux peuples fondateurs constitue la pierre angulaire du Canada et un défi permanent au maintien de l'unité canadienne, le biculturalisme devrait normalement servir de base réelle et permanente à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique interne et internationale canadienne. Mais point n'est besoin de longues recherches pour découvrir que l'idée d'un Canada qui favoriserait également et à tous les niveaux l'épanouissement, le respect des droits et des aspirations de chacun des deux groupes majoritaires qui le composent et qui obligerait le gouvernement fédéral à projeter une image biculturelle du pays à l'étranger est un phénomène relativement récent.

Ceci ne signifie pas que la politique étrangère canadienne n'ait jamais reflété les attitudes des deux groupes fondateurs. En réalité, Ottawa n'a jamais pris le risque, sauf à l'occasion des deux grandes guerres mondiales, de s'engager directement dans une politique extérieure qui aurait divisé profondément les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise au point de menacer l'existence même de l'union fédérale⁶. D'ailleurs, à peu près tous les

premiers ministres du Canada et leurs secrétaires d'Etat aux Affaires extérieures ont souvent affirmé que le caractère "bilingue" et "biculturel" du pays était l'une des bases qui doivent guider Ottawa dans la formulation de la politique étrangère. M. Pearson déclarait à cet effet à la Chambre des communes:

"le Canada a besoin des moyens d'être lui-même. Le Gouvernement du Canada doit avoir les moyens d'agir pour le Canada, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, surtout dans ses efforts en vue d'assurer la paix et la sécurité dans le monde. Le Canada a joué et peut continuer de jouer un rôle important et utile dans ce domaine et seulement s'il est fort et uni. Il ne sera pas fort s'il n'est pas uni"⁷.

Mais lorsqu'on observe le peu d'efforts déployés au cours des vingt-cinq dernières années pour resserrer les liens avec le monde francophone et le peu de place accordé au fait français dans la pratique internationale canadienne - politique, économique, immigration, etc. - on est tenté de se rallier à l'opinion de l'honorable Gérin-Lajoie sur la question; tout au moins on est porté à reconnaître que le biculturalisme fut rarement considéré dans le passé comme l'un des fondements majeurs et l'une des bases les plus importantes de la politique étrangère canadienne.

Section 2. Le biculturalisme ne fut pas reconnu comme un objectif important de la politique étrangère canadienne.

D'un autre côté, plusieurs prétendent qu'une politique étrangère qui respecterait la conjoncture bi-ethnique du pays est un objectif utopique ou du moins un programme qui comporte peu de chances de succès.

Ils croient qu'un simple redressement de la situation actuelle est devenu trop problématique ou compromettrait la réalisation de plusieurs autres objectifs qui leur semblent plus urgents. Ils envisagent avec beaucoup de scepticisme et d'appréhension une redéfinition des rôles des "deux majorités" lesquels entraîneraient des modifications profondes dans les institutions politiques et les rouages administratifs de façon à mieux refléter le caractère biculturel du pays.

Cette attitude provient en grande partie de la conception unitaire du Canada que se font un grand nombre d'anglophones tant sur le plan culturel que sur le plan politique⁸.

Sans doute est-on disposé dans certains milieux à reconnaître le fait historique que la fédération canadienne est issue d'un compromis implicite entre dirigeants anglophones et francophones. On est plus que disposé à reconnaître la part de l'élément français en général, mais dès qu'il s'agit d'accepter l'existence des deux groupes culturels

distincts et égaux et plus encore lorsqu'il s'agit de consentir à ce que cette distinction soit exprimée et traduite dans les institutions et la vie politique canadienne, (particulièrement dans l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique étrangère), on assiste à un refus catégorique d'une partie de l'opinion publique canadienne à considérer cette "réalité évidente" comme un but premier et un objectif important de la pratique internationale du Canada.

D'un autre côté, nul n'ignore, à l'autre extrême du spectrum politique canadien, la position des partisans de l'indépendance politique du Québec qui soutiennent que les rapports fondamentaux entre les deux peuples fondateurs du Canada ne peuvent reposer sur une base d'égalité et qu'en réalité, en politique extérieure comme en politique intérieure, la majorité anglophone du pays imposera toujours ses vues à la minorité francophone.

Pour un troisième groupe enfin la question ne se pose même pas. Un député fédéral disait encore récemment: "Je ne vois pas le problème: il n'y a presque pas de Canadiens français dans mon comté. Alors pourquoi imposer le biculturalisme partout au pays et même dans nos affaires extérieures?"

Néanmoins, depuis plusieurs années, l'acuité de la crise canadienne a obligé de nombreux hommes politiques à reconnaître que si une association durable et fructueuse

doit continuer d'exister entre les deux peuples fondateurs du pays, celle-ci devra être fondée sur une égalité réelle et un meilleur équilibre entre Canadiens français et Canadiens anglais. On semble avoir compris que si le biculturalisme est appelé à devenir un objectif important de la politique étrangère, on doit commencer d'abord par le vivre intégralement au pays.

Car d'une part, comme l'affirmait le Premier ministre du Québec, monsieur Lesage:

"Il fut peut-être un temps, où grâce à certaines concessions plus apparentes que réelles, il était possible de flatter la sentimentalité des Canadiens français et de lui faire oublier ses problèmes fondamentaux. Désormais les Canadiens français exigeront des signes tangibles de leur acceptation comme peuple - et seulement les signes tangibles. Il considérera avec scepticisme toutes les tentatives que l'on fera soit par bonne volonté, soit par diplomatie, de les tromper"⁹.

Cependant, les propos de Me Noël Dorion prononcés à Sillery, en 1961, à l'endroit de ses compatriotes canadiens-français, méritent d'être retenus. Affirmant que le Canada n'est à la remorque d'aucune autre puissance dans la poursuite de sa politique extérieure, l'ancien Secrétaire d'Etat déclarait:

"De grâce, cessons de considérer Ottawa comme l'ennemi ou même l'étranger. Au moment où le Canada nous convie à jouer un rôle sur le plan international, au moment où de plus en plus s'affirme pour nous une politique de présence, est-ce bien le temps de parler de séparatisme, de semer le découragement chez nos frères des autres provinces, de tenir nos

compatriotes de langue anglaise pour des ennemis, de vouloir saboter cette oeuvre faite de près de cent ans d'efforts, de travail persévérant, de constante loyauté que constitue la Confédération canadienne?"¹⁰

En somme, à condition de connaître à la fois les limites et les avantages de la promotion du biculturalisme dans la conduite des affaires extérieures, cet idéal n'est certainement pas un objectif irréalisable.

Récemment des directives ont été transmises dans tous les grands secteurs de l'activité fédérale et particulièrement aux ministères du Commerce et des Affaires extérieures afin de projeter une "image biculturelle" du Canada à l'étranger. Aux Affaires extérieures, plus d'un haut fonctionnaire interrogé a déclaré qu'il n'est pas facile de distribuer les voix françaises du ministère à travers les quelque soixante postes à l'étranger afin de rappeler partout la dualité culturelle canadienne.

Malgré tout il faudra bientôt s'interroger sur le fait suivant: comment les Canadiens peuvent-ils constamment offrir leurs services de médiateur au Cashmire, en Indochine, dans la péninsule de Gaza, au Congo, à Chypre, en défendant leur habileté à résoudre des conflits entre diverses communautés linguistiques et culturelles s'ils ne peuvent même pas au sein de leur propre pays mettre en oeuvre un ensemble de mesures reflétant leur adhésion à des solutions pluralistes et équitables aux problèmes de coopération inter-ethnique.

En définitive, on peut supposer que le biculturalisme ne deviendra un objectif important de la politique étrangère canadienne que dans la mesure où il y aura une forte tendance à mieux harmoniser les rapports inter-ethniques à l'intérieur du pays.

Section 3. Le biculturalisme n'a pas été reconnu comme un processus déterminant de la politique étrangère canadienne.

On considère généralement que le poids et la valeur de la politique étrangère d'un Etat peuvent être évalués en fonction de sa puissance économique et de son infrastructure humaine, politique, culturelle et sociale. Normalement, elle doit être conçue à partir des intérêts majeurs du pays et doit également répondre aux aspirations fondamentales de sa population.

Dans le régime canadien, à la fois dualiste au plan culturel, et de type fédéral agrégatif au plan institutionnel, il semble plausible de croire que la politique étrangère aurait dû être formulée en tenant compte non seulement de la somme numérique des désirs individuels des citoyens canadiens, mais également à la suite d'une évaluation globale des principales attitudes, des aspirations majeures des deux peuples reconnus dans l'histoire et le

droit constitutionnel du Canada comme étant les principaux artisans de la réalité canadienne.

Mais, il faut le reconnaître, le biculturalisme a rarement été considéré comme un facteur déterminant dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique étrangère distincte, originale et indépendante pour le Canada. Cela ne va pas sans une certaine difficulté car, comme le soulignait récemment Gerald Clark:

"Until now the capsule definition of democracy has been 'ruled by the majority' as though this in itself automatically eliminates danger of abuse and protects the minority. But since more and more French Canadians think of themselves as a majority - at least within Quebec - the heart of the question is whether a democracy can be made up of two majorities. This many thoughtful French Canadians think it can - and must. This concept, of course, requires sophisticated rethinking on the part of English Canadians, for it runs into conflict with English Canada's fundamental ideas about federalism"¹¹.

D'un côté, il est vrai, comme le fait remarquer F. H. Soward, que pendant très longtemps:

"The French Canadian was overwhelmingly isolationist in sentiment. Unmoved by any appeal of sentiment from either Britain or France, largely unaffected by the economic considerations that affect the English-speaking Canadians, uninterested in crusades for world order, the only external development which may deeply influence him is a threat to the position of his church"¹².

Toutefois, avoir fait sourde oreille pendant si longtemps à certaines des aspirations internationales du

Canada français (comme l'entrée dans l'OEA, la nomination d'un ambassadeur au Vatican, le développement des relations avec la France et le monde francophone), sous prétexte que la majorité anglophone du pays n'en voulait point, ou que ces mesures risquaient de diviser profondément l'opinion canadienne, est à proprement parler un excellent exemple de ce que plusieurs observateurs politiques canadiens ont appelé "la politique de l'autruche"; comme l'a si bien signalé James Eayrs:

"none of these distinctively French Canadian response was likely to divide public opinion seriously or to weaken Canada's ability to influence world affairs"¹³.

En d'autres termes, le problème pourrait se poser ainsi: un Etat est-il toujours tenu d'obtenir au préalable l'approbation de la majorité de ses citoyens avant d'entreprendre une activité internationale? Il semble que non. Car à ce compte-là, bien peu de programmes internationaux d'importance majeure verraient le jour sur la scène internationale.

D'ailleurs il faut détruire l'idée que les aspirations du Canadien français et du Canadien anglais sont nécessairement contradictoires à l'échelle internationale. Pour que le biculturalisme devienne un processus déterminant de cette politique étrangère, il faudrait s'habituer à penser en fonction des aspirations individuelles des groupes sans pour autant négliger les intérêts de l'ensemble du pays.

A cet effet, qui peut prétendre sérieusement que les mesures

propres à répondre aux aspirations internationales du Canada français soient de nature à nuire aux intérêts primordiaux du Canada tout entier sur la scène internationale?¹⁴

La conclusion récente d'un accord-cadre entre la France et le Canada, le 17 novembre 1965, est un excellent exemple des avantages que peut procurer ((à tout le pays) le biculturalisme en tant que processus déterminant de la politique étrangère canadienne. Il faudrait en réalité que les caractéristiques propres aux deux communautés ethniques du pays soient utilisées comme un processus utile dans l'évolution des relations extérieures du Canada.

Section 4. Le biculturalisme ne fut pas considéré comme une pratique réelle de la politique étrangère canadienne

Les normes idéales sont importantes certes, mais c'est dans la pratique que ce problème du biculturalisme revêt une importance particulière. En fait, c'est seulement depuis les cinq dernières années qu'on songe véritablement à opérer de profondes réformes dans la pratique internationale canadienne de façon à la rendre plus fidèle et plus conforme à la réalité biculturelle du Canada. Deux exemples particulièrement frappants viennent étayer cette affirmation. En 1961, une étude menée par un service de l'ONU sur l'utilisation des langues à l'Assemblée Générale

de l'Organisation Internationale, dans les grandes Commissions, comme au sein d'innombrables services, révélait que le Canada était considéré par le Secrétaire Général et par tous les services techniques de l'ONU comme:

"un pays de langue anglaise utilisant épisodiquement la langue française"¹⁵.

C'est dire qu'en pratique, le Canada se classait parmi les 45 pays (sur 103 que comptait alors l'ONU) qui utilisaient uniquement ou habituellement l'anglais pour leurs affaires courantes.

On devine tout de suite qu'une pratique internationale correspondant à la nature inhérente du pays supposerait que les représentants et les diverses délégations du Canada recourent aussi bien à l'anglais qu'au français.

Mais à l'heure actuelle il n'en est rien. Les documents officiels, les rapports de toute sorte, les notes de travail, etc., sont rédigés presque exclusivement en anglais. De plus, Ottawa correspond presque toujours en langue anglaise avec les organisations internationales, même avec l'Union Postale Universelle, dont la langue officielle est uniquement le français. Mais pour peu qu'on y regarde, l'on constate que les Canadiens d'expression anglaise ne sont pas les seuls responsables d'un tel état de chose. Trop de représentants canadiens-français à l'étranger s'expriment uniquement en langue anglaise dans les

réunions où les deux langues du pays sont pourtant officielles. Ceci tient souvent au fait que les discours importants sont toujours rédigés à Ottawa (en anglais seulement), et ne parviennent aux représentants diplomatiques canadiens qu'à la toute dernière minute. D'autre part, il n'y a aucune excuse pour que les représentants permanents du Canada à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) s'expriment exclusivement en anglais dans les réunions hebdomadaires du Conseil. Cet organisme en effet a deux langues officielles, le français et l'anglais.

Par ailleurs, quand on sait qu'il y a à peine trois ou quatre ans, plus des deux tiers des agents travaillant pour le ministère des Affaires extérieures ou pour un service rattaché à ce ministère ne savaient pas le français, alors que l'on exigeait de la part des Canadiens français qu'ils soient bilingues, on n'a pas de difficulté à comprendre comment il se fait que l'image biculturelle du Canada à l'étranger fut très souvent sacrifiée au nom de "l'efficacité".

Section 5. Le biculturalisme ne fut pas reconnu comme
pouvant produire un résultat positif

Le journaliste français, Claude Julien, affirmait récemment :

"Un pays ne se définit pas uniquement par la physionomie qu'il se donne à l'intérieur de

ses propres frontières. Aux yeux de l'étranger comme à ses propres yeux, il existe aussi par l'image qu'il donne de lui-même au monde extérieur, par sa manière d'affirmer sa personnalité sur la scène internationale¹⁶.

A partir de là, peut-on prétendre que le Canada s'est donné une personnalité internationale qui correspondait véritablement à sa nature intrinsèque?

Si l'on accepte le fait que les deux groupes majoritaires ont chacun une contribution distincte et positive à faire en politique intérieure et internationale, il en découle que la mise en oeuvre du biculturalisme dans ce domaine devrait être considérée non pas comme une mesure qui freinerait l'activité internationale, mais au contraire comme un résultat positif propre à enrichir la pratique internationale canadienne.

On a dit souvent que le Canada était un continuel emprunteur. D'une part, ses institutions politiques lui viennent en grande partie de la Grande-Bretagne. D'autre part, son mode de vie est une réplique quasi parfaite du "way of life" américain. Le biculturalisme n'offre-t-il pas précisément au Canada une chance unique d'acquérir une identité propre, un style original? L'on peut même supposer qu'une telle pratique aiderait d'autres Etats fédéraux et poly-ethniques à mettre en oeuvre une politique étrangère à la fois efficace et respectueuse des aspirations des peuples qui les composent.

D'ailleurs, il est évident que le Canada en retirerait des avantages concrets. Comme le soulignait récemment le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures:

"Il est à prévoir qu'une telle expansion contribuera à la longue à renforcer la position de notre pays dans le monde en ouvrant de nouvelles voies à notre influence et éventuellement à notre commerce¹⁷.

Conclusion au chapitre premier

Trop souvent dans le passé, on a prétendu que les aspirations canadiennes-françaises à l'échelle internationale étaient purement émotionnelles ou sentimentales alors que celles du Canada anglais reposaient sur des intérêts réels. Or c'est un fait que la matérialisation de certains sentiments dépend en grande partie de la volonté des hommes. L'histoire du Canada est l'éloquente démonstration que les hommes qui ont assumé la direction de sa destinée ont bâti sa pratique internationale à partir des aspirations qui s'alliaient mieux aux sentiments de la population anglophone qu'à ceux de la population francophone du pays. Si à un moment donné de l'histoire canadienne une telle attitude eut pu être défendable - quoique plusieurs prétendent le contraire - il est évident qu'aujourd'hui, à la suite de l'intérêt croissant des Canadiens français

pour les affaires internationales, une telle conception ne pourrait qu'engendrer des conséquences néfastes pour tout le pays. Désormais, la politique étrangère du Canada doit allier à la force créatrice et imaginative une volonté d'agir et de mettre en oeuvre concrètement certains objectifs nationaux.

Ce n'est pas en répétant que le biculturalisme est une utopie qu'on arrivera à créer une pratique internationale vraiment représentative de toute la population canadienne. Mais il faut que ceux qui sont responsables de cette politique internationale en soient convaincus, car ici comme ailleurs, on ne fait pas spontanément ce que l'on ne croit pas être nécessaire et profitable.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES ELEMENTS HISTORIQUES : LES EVENEMENTS

En dépit des innombrables discours et de tous les projets sur cette question, a-t-on raison d'affirmer, dans certains milieux, que jusqu'à tout récemment le biculturalisme ne fut pas considéré comme un fondement majeur de la politique étrangère canadienne? Comment expliquer qu'un facteur aussi important de la vie et de la réalité politiques canadiennes - la coexistence bi-ethnique - fut tant négligée dans la pratique internationale canadienne? Il faut naturellement recourir à l'histoire.

Certes, l'on ne saurait prétendre brosser ici un tableau détaillé de toute l'histoire des relations extérieures canadiennes. Il s'agit tout au plus de grouper certaines notions importantes et de répondre de façon aussi explicite que possible aux questions soulevées dans l'introduction.

Il importe par conséquent de tracer un court tableau historique afin d'isoler certains facteurs politiques, sociaux, culturels, religieux et économiques, qui ont depuis plus d'un demi-siècle infléchi sur la politique étrangère canadienne et influencé les rapports inter-ethniques au Canada.

Cette étude permettra de montrer comment certains événements ont forcé les Canadiens français et les Canadiens anglais à définir leurs conceptions du Canada et quelles étaient les responsabilités de leur pays à l'échelle internationale. En fait, dans le passé il n'y eut jamais d'unité de vues à cet égard.

"D'événements en événements, de périodes en périodes, on retrouve la continuité d'une conception française et d'une conception anglaise du Canada. Pour autant le gouvernement du pays n'a été possible que grâce à la recherche d'un compromis toujours insatisfaisant entre les deux"¹⁸.

Envisagée sous l'angle du biculturalisme, l'histoire des affaires extérieures canadiennes peut être divisée en quatre grandes périodes: 1) de 1900 à 1931, 2) de 1931 à 1939; 3) de 1939 à 1945; et 4) de 1945 à nos jours.

Section 1. De 1900 à 1931; une idée imprécise et incomprise

Comme la pleine et officielle indépendance du Canada ne fut accordée que lors de la signature du statut de Westminster qui entérinait les recommandations du rapport Balfour de 1926, on peut dire que jusqu'en 1931, le Canada n'a pas eu de politique étrangère au sens véritable de ce terme¹⁹.

En réalité, pendant les années qui ont précédé la première guerre mondiale, le Canada a peu participé à la vie internationale. Le pays était éloigné des pôles d'attraction de l'activité mondiale. Son commerce avec l'Europe

continentale et l'Asie était peu développé. Cependant il bénéficiait du prestige de son association avec la Grande-Bretagne. Le fait que le pays fut dirigé à la fin du 19^e siècle par un Canadien français, Sir Wilfrid Laurier, lequel jouissait de la confiance et du respect général de tous les Canadiens, laissait augurer une entente permanente entre les deux peuples qui avaient jusque-là contribué à édifier le pays.

Cependant, trois crises d'importance majeure, la guerre du Transvaal, le projet de construction d'une marine canadienne et la crise de "la conscription" à l'occasion de la première guerre mondiale, eurent des répercussions importantes dans ce qui n'était alors qu'un embryon de politique étrangère proprement canadienne. Loin de favoriser l'unité, l'entrée du Canada sur la scène internationale divisa et durcit profondément les attitudes et les comportements politiques des deux groupes ethniques au Canada²⁰.

a) La guerre du Transvaal 1899

L'attachement à la Grande-Bretagne d'une grande partie du peuple canadien se traduisit à l'époque par la décision de Laurier d'envoyer un corps expéditionnaire de 6,000 hommes en Afrique du Sud pour combattre aux côtés des soldats de l'Empire Britannique contre la minorité des Boers. Les Canadiens français pour leur part ne voyaient aucune raison justifiant la participation du Canada à un conflit qui ne

les concernait nullement. Henri Bourassa, en particulier, exposa les principes et les postulats d'une nécessaire autonomie du Canada dans sa vie nationale et internationale:

"Il s'agit de savoir si le Canada est prêt à renoncer à ses prérogatives de colonie constitutionnelle et à sa liberté parlementaire, au pacte conclu avec la métropole après soixante-quinze ans de lutte - et à retourner à l'état primitif de colonie de la Couronne.

Il s'agit de décider si le peuple canadien sera appelé à prendre part à toutes les guerres de l'Empire sans que les portes du cabinet et du parlement impériaux lui soient ouvertes sans même que ses représentants et son gouvernement soient consultés sur l'opportunité de ces luttes sanglantes"²¹.

Une telle autonomie exigeait d'abord que le Canada relâchat les liens trop étroits qui le retenaient à la Grande-Bretagne. Ce fut là le principal message de Bourassa.

Cette prise de position du gouvernement canadien est à l'origine du sentiment anti-impérialiste de l'opinion publique canadienne-française qui allait s'exprimer à plusieurs reprises au cours du demi-siècle à venir:

"cette décision coagula une association d'idées, qui jamais plus ne pourrait être extirpée de la conscience canadienne-française, à savoir que lorsqu'on mobilise l'armée au Canada, c'est pour le service de l'Angleterre. Elle accrédita un axiome qui allait devenir la grande obsession politique des Canadiens français; lorsque l'Angleterre est en guerre, le Canada est automatiquement en guerre"²².

b) Le projet d'une "marine" canadienne, 1910

On attribue en grande partie à ce sentiment résolument autonomiste "canadien" l'opposition en 1910 de la majorité des Canadiens français au projet de construction d'une marine de guerre destinée, en cas de conflit, à être mise à la disposition de l'Angleterre. A leurs yeux, une telle décision constituait un nouvel acte de vassalité à l'égard de l'Angleterre, et entraînerait automatiquement l'entrée en guerre du Canada dès que Londres se croirait en danger. Le renversement de ce projet par une majorité de sénateurs qui accordait une plus grande confiance à une "marine britannique" plutôt qu'à une marine typiquement canadienne ne contribua pas à favoriser un rapprochement entre Canadiens français et Canadiens anglais en matière de politique étrangère.

c) La crise de la conscription, 1917-1918

Mais la plus dramatique rupture entre les Canadiens français et les Canadiens anglais au cours des trente premières années du vingtième siècle fut provoquée par les répercussions du premier conflit mondial sur le sol canadien. La crise éclata surtout en 1917 et 1918, lorsque le Canada eut à opter pour le recrutement volontaire ou obligatoire de ses citoyens dans l'armée du pays. Cet événement représente "la plus pénible étape de la croissance canadienne".

Il n'est pas possible ici d'analyser tous les aspects de cette crise extrêmement importante dans l'histoire des relations inter-ethniques au Canada²³. La chronique de ces deux années est celle d'un crescendo de controverses, d'ambiguïtés et d'incompréhensions qui, finalement, éclatèrent en révoltes ouvertes au printemps de 1918.

Une commentatrice canadienne-anglaise de la politique étrangère canadienne a pu dire de cette période:

"The political estrangement of the races grew so complete during the war that it was inconceivable to the English-speaking Canadians to monopolize the Government that French Canada might have any views on external policy worth heeding in the slightest degree. During World War I, Canadian Government was not a process of compromise. It was an English-speaking Government with a French minority"²⁴.

Alors que dans l'histoire de la plupart des Etats les conflits internationaux ont favorisé l'unité du pays, ce fut le contraire qui se produisit au Canada. Mais il serait juste de faire remarquer que le sol canadien n'a jamais été directement menacé, ni même attaqué. Ainsi,

"la première fois que le Canada est amené à remplir un rôle international d'envergure, il apparaît aux Canadiens français moins un devoir de solidarité humaine au service de la paix que l'accomplissement d'une fatalité impériale. Cette crise de la conscription rendue plus grave par mille gaucheries d'un gouvernement spécialement maladroit²⁵ allait empêcher la jonction des deux nationalismes canadiens pendant encore une génération"²⁶.

Au lendemain de la première guerre mondiale, à la suite de la signature des traités de paix et de l'entrée du Canada dans la Société des Nations (1918), à la suite de la crise de Chanak (1921), et de la signature du traité du flétan (1923), le Canada commence à acquérir une personnalité propre sur la scène internationale et à évoluer vers le statut de nation autonome²⁷. Aux élections de 1925, M. King déclare:

"Just as we have gained self-government in domestic affairs, so in foreign affairs we contend that they should be managed by our own people"²⁸.

On croirait entendre parler Bourassa. Bien que le droit de créer une mission canadienne ait été reconnu dès 1920, l'honorable Vincent Massey ne présenta officiellement ses lettres de créance au Président des Etats-Unis qu'en février 1927. La première légation du Canada en Europe fut établie à Paris en 1928 et, à la fin de cette décade, le Canada obtenait graduellement à l'étranger la reconnaissance internationale.

Mais la plénitude internationale ne fut acquise officiellement que par la promulgation du statut de Westminster en 1931 qui fit du Canada un Dominion. De la sorte,

"les relations canado-impériales dans le cadre plus souple et plus pragmatique du Commonwealth allaient de moins en moins constituer un objet de dissension entre Canadiens des deux langues"²⁹.

Bref, on peut conclure que le biculturalisme ne pouvait pas à l'époque être l'une des bases fondamentales de la pratique internationale canadienne, et ceci pour les raisons suivantes:

1) La politique étrangère canadienne était formulée à Londres et non à Ottawa; 2) De nombreux Canadiens anglais se reconnaissaient l'obligation morale de soutenir la cause britannique avec plus de vigueur que les Anglais eux-mêmes; 3) La majorité des Canadiens français réagissaient devant les événements internationaux à peu près de la même façon que les isolationnistes les plus fervents des Etats-Unis.

"Un modus vivendi sans cordialité" suivant la perspicace observation d'un observateur français avisé, André Siegfried, voilà en somme comment l'on pourrait décrire en un trait l'histoire des relations politiques entre les Canadiens anglais et les Canadiens français durant les trente premières années du vingtième siècle.

Section 2. De 1931 à 1939: une cause d'hésitation et de repli

Au lendemain du traité de Westminster, le Canada, qui venait d'obtenir la pleine "souveraineté externe" entreprit peu d'initiatives internationales très importantes. Les questions politiques internes (le renversement du régime libéral de Mackenzie King et l'établissement du gouvernement conservateur de Bennett de 1930 à 1935) et les problèmes

économiques (causés par la crise de 1929 dont les conséquences se firent sentir jusqu'en 1937) préoccupèrent d'abord les dirigeants canadiens. De plus, les hommes d'Etat et les diplomates semblaient déterminés à ce qu'aucune activité internationale canadienne ne vienne à nouveau mettre en danger l'unité du pays ou diviser encore les deux groupes ethniques³⁰. Escott Reid résuma bien les principaux objectifs de la politique étrangère canadienne au cours des années trente dans les points suivants:

1. Le principe directeur dans l'élaboration de la politique étrangère du Canada doit être le maintien du Canada comme nation;
2. La politique étrangère du Canada se ramène dans l'ensemble non pas aux relations du Canada avec la Société des Nations, mais aux relations du Canada avec le Royaume Uni et les Etats-Unis;
3. Le Canada doit en règle générale se mettre à l'écart, à Genève ou ailleurs, quand se discutent des problèmes européens ou asiatiques;
4. Le Canada n'est pas obligé de participer aux sanctions militaires de la SDN ou à la défense d'aucune partie quelconque du Commonwealth;
5. Le Canada n'est pas obligé de participer aux sanctions économiques de la SDN;
6. Avant que le Gouvernement canadien décide à l'avenir de participer aux sanctions militaires ou économiques

ou à la guerre, il devra obtenir l'assentiment du Parlement ou de la population du Canada;

7. Le Canada consent à participer aux enquêtes internationales au sujet des récriminations économiques internationales³¹.

Néanmoins, dans la période de l'entre-deux-guerres, en même temps qu'ils allaient connaître de plus en plus l'impact des Etats-Unis (v.g. incidences de la crise économique, extension de la doctrine Munroe au Canada³²), les Canadiens allaient être entraînés, souvent malgré eux, dans les débats qui devaient conduire à la seconde guerre mondiale.

L'attitude de la plupart des Canadiens français en regard des affaires internationales était alors conçue essentiellement en fonction de leurs convictions religieuses et de leur volonté de rester à l'écart des problèmes étrangers:

"La raison essentielle de cette attitude, c'est qu'à l'encontre de l'Anglo-canadien qui a une mère-patrie en Europe, le québécois séparé de la France depuis un siècle et demi, est devenu un continental, un autochtone, comme l'américain lui-même: rien ne l'intéresse nationalement en dehors de ses frontières. Enfin, autre attitude nord-américaine, il éprouve une certaine impatience devant ces nations d'Europe qui se ruinent en rivalité et en armements lorsque lui, sans forteresse et sans armée, a su garder une paix séculaire avec son voisin"³³.

Contrairement à son compatriote anglophone, le Canadien français n'a jamais eu une trop grande confiance en la Société des Nations. En 1936, à l'époque de la guerre

d'Ethiopie et des sanctions contre l'Italie, presque toute la presse canadienne-française s'opposa résolument à ce que le Canada appuyât ces mesures économiques. Un historien canadien décrivit ainsi l'attitude de ses compatriotes:

"Canada did of course vote for sanctions, but if the Province of Quebec had had to make the decision alone, she certainly would not have adopted the line of conduct which was actually followed. With practical unanimity our French-Canadian press refused to dissimulate sympathy with Italy by reason of sanctions"³⁴.

Au cours de la guerre civile espagnole, les Canadiens français furent en général sympathiques aux armées du Général Franco³⁵. Ainsi, toute initiative du gouvernement canadien qui eut favorisé les républicains espagnols contre Franco ou qui eut semblé impliquer un rapprochement avec l'Union Soviétique, aurait suscité une forte opposition au Canada français. Mais, d'un autre côté, tout désaccord manifeste avec l'Angleterre aurait soulevé une réprobation analogue au Canada anglais. Par conséquent, le Gouvernement canadien, afin de ne pas mettre en cause le fragile équilibre de l'unité nationale, adopta une politique de spectateur devant les affaires européennes. Comme l'affirmait un député libéral,

"a purely European problem can best be settled by Europeans. If they cannot settle it, we cannot"³⁶.

Pour contrecarrer une certaine sympathie qu'éprouvait une partie de l'opinion canadienne envers le fascisme et le

nazisme, on assista alors à des tentatives de rapprochement entre Canadiens anglais et Canadiens français³⁷. Bien plus, un désir d'indépendance accrue vis-à-vis la Grande-Bretagne commençait déjà à se manifester chez les jeunes Canadiens des deux langues. Un jeune anglophone pouvait ainsi écrire dans un numéro de l'Action Nationale de 1938:

"Mes amis de l'Université de Montréal qui ont participé au récent congrès de Winnipeg - congrès national des étudiants canadiens - constatèrent avec étonnement que l'immense majorité des jeunes gens présents à cette réunion n'étaient pas plus impérialistes qu'eux. Un puissant désir d'unité et d'indépendance pour le Canada: voilà ce qui a paru particulièrement à l'occasion d'un débat sur la politique étrangère canadienne. Un journaliste de Winnipeg, M. MacKay, écrivit ce commentaire dans le Toronto Saturday Night: "Une attitude significative s'est cristallisée dans les vœux du congrès - le sentiment fortement nationaliste de toute l'assemblée, sans distinction de race, de croyance, de province, en fait de politique étrangère"".

"Ce sentiment s'est exprimé avec vigueur et clarté dans les rapports des deux commissions de politique extérieure et dans la résolution suivante: "Le congrès se déclare favorable à une politique étrangère indépendante de la Grande-Bretagne", qui fut adoptée presque à l'unanimité (23 dissidences pour 300 délégués environ). Dans les rapports des comités, on pouvait lire des phrases comme celles-ci: "que le Canada s'assure de son autonomie complète, par un amendement constitutionnel s'il le faut... Absence totale d'une aide active à la politique impériale anglaise..." 38.

Mais ces tentatives de rapprochement entre des Canadiens de deux langues furent de courte durée. Ce phénomène n'a malheureusement pas encore été étudié en profondeur; peut-être l'a-t-on laissé de côté parce qu'on croyait qu'il avait été sans conséquences immédiates. Toutefois l'influence du Dr Bethunes - qui sut grouper autour de lui des dizaines de Canadiens français et de Canadiens anglais pour lutter au Canada et à l'étranger contre l'idéologie fasciste - eut une portée considérable et en exerce encore une aujourd'hui, même au delà des frontières du pays.

D'un autre côté, le dialogue engagé entre un petit groupe d'intellectuels d'expression anglaise et d'expression française au cours des années qui précédèrent le second conflit mondial, n'apporta pas de résultats concrets, mais il jeta les fondements d'un rapprochement que ces mêmes hommes (Laurendeau, Scott, Morrison et plusieurs autres) recherchent encore trente ans plus tard entre anglophones et francophones, mais à l'échelon de tout le pays cette fois.

L'évolution rapide de la situation politique en Europe, liée à la montée de l'Allemagne hitlérienne et à la faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne, sema l'inquiétude au pays. Mackenzie King résuma l'opinion générale des Canadiens des deux langues lorsqu'il déclara au Parlement fédéral en mars 1939:

"Bien des gens tiennent pour un cauchemar
et une pure folie l'idée que notre pays

tous les vingt ans, automatiquement et tout naturellement, devrait participer à une guerre outre-mer pour la défense de la démocratie ou pour assurer la souveraineté d'autres petites nations, ou qu'un pays dont toutes les énergies doivent être employées à sa propre administration devrait être tenu de sauver, à certaines époques fixes, un continent qui ne peut se tirer d'affaires lui-même et cela au prix de la vie de ses propres habitants, en s'exposant à la faillite et à la désunion politique"³⁹.

Le Premier Ministre canadien savait qu'un conflit qui impliquerait la Grande-Bretagne aurait des répercussions profondes au Canada et risquerait à nouveau de diviser les anglophones et les francophones.

Pas plus qu'en 1914, les Canadiens français ne semblaient alors intéressés à combattre dans un éventuel conflit européen. L'Action Catholique du 2 septembre 1939 explique toutefois l'attitude générale des Canadiens d'expression française face à la situation internationale:

- "1. Avant tout, dans la mesure du possible, nous voulons encore le maintien de la paix, même au prix de grands sacrifices.
2. En principe, nous refusons d'admettre la doctrine voulant que le Canada soit en guerre du seul fait que l'Angleterre s'y trouve et, en pratique, nous nous opposons fortement à toute participation militaire résultant de ce seul fait.
3. Cependant, si une situation de faits extraordinaires tentait de s'établir dans le monde, qui mit réellement en péril l'un ou l'autre des grands intérêts de l'humanité, surtout les intérêts chrétiens, le peuple canadien déciderait alors s'il y a lieu de s'associer à d'autres nations pour conjurer efficacement ce grave péril.

4. Même en ce cas notre participation, en hommes, devrait rester volontaire et notre participation, en nature, ne devrait en aucune façon dépasser les limites rigoureusement fixées par nos ressources. Ces principes devraient convenir à tous les Canadiens de quelque origine qu'ils soient, parce qu'ils découlent du canadiennisme le plus pur, tout en tenant compte de notre affection pour le peuple pacifique et de nos préoccupations de bien commun mondial"⁴⁰.

Quelques jours plus tard, le Parlement fédéral votait l'entrée en guerre du Canada. De nouveau une crise internationale allait susciter une crise nationale au Canada.

Section 3. De 1939 à 1945: un obstacle et une cause de division

De nombreux historiens et commentateurs politiques ont étudié l'évolution des rapports inter-ethniques au Canada au cours de la deuxième guerre mondiale, en particulier les crises de conscription de 1942 et de 1944⁴¹. Il suffit de rappeler que cette époque, tout comme celle de 1917 et 1918, représente l'un des moments de l'histoire canadienne où les divisions entre les groupes ethniques et linguistiques furent le plus accentuées. Selon K. C. Wheare:

"Canada's handicap in the matter of conscription came not from any lack of legal power to conscript men for military service. It came from a fundamental division of opinion among the Canadian people, a division which would have existed whatever the form of government. The point is well put in the Report of the Canadian Royal Commission on Dominion-Provincial Relations.

The French-speaking Canadians had been established in Canada for centuries. They were the oldest Canadians of European stock and they were much more firmly rooted in North America than their English-speaking fellow citizens. Their political connection with France had been severed 150 years before and they had never claimed a close sentimental attachment for republican France with its anti-clerical associations. Their undoubted loyalty to Great Britain was a reasoned rather than an instinctive loyalty. It lacked the emotional pull which was essential to command deep sacrifice in a remote European war. While the rest of Canada was deeply affected by living in remembered links with the British Isles and by United Empire Loyalists and Imperial tradition, their experience and memories were essentially North American. It was not unlikely, therefore, that the attitude of the French-speaking Canadians towards a prolonged war in Europe would differ from that which prevailed in the rest of Canada⁴².

Bien que le conflit européen ne menaçait pas directement le Canada, le pays fut directement affecté par les événements d'Europe. En effet, la grande majorité des Canadiens anglais qui étaient demeurés très attachés à la mère-patrie, ne pouvaient laisser l'Angleterre seule. Leur devoir les obligeait à appuyer la Grande-Bretagne. De leur côté, la plupart des Canadiens français s'opposaient à l'entrée du Canada dans une guerre européenne et ne voulaient pas sacrifier leur vie pour sauver l'honneur des étrangers. On n'oublie pas, bien sûr, le dilemme devant lequel étaient placés des gens comme Godbout et Lapointe qui furent péniblement déchirés entre la sympathie qu'ils éprouvaient à l'égard de leurs compatriotes

qui n'acceptaient pas l'idée de la conscription et la crainte que le Québec s'isole du reste du Canada, s'il adoptait une attitude trop radicale⁴³.

Les Canadiens français ne pouvaient oublier "l'affront" de 1917. Par contre, le gouvernement central ne pouvait pas non plus ignorer les pressions des Canadiens anglais qui croyaient défendre leur propre patrie en défendant l'Angleterre. D'un côté comme de l'autre on s'arc-bouta sur ses positions. Mais comme l'a fait remarquer M. Frank Scott, ce fut le sentiment impérialiste qui l'emporta:

"La puissance du sentiment impérialiste n'est pas dans ses manifestations extérieures, mais dans son influence dissimulée. Sa force réelle se trouve en partie dans un rappel instinctif des anciennes allégeances de la moitié britannique du Canada, en partie par sa présence dans ses situations, dans les gouvernements, l'industrie, la finance, l'armée, l'église et la presse qui lui permettront de cristalliser l'opinion et d'élaborer une politique quand une décision devra être prise, en partie aussi du fait de ses relations complexes - inconstitutionnelles; incertitude au sujet du droit de neutralité, collaboration pour la défense, adaptation de l'industrie canadienne aux exigences des armements britanniques, l'appât de gros bénéfices immédiats si le Canada appuie sans restriction la Grande-Bretagne dans la guerre et devient l'arsenal de l'empire - relations qui contiennent toute la politique impérialiste et qu'il ne faut pas voir le Canada effacer subitement quand sera venu le moment d'une crise"⁴⁴.

Contrairement à ce que crurent bon nombre d'Anglo-canadiens, la question des relations du Canada avec le régime

de Vichy laissa la grande partie de la population canadienne-française passablement indifférente. Ce furent surtout les journaux et l'"élite" qui s'y intéressèrent vivement.

Les journaux appuyèrent d'abord le régime du Maréchal Pétain. Mais à mesure que Vichy passait sous l'emprise nazie et que l'Angleterre se rétablissait lentement du désastre de Dieppe, la presse canadienne-française reconnut que le salut de la France reposait sur le mouvement gaulliste.

M. Mackenzie King favorisa cette aliénation des sympathies canadiennes-françaises à l'égard de Pétain en refusant de rompre les relations diplomatiques avec Vichy, malgré une forte pression exercée par les milieux canadiens-anglais. Lorsque Pétain envoya un message de félicitations aux armées allemandes pour avoir résisté aux assauts des Alliés et pour avoir infligé de lourdes pertes aux armées canadiennes,

"nothing could have been more popular than severance and it was only because Mr. Churchill insisted on the value of Mr. Dupuy's contacts that diplomatic relations were preserved until November 1942"⁴⁵.

Mais, selon L'Action Catholique du 7 octobre 1941, une rupture prématurée aurait pu compromettre sérieusement l'unité nationale au pays.

En réalité, comme en font foi les réactions diverses de la presse canadienne-française à la nouvelle du procès et de la condamnation à mort du Maréchal Pétain, cette question de politique étrangère divisa peu l'opinion canadienne,

car elle n'intéressait qu'une proportion réduite de la population du pays.

Le biculturalisme (conçu comme le besoin de mettre au point certaines formules de coopération inter-ethniques dans la politique étrangère) apparut au cours du second conflit mondial comme un véritable défi, sinon comme un obstacle réel à la mise en oeuvre d'une pratique internationale qui aurait pu concilier les aspirations et les intérêts des deux groupes ethniques au pays. A la suite du déclenchement des hostilités, l'unité canadienne fut fortement compromise.

John Brebner put affirmer:

"For it involves the difficult task of persuading the English-speaking majority to exercise their imagination and their tolerance instead of their prejudices in thought, word and action where French Canada was concerned. No one on either sides expected miracles, but the thoughtful knew that every minute gain in conscious collaboration was worth far more than years of lip service toward making Canada more of a nation"⁴⁶.

Il est certain que lorsqu'il s'agit de prendre des décisions aussi importantes que celles de la guerre et la paix, une démocratie peut difficilement procéder autrement que par la majorité simple. Il n'y a à peu près aucun moyen pratique d'accorder à une minorité ethnique un droit de veto, c'est-à-dire le droit d'agir contrairement à la décision majoritaire. En même temps, il est très difficile moralement et pratiquement d'obliger une minorité à consentir à un sacrifice quand elle n'est pas convaincue de sa nécessité.

La seconde guerre mondiale divisa donc profondément les Canadiens des deux langues. Lors du "plébiscite sur la conscription", les Canadiens français votèrent en bloc contre le recrutement obligatoire alors que les anglophones acceptèrent de laisser au gouvernement la possibilité de l'établir s'il le jugeait nécessaire. Le gouvernement de Mackenzie King manifesta beaucoup plus de tact dans ses relations avec les francophones que ne l'avait fait Borden au cours du premier conflit mondial. Il réussit même à se ménager de nombreux alliés politiques de prestige dont Lapointe et St-Laurent, et même des chefs religieux comme le Cardinal Villeneuve. Des milliers de Canadiens français acceptèrent de servir volontairement sur le front européen.

Mais s'il est important de montrer que les rapports inter-ethniques au Canada ne furent pas aussi tendus durant la seconde guerre que pendant la première, il n'en reste pas moins vrai que la cause de l'unité canadienne subit un sérieux recul.

Aucun analyste sérieux n'oserait prétendre, même aujourd'hui, que les deux peuples fondateurs ont passé l'éponge une fois pour toutes sur l'attitude de l'autre groupe qu'il condamnait alors.

Mais une conjoncture internationale différente allait au lendemain de la guerre réduire les traditionnelles sources de friction entre Canadiens français et Canadiens anglais dans le domaine des relations extérieures.

Section 4. De 1945 à nos jours: un "défi" et une prise de conscience

L'accroissement considérable des échanges internationaux depuis 1945 et le peu d'études consacrées à l'analyse des comportements politiques et sociologiques en tant que fondement de la politique étrangère canadienne, permettent tout au plus une brève évaluation de la place et du rôle de la dualité culturelle dans les relations extérieures du Canada⁴⁷.

On constate d'abord que cette étape de l'histoire des relations extérieures canadiennes marque le passage d'une période de tension et de crise dans les rapports inter-ethniques au pays à une autre qui fait place à plus de compréhension dans la discussion des questions internationales et dans la recherche d'une participation accrue du Canada sur la scène mondiale.

Le Canada n'a pas connu la guerre sur son territoire: il en sort donc non pas affaibli, mais, au contraire, mieux équipé et plus désireux de jouer un rôle important au service de la paix internationale. En effet

"The steady and insistent demands of war had given a tremendous stimulus to the expansion of the Canadian economy and this continued after the war. Between 1941 and 1962, Canada's population increased from 11,500,000 to 18,500,000. The nation's productive capacity increased with its population. Between 1939 and 1962, the Gross National Product leaped from five billion seven hundred million dollars to over thirty-six billion dollars.

By 1962 almost sixty per cent of the population of Canada lived in cities, thus marking the final and unmistakable transformation of Canada from an agricultural to an urban and industrial nation⁴⁸.

Sur le plan interne, un effort considérable fut entrepris en vue de créer un nouveau sentiment d'unité nationale et pour donner à la population canadienne un véritable sens patriotique. Dans les années d'après-guerre, les gouvernements du pays (sous le leadership de Mackenzie King et, à compter de 1948, de Louis St-Laurent) firent tout en leur pouvoir pour mettre en oeuvre cette nouvelle politique. Ils abolirent les appels au Conseil privé, nommèrent un Canadien au poste de gouverneur général du pays, créèrent une citoyenneté authentiquement canadienne et poursuivirent leurs efforts en vue de "rapatrier" la constitution canadienne. Fait plus significatif encore, la Commission Massey reconnut en 1951 que le concept de la dualité culturelle constituait la pierre angulaire de l'unité canadienne.

D'autre part, malgré l'attitude souvent négative de M. Maurice Duplessis à l'égard des questions internationales (en particulier son refus ou son indifférence à encourager les Québécois à s'ouvrir à la culture française internationale et ses déclarations malheureuses contre l'aide du Canada aux pays en voie de développement), la majorité des Canadiens français appuyèrent résolument, comme les anglophones du pays, les grandes options internationales du

Canada dans le cadre de l'ONU et de l'OTAN. Ils acceptèrent aussi, peut-être avec moins d'enthousiasme, mais sans opposition manifeste, la politique canadienne en regard du Commonwealth, de Norad et du Plan de Colombo. La carrière diplomatique attira de 1945 à 1960 plusieurs jeunes Canadiens français très compétents. De plus,

"lorsqu'il s'est agi de fournir des soldats canadiens aux forces internationales, lors des conflits de Corée et de Suez, de Chypre et du Congo, le réflexe instinctif de l'anti-militarisme de naguère n'a pas joué"⁴⁹.

Depuis 1945, les crises internationales n'ont pas, comme dans le passé, divisé profondément les Canadiens français et les Canadiens anglais. D'abord, des événements comme la crise de Berlin, le coup de Prague, la main-mise de Moscou sur l'Europe de l'Est, la guerre de Corée, eurent comme principal effet de substituer le communisme au fascisme comme source majeure de conflits internationaux; ceci poussa le Canadien français à réagir devant ces crises à peu près de la même façon que son compatriote anglophone. Nul doute, aussi, que la présence d'un Canadien français, M. Louis St-Laurent, à la tête du Ministère des Affaires extérieures puis de tout le pays, favorisa un nouveau consensus en matière de politique étrangère. Il ne faut pas oublier qu'un bon nombre de Canadiens anglais considéraient toujours leurs compatriotes francophones comme de mauvais partenaires dans ce domaine à la suite de leur opposition à la conscription

durant les deux guerres mondiales. La collaboration étroite entre MM. St-Laurent et Pearson (alors Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures) aidée d'une conjoncture économique particulièrement favorable pour le pays permirent au Canada de jouer un rôle considérable dans la mise sur pied des Nations Unies et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; ils consolidèrent ainsi la position du Canada en tant que puissance importante sur la scène internationale⁵⁰.

Simplement sur le plan de la représentation à l'étranger, le service diplomatique canadien a connu une expansion extraordinaire depuis vingt-cinq ans. En 1940, il ne comptait que quarante-quatre (44) agents et un personnel de trois cent vingt-huit (328) personnes à Ottawa et dans ses sept missions à l'étranger.

Aujourd'hui il compte quatre cent quatre-vingt dix-sept (497) agents, un personnel de mille cent (1,100) membres répartis dans quatre-vingt cinq (85) missions. (Voir appendices ^{9, 10} 9-12). Le Canada est membre de plus de cinquante (50) organismes et programmes internationaux (Voir appendices ^{12, 14} 13, 14). Cette participation dont l'ampleur et l'importance passent trop souvent inaperçues a néanmoins contribué largement à rehausser la position du Canada dans le monde et à modifier sous certains rapports l'orientation de sa politique étrangère. On peut même affirmer que c'est à travers les organismes mondiaux que le Canada a

réussi le plus souvent à faire valoir son statut de puissance moyenne et à exercer, dans bien des cas, une influence de beaucoup supérieure à celle qui aurait dû lui être dévolue normalement. Enfin, pour faciliter le commerce extérieur, le Canada maintient actuellement dans quarante-sept (47) pays (voir appendice 10), soixante-cinq (65) bureaux, dont quarante-sept (47) font partie des missions diplomatiques à l'étranger; les dix-huit (18) autres sont des postes commerciaux distincts⁵¹.

Enfin, depuis 1963, le nombre des pays qui reçoivent l'aide du Canada est passé de quarante-trois (43) à soixante-cinq (65), par suite de la naissance de nouveaux Etats indépendants, particulièrement en Afrique francophone.

D'un autre côté, le relâchement graduel des liens sentimentaux d'une grande partie de l'opinion canadienne-anglaise avec l'Empire, une prise de conscience de l'importance et de l'influence économique et culturelle des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les efforts du gouvernement central en vue d'accorder un plus grand respect au fait français, créèrent un nouveau climat qui favorisa une plus grande reconnaissance du principe de la dualité culturelle dans la pratique internationale du Canada. En somme,

"One traditional source of cultural tension had been removed as power and responsibility in Commonwealth Affairs no longer monopolized by Downing Street, became diffused among

the farflung capitals of a multi-racial grouping of independent nations"⁵².

Durant la guerre de Corée, par exemple, des dix mille cinq cent quatre-vingt sept (10,587) hommes enrôlés dans la force volontaire spéciale, trois mille cent trente-quatre (3,134) étaient originaires du Québec; c'était là une proportion sensiblement plus élevée que celle du reste du pays⁵³. Il est juste de faire remarquer, cependant, que:

"As the war dragged on and the casualties mounted, as the fighting was carried to the Yalu and the Chinese came in, misgivings about American command burst from Quebec nationalists and Toronto Tories; French Canada had been lukewarm about Canada's participation, as it is about any way, but tolerated it because it was against Communists and because the men who went were, after all, going by their own choice. Now its newspaper grew violent against the Government. Voices from the West added to the clamor. By 1953, Pearson was firmly stating in the House of Commons and later in the General Assembly of the UN that Canada 'would oppose any attempt to interpret United Nations objectives as including the unification of Korea by force'"⁵⁴.

D'autres crises internationales comme la guerre d'Indochine, le conflit de Suez, la révolution de Hongrie, la guerre d'Algérie⁵⁵, la dislocation des empires coloniaux, la crise de Cuba, la montée de la Chine, mais plus encore, la participation canadienne aux opérations du maintien de la paix aux missions d'observation et de contrôle de l'ONU au Congo et à Chypre, ne provoquèrent aucune division entre

l'opinion canadienne-française et l'opinion canadienne-anglaise. Dans la plupart des cas, les réactions furent à peu près identiques.

Enfin, les aspirations traditionnelles du Canada français sur la scène internationale, comme l'entrée du Canada dans l'Organisation des Etats Américains, la nomination d'un représentant au Vatican et l'opposition à l'entrée de la Chine rouge à l'ONU, ont perdu graduellement de leur importance et de leur "actualité" face aux revendications nouvelles du Québec sur la scène internationale.

En effet, un des événements le plus décisif de la dernière décade dans l'analyse de la place du biculturalisme dans les relations extérieures du Canada demeure la volonté du Québec de faire accéder la communauté canadienne de langue française à une vie mondiale, à un internationalisme authentique sans passer nécessairement par Ottawa.

En réalité, le débat constitutionnel de l'été 1965 entre le ministre de l'Education du Québec, M. Gérin-Lajoie, et le ministre actuel des Affaires extérieures du Canada, M. Paul Martin, déborde le strict cadre juridique où certains semblaient vouloir le confiner. Frustré d'avoir eu à attendre si longtemps avant que le gouvernement central ne consente à donner une plus grande voix au dualisme canadien à l'échelle internationale, méfiant à l'égard des méthodes de travail du ministère des Affaires extérieures et des nouveaux programmes

de coopération internationale, le gouvernement du Québec manifeste depuis 1960 par des gestes concrets son intention d'élaborer des techniques originales d'opération, d'établir des programmes et de mettre sur pied un certain nombre d'organismes susceptibles de canaliser l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires internationales. La récente création au Ministère des affaires culturelles d'une direction des programmes internationaux est significative à cet effet. Cette attitude du Québec est certes facilement compréhensible, mais il faut craindre des dédoublements car le gouvernement central se montre maintenant plus disposé à reconnaître et à promouvoir les intérêts canadiens-français sur la scène internationale. L'établissement d'une division culturelle au ministère des Affaires étrangères en décembre 1965, dont les principales tâches sont de veiller au développement des échanges culturels avec les pays francophones, mérite d'être souligné. Il serait souhaitable qu'on établisse une coordination entre les activités de ces deux bureaux à Québec et à Ottawa.

Il y a cinq ans un spécialiste de science politique se demandait si les Canadiens français n'étaient pas en train de passer "du provincialisme à l'internationalisme sans passer par le canadianisme"⁵⁶. Les événements des trois dernières années ont montré l'exactitude et la perspicacité de ce jugement. Par conséquent, il semble que dans ce

domaine deux questions essentielles devront être étudiées sérieusement au cours des prochaines années.

1- Le gouvernement fédéral peut-il représenter adéquatement les intérêts des Canadiens de langue française sur la scène internationale?

2- Le gouvernement de la province de Québec peut-il exiger des prérogatives spéciales pour faire entendre la voix du Canada français à l'extérieur du pays?

Ottawa et Québec donneront probablement des réponses différentes à ces questions. En fait, on peut prévoir que ni l'un ni l'autre ne cédera ouvertement. La province de Québec tentera sûrement de développer les liens existants avec la France et avec les autres pays francophones par la suite. Ceci se fera surtout dans le domaine culturel. Ottawa de son côté s'efforcera sûrement de faire pénétrer partout au Canada l'influence de la culture française.

Mais c'est dans le domaine des relations politiques et économiques que se poseront des problèmes très complexes liés à la place de la dualité culturelle dans les relations extérieures du Canada.

Comment Ottawa peut-il s'entendre avec la France dans la présente crise que traverse l'OTAN sans trop mécontenter les Américains? Comment Ottawa peut-il détourner certains de ses achats importants des Etats-Unis vers la France sans s'attirer de représailles d'une manière ou d'une autre de son voisin du sud?

La réponse n'est pas facile à donner, mais il faudra de toute évidence tenir compte des phénomènes suivants. Ottawa semble de plus en plus convaincu qu'il est urgent, dans l'intérêt de l'unité canadienne, de poser des gestes concrets pour répondre aux aspirations internationales des Canadiens français. De leur côté, les Américains sont aussi intéressés à préserver l'unité canadienne. Ils devront comprendre alors qu'il est important que le Canada détourne certains de ses achats (comme ce fut le cas récemment pour les avions de chasse "Mystère") vers le monde francophone. Quelques dizaines de millions de dollars en moins dans les relations économiques entre le Canada et les Etats-Unis ne peuvent pas nuire tellement aux Etats-Unis, alors que cette somme est fort significative dans le bilan du commerce franco-canadien.

Enfin, l'épreuve de la dualité culturelle sera beaucoup plus ardue lorsque le Canada devra prendre position sur le retrait de la France de l'OTAN. Ottawa ne pourra ou ne voudra pas condamner ouvertement la politique de De Gaulle sans pouvoir l'approuver officiellement. Le Canada devra donc oeuvrer dans la perspective d'une réforme en profondeur de l'Alliance Atlantique. On peut prévoir que le Canada prendra une telle attitude au cours des prochaines conférences ministérielles de l'OTAN.

Finalement, c'est dans le domaine de l'aide à l'étranger que le Canada devra tenir davantage compte des réclamations des Canadiens français. Il faut absolument - c'est là une question d'une importance primordiale - que l'on opère des réformes importantes au Bureau de l'Aide. Il faut établir une direction autonome des programmes d'aide aux pays francophones à l'intérieur du Bureau. Ceci implique non seulement le contrôle des politiques d'ensemble mais du budget et de l'exécution des programmes. Cette section devrait être dirigée par un francophone qui aurait des adjoints qui peuvent travailler en français. Il faut créer un climat propice à encourager les Canadiens français à venir travailler enfin dans une section très importante où l'on parle français, où l'on prépare les rapports en français, et où l'on tient les réunions en français. Le refus de créer une telle direction aura sûrement des conséquences fâcheuses. Il faut que le gouvernement central comprenne que la question de l'aide aux pays francophones est devenue une des réclamations les plus importantes des Canadiens français dans le domaine des relations extérieures. Il serait malheureux que le gouvernement ne prenne pas des décisions qui s'imposent. Il ne suffit plus de déclarer que l'on augmentera les sommes allouées aux pays francophones. Il faut que l'agence qui distribue cette aide respecte le fait français dans la gestion des programmes.

CHAPITRE TROISIEME

LES ELEMENTS PSYCHOLOGIQUES: LES ATTITUDES

Les phénomènes de nature psychologique ou culturelle n'expliquent pas tous les aspects de la politique étrangère; mais si l'on n'y a pas recours, on risque parfois de ne pas comprendre plusieurs problèmes politiques en particulier ceux qui suscitent la controverse.

Etant donné qu'il existe au Canada deux groupes structurés et conscients des valeurs culturelles qu'ils ont à défendre et à faire valoir, on remarque que le clivage profond qui s'est manifesté entre l'opinion canadienne-anglaise et l'opinion canadienne-française sur des questions politiques a pris souvent racine dans des mentalités différentes à l'égard des intérêts vitaux à promouvoir.

Section 1. L'opinion canadienne-française et les affaires mondiales

La "prise de conscience" relativement tardive des Canadiens français de l'importance des affaires internationales dans la vie d'une société, la faiblesse des relations canadiennes avec le monde francophone⁵⁷, ainsi qu'une attitude traditionnelle de méfiance face à la politique

internationale de la France, sont en grande partie responsables du fait que pendant trop longtemps l'opinion canadienne-française soit restée fidèle à sa tradition d'isolement et de repliement sur elle-même.

En effet, on peut dire que jusqu'à tout récemment, ce jugement d'un commentateur politique canadien, écrit en 1938, reflétait toujours la réalité:

"Si l'on excepte le Commonwealth, les Etats-Unis et la Société des Nations, les relations internationales du Canada sont en grande partie commerciales. On pourrait croire que ses rapports avec la France devraient être particulièrement intimes, étant donné que tant de Canadiens sont d'origine française. Les Canadiens français, cependant, n'ont conservé que peu d'attaches avec leur mère-patrie, à cause de l'absence pendant cent soixante-quinze ans, de relations politiques avec la France, mais surtout parce que celle-ci a versé dans l'anticléricalisme, alors que le Canadien français est demeuré fermement croyant et ultra-montain. Ce n'est que dans une mesure très restreinte, et parmi un petit groupe d'intellectuels, que la pensée ou la politique française contemporaine agit sur l'opinion des Canadiens français ou retient leur attention. Une certaine forme d'intérêt subsiste néanmoins: le dominion nomme un commissaire en France et, en certaines occasions de caractère historique, des délégués français viennent visiter Québec et prononcer des discours de circonstance"⁵⁸.

Ainsi, les Canadiens français se sont privés de l'apport de la vie française internationale et n'ont pas su édifier une société préparée à résister à l'"américanisme" sous toutes ses formes.

On remarque, cependant, que depuis quelques années, ces attitudes de méfiance basées principalement sur l'ignorance généralisée et les préjugés des Canadiens français face à la chose publique internationale et la réalité du monde francophone en particulier, sont en voie de régression⁵⁹. Si les Canadiens français s'ouvrent peu à peu aux réalités internationales, il faut les mettre en garde cependant contre un trop grand optimisme dans ce domaine. Si l'on tient compte de la situation sans cesse menacée des Canadiens français dans le continent nord-américain, on voit que les relations que le Canada entretient avec la France sont minimes en comparaison avec ceux qui l'unissent au monde anglophone. D'autre part, si la préoccupation des Canadiens français pour les questions de politique internationale augmente d'année en année, il est un autre danger sur lequel le professeur Gérard Bergeron a attiré l'attention et dont il faudra tenir compte dans l'élaboration d'une politique étrangère pour l'ensemble du pays. Il a lui-même résumé l'idée principale de l'hypothèse qu'il émet, à savoir:

"De même que les nécessités de l'internationalisme d'aujourd'hui ont fait éclater l'esprit colonial de naguère de beaucoup d'anglophones, ces mêmes nécessités sont en train d'élargir et, éventuellement, de féconder en internationalisme le provincialisme du Canada français. Notre hypothèse ne nous permet que de saisir que les Canadiens français sont au début d'un processus ambivalent où l'attraction de l'internationalisme les solliciterait davantage et à un rythme plus rapide que celui du canadiennisme"⁶⁰.

Selon lui les Canadiens français, en particulier ceux du Québec, seraient en train de passer du provincialisme à l'internationalisme sans la médiation logique du "canadien-nisme".

"Dans l'ensemble des complexes (Canada-Etats, Communauté Atlantique, Commonwealth, ONU) où se déroulent les plus importantes des relations internationales du Canada, le Canada français ne se sent pas menacé, n'étant même pas identifié. Il y a là une condition utile à un sain internationalisme, à une ouverture sur le monde"⁶¹.

Si l'un des facteurs psychologiques de résistance est sur le point de disparaître, plusieurs nouveaux indices portent à croire que si des changements institutionnels ne s'opèrent pas d'ici quelques années, si une mentalité nouvelle de collaboration dans la mise en oeuvre de la politique étrangère ne vient pas contrecarrer cette dangereuse attitude, il est fort probable que l'on verra apparaître graduellement un obstacle psychologique encore plus grand à l'avènement du biculturalisme dans l'élaboration et la gestion de la politique étrangère canadienne: celui du désintéressement ou de l'indifférence d'une grande partie des Canadiens français vis-à-vis de la politique étrangère telle que conçue et pratiquée par le gouvernement d'Ottawa.

Section 2. L'opinion canadienne-anglaise et les affaires mondiales

Mais il serait faux de croire que les forces de résistance psychologiques à l'avènement du biculturalisme ont joué seulement du côté canadien-français. Pour peu qu'on analyse les documents et qu'on relise attentivement les déclarations politiques importantes, on discerne que la plupart des Canadiens anglais ont adopté une "approche majoritaire" à la discussion de ces problèmes.

En effet, ou bien ils ignoraient totalement que les francophones puissent avoir de telles aspirations légitimes ou bien alors ils envisageaient ce nouvel intérêt des Canadiens français aux réalités internationales simplement comme la manifestation périodique d'une autre vague de mécontentement de la part de la "minorité française" au Canada. On était bien prêt à lui reconnaître certains droits et privilèges traditionnels, mais pas plus.

Fort heureusement, de telles attitudes, de telles barrières psychologiques à la compréhension de cette question s'estompent graduellement dans les milieux influents du Canada anglais. Du moins, parmi les dirigeants de la politique étrangère canadienne.

Au niveau psychologique, il est encourageant de constater qu'il existe une préoccupation de plus en plus grande dans l'opinion canadienne-anglaise pour le biculturalisme. On devient de plus en plus conscient de la

nécessité de son application pratique dans toutes les sphères de la vie publique fédérale, y inclus, bien entendu, celle de la politique étrangère. Il faut dire toutefois qu'il sera peut-être dangereux de s'interroger trop longuement sur cette question et de reculer constamment l'échéance des décisions nécessaires.

Le point suivant mérite d'être retenu: trop de Canadiens anglais s'imaginent que les Canadiens français ne veulent pas d'une politique étrangère canadienne, mais d'une politique étrangère canadienne-française. Ils fondent leur raisonnement sur les réclamations traditionnelles des francophones dans ce domaine et sur les récentes activités internationales de la province de Québec. Or, ils oublient que pendant que les aspirations traditionnelles des francophones étaient négligées, Ottawa établissait tout un réseau de relations extérieures qui répondaient mieux aux aspirations des anglophones.

En second lieu, ils oublient qu'au cours des dernières années de nombreux Canadiens français se sont aussi soulevés contre l'entrée du Canada dans l'OEA sous prétexte que l'organisation est encore trop dominée par les Américains. De plus, on n'entend plus souvent les députés canadiens-français, lors des débats sur la politique étrangère, réclamer la nomination d'un ambassadeur au Vatican. Enfin, les Canadiens français semblent beaucoup plus disposés que les Canadiens d'expression anglaise à reconnaître la nécessité d'établir des relations diplomatiques avec la Chine communiste.

Les anglophones devraient reconnaître qu'il existe des affinités de pensées entre les Canadiens français et le monde francophone, la France en particulier. Il est malheureux que trop d'entre eux trouvent normal ou nécessaire que le Canada établisse des relations "automatiques" avec les territoires du Commonwealth sous prétexte des affinités "culturelles" qui existent entre eux et le Canada et qu'ils suggèrent que le Canada ne puisse "se payer le luxe" de développer ses rapports avec la communauté francophone.

Il faudra créer définitivement au Canada un climat qui soit susceptible de pousser les anglophones à croire que leurs compatriotes francophones peuvent avoir des aspirations internationales différentes des leurs, lesquelles collent mieux à leurs affinités culturelles.

CHAPITRE QUATRIEME

LES ELEMENTS POLITIQUES: LES INSTITUTIONS

Section 1. La gestion administrative des affaires étrangères

D'autres éléments que l'on pourrait regrouper sous le titre général de facteurs institutionnels freinent le développement de la coopération bi-ethnique au Canada en matière de politique étrangère.

En premier lieu - et c'est là une critique qui a été formulée à maintes reprises par l'opinion canadienne-française, - il semble que trop d'administrateurs fédéraux n'aient jamais considéré la pratique du bilinguisme comme une nécessité impérieuse pour le Canada⁶². Jusqu'à récemment certains milieux influents de la capitale fédérale prétendaient que l'utilisation accrue du français représentait une mesure inopportune et inefficace. Plusieurs hauts fonctionnaires interrogés ont résumé leur pensée de la façon suivante: "Vous pouvez parler le français autant que vous le voulez à Ottawa, mais dès qu'il s'agit de concevoir des politiques d'ensemble et de rédiger des rapports importants, c'est à l'anglais que vous devez avoir obligatoirement recours".

Il faut reconnaître, en effet, qu'au cours de la dernière génération, le bilinguisme a fait peu de progrès

dans les milieux canadiens-anglais de la fonction publique; peu d'anglophones sont capables d'utiliser couramment le français; par contre, la grande majorité des fonctionnaires canadiens-français doivent se servir constamment de l'anglais. Il en résulte que presque toutes les réunions (c'est le cas aux Affaires extérieures) se déroulent exclusivement en anglais. Ainsi, plusieurs Canadiens français, - bien qu'ils se fassent comprendre - ne parviennent pas toujours à faire valoir toutes les nuances de leurs pensées.

Cette concession unilatérale, - pratique administrative courante dans tous les ministères fédéraux - contribue à entretenir une attitude de méfiance quasi-permanente de la minorité de langue française envers le gouvernement d'Ottawa. Ce sentiment est répandu aussi bien chez les intellectuels que dans la population en général.

Il ne s'agit pas ici de minimiser les efforts entrepris depuis un certain nombre d'années, spécialement au ministère des Affaires extérieures, pour améliorer cette situation. Il est clair, par exemple, comme le déclarait en mars 1964 M. Marcel Cadieux, Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, que

"plus il y aura de Canadiens français aux Affaires extérieures du Canada, plus notre politique étrangère aura un visage français. Le ministère des Affaires extérieures a besoin de candidats bilingues et nous faisons présentement des efforts pour améliorer le bilinguisme de nos agents et répandre l'usage du français dans le travail"⁶³
(voir appendices 15 et 16).

Mais dans plusieurs ministères fédéraux qui s'occupent directement ou indirectement d'affaires extérieures (Défense, Commerce, Agriculture, et Finance en particulier), la langue française est considérée à toutes fins pratiques comme une véritable langue étrangère⁶⁴. Dès lors, on peut se demander s'il est possible de transformer rapidement les habitudes du passé de manière à concevoir une politique étrangère qui représenterait les véritables intérêts et les aspirations des deux peuples fondateurs au Canada.

Section 2. Les politiques traditionnelles du Canada dans le monde

A côté des attitudes ou mentalités différentes des deux groupes ethniques, l'analyse de deux autres données fondamentales de la conjoncture politique canadienne permet de déterminer si le biculturalisme peut devenir un outil indispensable à la mise en oeuvre de la politique étrangère canadienne.

Nul n'ignore en effet que la politique étrangère canadienne a presque toujours été conçue à partir de deux postulats fondamentaux: d'abord, le Canada est membre de la grande famille "anglo-saxonne" (du Commonwealth); en second lieu, le Canada est le meilleur allié en même temps que le plus proche voisin des Etats-Unis d'Amérique.

Aujourd'hui encore, la diplomatie, le système de défense, le commerce extérieur et les efforts de coopération

internationale du Canada sont constamment influencés par ces postulats.

Si l'on examine attentivement l'étendue ainsi que la nature des programmes d'aide à l'étranger et l'optique générale de la politique étrangère canadienne, il est parfois difficile de déceler suffisamment d'indices qui permettent de concevoir le Canada comme un Etat biculturel. Là encore, on remarque heureusement une rapide transformation de cette situation en conformité avec les conditions nouvelles de la vie politique canadienne.

Mais face à des forces politiques qui empêchent qu'une place plus grande soit accordée au principe de la dualité culturelle dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne, il faut se poser les questions suivantes:

1) D'abord est-il possible pour un pays comme le Canada, compte tenu de sa position géographique et des réalités politiques et économiques actuelles, d'opérer un certain nombre de réformes dans sa politique étrangère de manière à mieux représenter les intérêts des deux groupes ethniques du pays?

2) Le Canada est-il libre de faire des changements, d'envisager un réaménagement sérieux, voire même une réévaluation importante de ses coutumes éprouvées et de ses comportements habituels dans ce domaine sans provoquer une désorganisation complète du fonctionnement efficace de son commerce extérieur, de ses échanges et de son système de communications internationales.

3) La création et la mise en oeuvre de nouvelles politiques d'ensemble, de nouvelles méthodes de travail entraîneront-elles inévitablement un enchaînement de problèmes plus complexes?

4) Ces nouvelles méthodes sèmeront-elles le désordre dans les rouages bien rodés de l'appareil diplomatique canadien?

5) Est-il utopique de souhaiter et de proposer de tels changements?

6) Peut-on prévoir, par exemple, la mise sur pied d'un ministère des Affaires étrangères dont les préoccupations seraient proportionnellement orientées vers la défense et la promotion des intérêts canadiens-français aussi bien que ceux des Canadiens anglais?

7) Dans le domaine des échanges commerciaux, les pays francophones pourraient-ils jouir des tarifs préférentiels accordés aux pays du Commonwealth?

8) Enfin, peut-on espérer que, dans la gestion des affaires étrangères, la langue d'affaires et de communication soit aussi bien le français que l'anglais?

Il ne s'agit pas ici de proposer une politique étrangère dualiste. Il est clair, comme l'affirmait récemment le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures:

"Nous ne serons jamais tous d'accord sur la ligne de conduite à suivre à l'égard de quelque grand problème international que

ce soit. Je voudrais cependant que nous nous entendions sur certains principes essentiels à l'intérêt national. D'abord, une fois les décisions prises, il ne peut y avoir plus d'un porte-parole officiel du Canada sur la politique étrangère dans les affaires d'intérêt national⁶⁵.

Seulement, il importait de mettre en lumière un certain nombre d'obstacles qui, dans le domaine des Affaires extérieures, rendront difficile la réalisation d'un programme aussi audacieux. Les Canadiens qui veulent améliorer la coopération inter-ethnique à tous les niveaux de la vie politique canadienne, doivent être convaincus que le biculturalisme n'est pas simplement un concept théorique qu'il faut imposer de façon arbitraire à la population du pays, mais un programme réaliste et profitable à toute la société canadienne.

Section 3. Entr'aide internationale

Sur le plan des communications et des échanges internationaux, il est évident que le Canada n'a pas suffisamment de contacts avec les pays de la communauté française. En 1966, il n'y a qu'une seule ambassade canadienne - au Cameroun - dans les dix-sept (17) pays qui formaient auparavant la Communauté française. Ottawa a aussi un représentant au Congo-Léopoldville. Le gouvernement central devrait mettre sur pied un vaste réseau de relations avec des pays de langue française. (voir appendice 177). Car si l'on ne veut pas voir s'accroître au Canada le danger d'une politique étrangère dualiste, le

gouvernement fédéral se doit d'être l'agent de relations importantes avec le monde francophone. En agissant ainsi, Ottawa renforcerait à coup sûr son autorité car il pourrait mieux canaliser et mettre en valeur l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires mondiales.

Les Canadiens français se plaisent généralement à répéter qu'ils forment la communauté française la plus nombreuse hors de la France. Numériquement, c'est vrai. Mais il est clair que, toutes proportions gardées, la présence française est infiniment plus grande dans l'administration centrale en Belgique, en Suisse et dans certains pays francophones d'Afrique qu'elle ne l'est à Ottawa.

Dans un autre domaine, M. Paul Tremblay, alors ambassadeur du Canada aux Nations Unies, invitait récemment le Canada français à utiliser les ressources des organisations internationales pour l'aider à réaliser ses objectifs nationaux; il fit remarquer que cet aspect de la coopération internationale n'avait reçu jusqu'ici que peu d'attention. Sur le plan du développement des sciences, par exemple, le Canada français a raison de rechercher l'aide des organismes internationaux pour l'aider à réaliser ses aspirations dans ce domaine. Cette aide est d'autant plus importante que le Canada français manque d'hommes de science. La proportion des Canadiens français dans les professions scientifiques, soulignait M. Tremblay, se situe autour de 10 pour cent par

rapport à l'ensemble du pays, et le pourcentage des recherches est encore plus faible. Il ajoutait enfin qu'il "faut envisager la coopération internationale comme une volonté de s'ouvrir aux influences et aux bénéfices que la communauté internationale est susceptible de nous apporter"⁶⁶.

Il faut admettre que certaines forces de résistance peuvent provenir de l'étranger. Par exemple, en Afrique francophone, les Français et les Belges ont souvent tendance à voir d'un mauvais oeil la venue de ressortissants canadiens dans un territoire qu'ils considèrent à tort ou à raison comme leur chasse gardée. Il est vrai que ces pays ont mis en oeuvre une politique de coopération extrêmement réaliste et exemplaire à plusieurs égards. Nombreux sont les Français et les Belges qui ont tenté de déprécier les efforts du Canada en Afrique francophone. La pauvreté de la langue parlée au Canada français est un argument qu'on se plaît à exagérer.

Depuis la dernière guerre mondiale, les programmes d'aide extérieure comptent parmi les facteurs primordiaux de la coopération internationale. Selon le comité de commerce de la "Private Planning Association of Canada", le Canada a été amené naturellement à contribuer à ce vaste effort d'assistance et son apport annuel se chiffre autour de 180 millions de dollars par année, soit un assez faible pourcentage de son revenu national.

Dans une brochure que publie cette association, (intitulée "Canada's External Aid Program"), M. Peter C. Bryant a souligné que de 1950 à 1963 la contribution du Canada (toutes formes d'assistances bilatérales et multilatérales) a été d'environ \$50 à \$100 millions par année. De 1950 au 1er mars 1964, le Canada a consacré au total \$709 millions à l'aide aux pays en voie de développement, dont \$465 millions au plan de Colombo. Même là l'effort du Canada reste loin du minimum recommandé par l'OCDE, à savoir l'équivalent de un pour cent du produit national brut; le Canada devrait alors donner \$450 millions par année. Par ailleurs, on note que jusqu'à cette date, l'Afrique francophone avait reçu \$500,000 et l'Indochine française un peu moins d'un million⁶⁷.

Au cours des dernières années, à la suite des critiques des Canadiens français, le gouvernement fédéral a finalement consenti à accroître la part du monde francophone dans l'aide canadienne à l'étranger. (voir appendices ^{18, 19} 18, 19). D'abord réfractaire, le gouvernement fédéral a répondu favorablement à cette requête légitime et l'aide du Canada à l'Afrique francophone a plus que décuplé en trois ans. De \$300,000 en 1963-1964, le budget est passé à quatre millions de dollars en 1964-1965, - bien qu'à cause de raisons administratives et du peu d'intérêt que portaient les responsables de l'aide extérieure au monde francophone, on en a

dépensé moins du tiers⁶⁸. En septembre 1965, le ministre des Affaires extérieures annonçait un crédit de \$7,500,000 pour l'exercice 1965-1966 aux pays africains francophones. En effet, on sait que l'aide canadienne vers cette partie du monde est surtout dirigée vers le domaine de l'éducation. Au 31 mars 1965, un total de 40 enseignants et professeurs d'école normale et 27 professeurs d'université exercent leur profession en Afrique sous les auspices de ce programme. Ces éducateurs enseignent principalement dans les pays suivants: Cameroun, Congo (Brazzaville), Côte d'Ivoire, Dahomey, Guinée, Mali, Rwanda, Tchad, Togo, Afrique du Nord et Niger. En plus de l'envoi de professeurs, le Canada a aussi fourni à plusieurs pays de l'Afrique francophone des manuels scolaires, la fourniture d'un certain nombre d'unités mobiles de cinématographie et un matériel audio-visuel. Enfin, des nationaux de pays africains de langue française ont obtenu des bourses leur permettant de poursuivre des études spécialisées dans les universités francophones du Canada⁶⁹. C'est peu, diront certains, comparativement au 80 pour cent de l'aide extérieure totale du Canada, dont bénéficient les pays du Commonwealth dans le cadre du plan de Colombo et des bourses du Commonwealth, mais lorsqu'on songe qu'il y a cinq ans il n'y avait strictement rien, cela représente un énorme progrès; l'on peut espérer que cet obstacle important à l'amélioration de la coopération bi-ethnique au pays en matière de politique étrangère disparaîtra à mesure que se développeront les rapports du Canada avec l'Afrique francophone.

Section 4. La situation constitutionnelle et la politique étrangère⁷⁰

De nombreuses difficultés dans ce domaine résultent de l'ambiguïté de la pratique et des textes constitutionnels canadiens⁷¹. D'une part, il est certain que l'article 132 de l'AANB, relatif aux accords internationaux de l'Empire britannique, est devenu désuet depuis la signature du Traité de Westminster, en 1931.

D'autre part, la pratique courante, qui remonte à l'arrêt de 1937 du comité judiciaire du Conseil privé⁷², sur les conventions internationales du travail, reconnaît que le gouvernement fédéral est habilité à conclure n'importe quel accord international, mais qu'il peut mettre en oeuvre seulement ceux qui relèvent de sa juridiction exclusive.

Nul n'ira prétendre, à l'époque où de grandes conventions multilatérales ont traité à des questions touchant, exclusivement ou partiellement, aux juridictions provinciales (droits de l'homme, sécurité sociale, culture, santé), qu'un tel problème constitutionnel ne soit la cause d'inconvénients très encombrants⁷³.

Il en résulte une situation fort équivoque. Dans les sphères réservées aux provinces, (qui comprennent en fait plusieurs domaines favorables à l'éclosion du biculturalisme), le Canada peut théoriquement participer à des accords internationaux,

mais il lui est impossible de les mettre en oeuvre par la suite. D'autre part, les provinces ne peuvent agir pleinement dans leurs domaines vis-à-vis de l'étranger car à l'heure actuelle elles n'ont aucune compétence internationale pour ce faire.

En demandant la reconnaissance de la thèse de la double personnalité internationale, le Québec ne crée pas, en théorie, de véritable précédent. D'autres pays de type fédéral comme l'Allemagne de l'Ouest, la Suisse, et dans une certaine mesure l'URSS et les USA, permettent aux Etats-membres, moyennant certaines conditions, de conclure des traités dans des domaines qui relèvent de leur compétence constitutionnelle.

Il existe de nombreux cas où des Landers allemands (v.g. traité entre le Land Rhénanie-Palatinat et le Luxembourg, au sujet de la construction d'un barrage sur l'Our, 1958) et des cantons suisses (cantons de Lurgau et de St-Gall avec l'Autriche et deux Landers allemands, Bavière et Bade Wurtemberg, concernant la conservation des eaux du lac de Constance, 1960) ont participé à la négociation et à la signature d'accords internationaux, mais toujours avec l'assentiment préalable ou postérieur de Bonn d'une part, et de Berne de l'autre⁷⁴.

Même des provinces canadiennes ont conclu des accords internationaux. L'Ontario, en 1961, avec le Minnesota, pour la construction du pont international sur la rivière Pigeon. Le Manitoba, tout récemment, encore avec le Minnesota, pour une route internationale.

On constate donc que les précédents juridiques où des Etats-membres d'une fédération peuvent participer à des accords internationaux sont nombreux.

Il importe de rappeler ici qu'il ne s'agit pas là d'un problème régi uniquement par le droit international, comme l'ont affirmé à tort certains juristes canadiens, mais avant tout d'un problème d'ordre constitutionnel qui ne saurait être résolu tant et aussi longtemps qu'on refusera de le clarifier par des réformes dites "coutumières", plutôt que par une délimitation réaliste des divers champs d'activités tant fédéraux que provinciaux. En somme, comme le reconnaissait récemment M. Pearson, "il s'agit là d'un problème inhérent à notre système". Le problème se complique du fait que le Québec envisage la question sous un angle différent de celui du gouvernement fédéral.

Pour sa part, Ottawa ne veut pas créer une situation qui consacrerait de façon officielle et permanente un statut particulier au Québec dans ce domaine. Il saurait peut-être, à la limite, s'accommoder d'une situation de facto, résultant d'une action dont seul le Québec aurait pris avantage.

Mais le gouvernement du Québec, engagé dans un processus de transformation et de revalorisation à tous les niveaux, est conscient de son statut particulier au sein de la fédération canadienne, comme point d'appui de la société canadienne-française. Malgré l'absence de souveraineté

externe, le Québec considère qu'il possède suffisamment d'attributions pour se désigner comme un "Etat"⁷⁵. De plus, le gouvernement de Québec entend utiliser tous les moyens mis à sa disposition pour assurer le plus possible son épanouissement, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Devant les revendications du Québec qui tendent à faire reconnaître la thèse de la double personnalité internationale, Ottawa, on le comprend bien, possède des atouts majeurs et, pour des raisons valables, ne peut céder aisément dans un domaine aussi important que celui de l'exercice de la souveraineté externe⁷⁶. Ottawa n'est pas réfractaire, à prime abord, à la prolongation de l'action provinciale à l'échelle internationale et à l'acquisition par le Québec de certains avantages pratiques qui en découleraient. On peut prévoir en effet qu'un jour le problème de l'exercice partiel de la souveraineté extérieure sera posé à propos de l'immigration francophone, comme il l'a été au sujet des relations culturelles avec les pays d'expression française. Mais ce qui effraie le gouvernement fédéral, c'est que Québec en a fait une question de principe et refuse à Ottawa le droit d'exiger une coordination, encore moins une surveillance, dans les domaines qui relèvent de sa compétence lorsqu'une action gouvernementale québécoise est en cause dans le domaine international.

Il faudra sûrement plusieurs années pour en arriver à définir des normes pouvant réconcilier le minimum exigé par

Québec et le maximum que peut offrir Ottawa en la matière. Ou bien l'idée des "lois-cadres" telles que définies le 7 novembre 1965 paraîtra acceptable et profitable aux deux parties en cause, ou bien c'est par une position de fait ou par la répétition de précédents que le Québec en viendra peut-être à créer une nouvelle situation de droit qui confirmera d'une autre manière son statut particulier. Les subtilités juridiques n'ont guère d'emprise quand on croit, à tort ou à raison, défendre des intérêts vitaux. Comme le soulignait Gérard Pelletier:

"Si le gouvernement fédéral s'était éveillé plus tôt à la nécessité d'une politique plus conforme à la réalité biculturelle du Canada, sans doute la querelle de l'hiver dernier sur le droit des provinces à conclure des ententes avec l'étranger n'aurait-elle même pas été soulevée"⁷⁷.

La reconnaissance par Ottawa, du moins au niveau des faits, d'un statut particulier pour le Québec dans ce domaine, est certes une voie difficile mais possible conduisant à un arrangement politique acceptable. Du moins, semble-t-elle une réponse qui éviterait aux parties de perdre la face et une solution préférable à l'option séparatiste. Au reste, comme le disait le premier ministre lui-même, M. Pearson, en janvier 1964,

"We must recognize that Quebec in some vital respects is not a province like the others but the "homeland" of a people"⁷⁸.

Ce qu'il faudrait, en somme, c'est la création d'un mécanisme de coopération Québec-Ottawa qui permettrait de répondre aux aspirations internationales du Québec, sans pour autant bouleverser complètement les assises de la fédération canadienne. La question dépasse le cadre d'un débat académique ou d'un conflit juridique. C'est avant tout un problème qui, malgré ses fortes incidences constitutionnelles, est d'ordre politique. Il est illusoire de penser qu'il pourra être solutionné rapidement. D'autre part, l'intransigeance et le peu de compréhension du Canada anglais qui se refuse à reconnaître que le Québec n'est pas une province comme les autres, et d'autre part, l'impatience et la sensibilité excessive de certains Canadiens français qui prennent leurs désirs pour des réalités en matière de politique étrangère, ne sont pas des attitudes qui peuvent faire évoluer favorablement le débat.

CHAPITRE CINQUIEME

LES ELEMENTS ECONOMIQUES: LES INTERETS

L'une des forces de résistance majeures à la mise en vigueur du biculturalisme dans les relations étrangères canadienne est sans aucun doute la disproportion énorme qui existe entre l'importance des rapports économiques et commerciaux du Canada avec les USA et le Royaume-Uni et ceux comparativement peu développés avec les pays de la communauté française mondiale. (voir appendice 20).

Il n'est pas question ici de contester la nécessité et le bien-fondé de ces liens avec les deux principaux alliés du Canada. Il s'agit simplement d'affirmer qu'étant donné le caractère biculturel du pays, il est de l'intérêt même du Canada d'augmenter le volume de ses échanges commerciaux avec la France et le monde francophone en général afin de mieux résister à la dépendance économique du pays vis-à-vis des USA, et afin d'établir un meilleur équilibre dans la répartition de ses échanges internationaux.

Section 1. Le commerce international

L'énorme influence qu'exercent les USA dans l'économie canadienne empêche dans une large mesure la formulation d'une

politique étrangère canadienne totalement indépendante. Ces éléments nuisent aussi au développement de la coopération entre les deux peuples fondateurs qui contribuèrent l'un et l'autre à enrichir un commun patrimoine national.

Actuellement, le Canada achemine 55 pour cent de ses exportations vers les USA, alors que 64 pour cent de ses importations lui viennent de ce même pays. Le Canada dirige 20 pour cent du total de ses exportations vers la Grande-Bretagne qui lui fournit en retour des produits qui comptent pour 10 pour cent de ses importations. Ainsi, en 1963, le Canada a exporté aux Etats-Unis pour \$3,766,380,000. Par contre, il a importé de ce même pays pour \$4,444,556,000, créant ainsi un déficit commercial de \$678,176,000. Il faut ajouter cependant que dans ses échanges avec la Grande-Bretagne, le Canada a réalisé en 1963 un surplus de 479 millions de dollars. Ce surplus compense en partie le déficit accumulé dans ses rapports commerciaux avec les Etats-Unis.

En comparaison, le volume des échanges franco-canadiens semble dérisoire. Ainsi, pour 1964, les chiffres indiquent que les exportations du Canada vers la France s'élevaient à \$79.4 millions (25 pour cent de plus qu'en 1963) alors que les importations du Canada en provenance de la France totalisaient pour la même année \$62.8 millions, soit 8 pour cent de plus qu'en 1963. Du reste, la balance commerciale a toujours été favorable aux Canadiens (v.g. \$16.6 millions en 1964),

sauf en 1959 (\$13.3 millions en faveur de la France). La France se situe au dixième rang parmi les acheteurs du Canada et au cinquième rang de ses fournisseurs. Ce commerce avec la France représente 14 pour cent des ventes et 17 pour cent des achats canadiens avec les pays de la Communauté européenne économique: il ne représente pas 1 pour cent des exportations du Canada en général et moins de 1 pour cent de ses importations⁷⁹.

"Si l'on complète le tableau en mentionnant le fameux système des "préférences impériales" qui régissent les échanges entre membres du Commonwealth, on voit tout de suite que la France est nettement désavantagée. D'autant plus que la nature même des exportations canadiennes "colle" on ne peut mieux à la demande britannique"⁸⁰.

Ce n'est certes pas une panacée. Mais, si l'on cessait de parler constamment de la "non-complémentarité" des économies canadiennes et françaises et si l'on cessait de répéter que le faible rythme des échanges commerciaux du Canada avec la France est inéluctable, et surtout si l'on posait plus de gestes concrets en vue de remédier à cette fâcheuse situation, il semble plausible de croire que deux effets favorables en résulteraient pour le Canada. (voir appendice ²¹21). Premièrement, l'accroissement des échanges avec la France permettrait de desserrer quelque peu l'étreinte économique des Etats-Unis. Deuxièmement, cela contribuerait certainement à diminuer la méfiance traditionnelle d'une bonne partie de l'opinion canadienne-française qui accepterait mieux

de laisser Ottawa prendre la défense et la promotion de ses intérêts économiques à l'échelle internationale.

Peut-on dire, comme le souhaitait à l'époque le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, (qu'avec la participation du Canada aux organismes mondiaux et régionaux, son adhésion au Commonwealth et son bon voisinage avec les Etats-Unis)

"un quatrième pilier de la politique étrangère canadienne soit en voie de construction: celui de la collaboration intime et efficace avec la France, collaboration bien naturelle, puisqu'elle jaillit des ressemblances culturelles et politiques et des intérêts économiques les plus concrets de nos deux pays"⁸¹.

L'évolution récente des relations franco-canadiennes et franco-québécoises permet de le croire.

Premièrement,

"Les échanges culturels offrent des possibilités quasi-illimitées; plusieurs barrières commerciales pourraient être abaissées en y mettant beaucoup de persévérance et de bonne volonté; les investissements, bons en soi, peuvent aussi conduire à l'augmentation de l'activité commerciale; le Québec peut être, doit être même, l'intermédiaire de cet accroissement des communications culturelles et économiques entre nos deux pays. Il y a de part et d'autre des réticences et parfois des exclusivismes à combattre, mais, au meilleur de ma connaissance, les plus beaux espoirs sont justifiés"⁸².

En deuxième lieu, la rencontre de Gaulle-Pearson en janvier 1964 a certainement ouvert une ère nouvelle dans les relations du Canada avec la France. L'échange de nombreuses missions commerciales depuis janvier 1964, la création de liens permanents

entre parlementaires français et parlementaires canadiens représentent des gestes positifs et profitables à l'ensemble du pays. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures confirmait cette nouvelle orientation de la politique étrangère canadienne en déclarant récemment à Montréal:

"Nous avons pris l'habitude de faire grand cas des relations étroites qui nous lient à la Grande-Bretagne, au Commonwealth et aux Etats-Unis, du fait qu'elles touchent plusieurs domaines et sont très profitables à l'ensemble du Canada. Je conçois nos relations avec la France de la même façon. La position de la France en Europe, en Afrique et dans plusieurs autres parties du monde, dans les domaines de la culture, de la technologie et du commerce, compte tenu de nos propres raisons exigeant le maintien de relations étroites avec l'un de nos pays d'origine, nous incite à accorder une attention spéciale à nos relations avec cette nation.

En élargissant cette nouvelle dimension de notre politique, je crois que nous aidons à renforcer l'unité nationale dans notre pays. Nous développons par là notre volonté d'agir en tant que nation et nous ouvrons de nouvelles voies à notre diplomatie dans le monde"⁸³.

Section 2. Les investissements étrangers

L'économie canadienne s'est développée rapidement depuis la fin de la guerre et il n'y a aucun doute que les investissements américains sont largement responsables de cet essor prodigieux.

Des récentes statistiques indiquent que les Américains contrôlent 90 pour cent de l'industrie automobile et des pièces

de rechange, 80 pour cent de l'industrie de caoutchouc, 64 pour cent des manufactures d'appareils électriques, 50 pour cent de l'industrie chimique, 43 pour cent des moulins de pulpe et de papier, 70 pour cent de l'industrie du pétrole et du gaz naturel et 52 pour cent de l'industrie minière et de la transformation du minerai⁸⁴.

Un commentateur politique canadien-anglais a pu dire à ce propos:

"Such a concentration of foreign investment has never been equalled in any other country except where there was a colonial relationship or some dependency status. In our case, it was not, of course, caused by colonialism, but by the fact that the emergence of the United States as an exporter of capital coincided with a surge of economic development in Canada. But it is not surprising that some Canadians began to feel like "colonials" and to believe that something should be done to resist the friendly pressure from the United States that seems likely to engulf us"⁸⁵.

Personne n'osera prétendre que le Canada n'a pas besoin de capitaux étrangers. Seulement, il semble qu'en n'imposant aucune limite, aucune entrave, aucune réglementation législative, les Canadiens n'ont pas semblé comprendre que de vastes secteurs de leur économie allaient de la sorte leur échapper. Comme le rappelait dernièrement le ministre de la Santé de Québec, M. Eric Kierans, le Canada est souvent à la merci des décisions prises à l'étranger: les compagnies américaines traitent leurs succursales canadiennes comme des parties intégrantes de leur complexe économique.

On admettra volontiers qu'une telle emprise sur l'économie canadienne risque de compromettre gravement les chances de survie du Canada face au gigantisme américain.

Il y a toujours eu une forte réaction au Canada contre cette domination étrangère. Déjà, le 15 novembre 1960, M. Walter L. Gordon déclarait:

"Faute de compréhension et de concessions, le Canada se verra contraint de recourir à des solutions unilatérales... Nous sommes une nation trop fière et trop réaliste pour accepter que les Etats-Unis dominent l'économie canadienne d'une façon aussi marquée qu'ils l'ont fait depuis dix ans"⁸⁶.

On connaît d'autre part les recommandations de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques au Canada:

- 1) obliger les sociétés américaines au Canada à vendre de 20 à 25 pour cent de leur capital-actions à des Canadiens, afin qu'une certaine influence locale s'y fasse sentir;
- 2) exiger l'admission de Canadiens dans le bureau de direction;
- 3) exiger la publication d'un rapport financier sur les activités au Canada;
- 4) s'assurer (cela s'adresse aussi aux gouvernements provinciaux) de la participation canadienne avant de céder les droits d'exploitation des ressources naturelles⁸⁷.

Les Canadiens ont d'autres objections à formuler à l'encontre d'une trop grande influence économique américaine au pays:

"We say, for example, that American subsidiaries do not employ enough Canadians,

especially in senior management positions. That they do not have independent Canadian directors. That they tend to buy their components and services from the United States rather than from available Canadian sources. That they do not allow Canadians to buy shares in companies that exploit Canadian resources and markets. That they do little research in Canada and do not contribute generously to Canadian charities. And that they are restricted by their parent companies from making vigorous efforts to increase Canadian exports"⁸⁸.

Bien entendu, une législation canadienne sur les investissements étrangers ne règlera pas tous les problèmes. D'ailleurs, le Canada aurait-il une politique étrangère plus indépendante si son économie dépendait moins des Etats-Unis? Probablement que oui; mais en posant cette question on se réfère à des schèmes qui conviennent beaucoup mieux à la première moitié du XX^e siècle qu'à l'époque contemporaine. Même si le Canada réduisait considérablement l'emprise économique des Etats-Unis, cela n'entraînerait pas nécessairement une diminution considérable de l'impact de l'"American Way of Life" sur la vie canadienne.

La question fondamentale qu'il faut se poser est la suivante. Est-il plus important de donner la priorité à l'amélioration constante du niveau de vie plutôt qu'au respect et à la promotion d'un genre de vie?

Si le genre de vie est un phénomène qui est plus étroitement lié à la mentalité propre d'une société, le niveau de vie est un besoin universel qui tient peu compte des particularismes locaux.

Le Canada n'a pas nécessairement à choisir entre ces deux phénomènes, mais bien à leur reconnaître une place également importante dans sa pratique internationale.

En affirmant qu'il est important de sauvegarder à la fois les valeurs qui lui sont propres et qui lui confèrent une identité particulière sur la scène internationale, le Canada permettra le développement de la notion de la dualité culturelle dans sa politique étrangère. Il est donc important que le Canada s'associe de diverses manières avec des pays qui peuvent lui donner un appui positif dans sa recherche d'un meilleur niveau de vie aussi bien que dans ses efforts pour sauvegarder et améliorer son genre de vie.

Il est urgent que le Canada encourage la venue au Canada de capitaux, de techniciens, qui peuvent contribuer avantageusement à sa vie économique et culturelle.

DEUXIEME PARTIE

CONDITIONS NOUVELLES

Facteurs favorables à la reconnaissance du biculturalisme
dans la politique étrangère canadienne

La seconde partie de ce travail tentera d'expliquer les raisons qui, sur le plan interne comme sur le plan international, ont encouragé le Canada à modifier sa politique étrangère de façon à la rendre plus représentative et plus soucieuse de la dimension biculturelle du pays. Quelles sont en effet les transformations qui ont obligé les leaders canadiens à porter une plus grande attention aux aspirations internationales des Canadiens de langue française? Pourquoi Ottawa a-t-il finalement consenti à modifier sensiblement sa politique étrangère de façon à mieux refléter les aspirations des deux majorités au pays? Est-ce que l'approche fonctionnaliste que le gouvernement canadien semble avoir choisie dans l'élaboration et la mise en oeuvre de sa politique internationale sera favorable à une plus grande extension du biculturalisme dans ses affaires extérieures? Voilà quelques questions qui seront étudiées dans la seconde partie de cet essai.

Il ne saurait être question ici de décrire tout ce qui s'est fait depuis quelques années au plan des réalisations nouvelles et des exigences de la politique internationale. Il s'agit plutôt de rendre compte autant que possible des facteurs qui détermineront dans une certaine mesure les chances du Canada d'affermir son caractère biculturel dans sa pratique internationale.

Ils résultent en grande partie de 1) l'action du Québec, 2) de la réaction du gouvernement d'Ottawa, et 3) des pressions internationales.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION DU QUEBEC

Section 1. Volonté d'agir du Québec sur la scène internationale

a) Les motifs et les gestes

Plusieurs se sont interrogés sur les motifs qui ont favorisé l'éclosion récente d'une "action internationale québécoise"⁸⁹. On peut répondre sommairement à cette question en affirmant, d'une part, que le sentiment qu'a le Québec, depuis quelques années, de représenter et de défendre à tous les niveaux les intérêts de la nation canadienne-française, et, d'autre part, qu'une conjoncture internationale (montée de la France, poussée de la communauté francophone dans le monde) favorable à un plus grand rapprochement entre les pays d'expression française, ont précipité la marche des événements et encouragé d'une certaine manière le Québec à sortir de son isolement traditionnel. Mais s'il s'agit là d'une explication valable, elle ne permet pas une compréhension suffisante de la question.

Historiquement, le Québec a joué un rôle très restreint sur la scène mondiale; cette activité, si minime soit-elle, lui permet tout de même de justifier, dans une

certaine mesure, sa prétention à la compétence internationale dans les domaines de sa juridiction constitutionnelle.

Plusieurs raisons expliquent le peu d'empressement du Québec dans ce domaine au cours des générations précédentes; autrefois, les relations internationales étaient confinées à des secteurs très limités (sécurité, défense, commerce, accords politiques) alors qu'aujourd'hui, les échanges internationaux embrassent à peu près toutes les réalités sociales, économiques et culturelles. Etant donné que presque toute politique interne a de nos jours des incidences internationales (v.g. signalisation routière, heures d'emplois, etc.), il est normal qu'on réfléchisse davantage aux répercussions inter-étatiques de ces politiques.

De plus, pendant trop longtemps, le Québec s'est replié sur lui-même et, par conséquent, s'est peu intéressé aux questions internationales. Il est vrai, cependant, qu'il a dû concentrer ses efforts pour défendre sa juridiction interne face à la poussée centralisatrice d'après-guerre. Ainsi, il n'a su et n'a pu songer plus tôt à un exercice partiel de la souveraineté extérieure. Mais à l'heure de la "décentralisation", le Québec a davantage la possibilité de songer à une action internationale.

Finalement, des raisons d'ordre circonstanciel, - qui osera affirmer que feu l'honorable Maurice Duplessis ait été fortement intéressé à voir le Québec jouer un rôle

international important? - ont milité à l'encontre d'une prise de conscience plus grande de la part du peuple québécois à l'égard de la chose internationale.

Mais depuis quelques années, la conjoncture aux niveaux provincial, fédéral et international, a favorisé un revirement d'opinion et un désir de la population canadienne-française d'affirmer sa présence à l'étranger.

On sait par ailleurs que dès le 19e siècle, le Québec avait établi, comme les autres provinces, des agences à l'étranger. Il semble que les régimes provinciaux voulaient assurer eux-mêmes la promotion de leurs intérêts à l'étranger dans certains domaines comme l'immigration, l'agriculture et le commerce. Le Québec, pour sa part, établit son premier poste à Londres, en 1868, lequel fut aboli quelques années plus tard; celui de Paris fonctionna de 1882 à 1911, alors que M. Hector Fabre représentait officiellement le gouvernement fédéral et celui du Québec.

La promulgation de la loi de 1911 permit au gouvernement du Québec de nommer un agent général en Grande-Bretagne et un autre en Belgique. Les représentants du Québec relevaient alors du premier ministre. Aujourd'hui, selon la loi de 1961, les délégués et agents généraux du Québec à l'étranger relèvent du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Le Québec a, comme toutes les autres provinces, pratiqué une politique favorisant son rayonnement à l'étranger;

ainsi, son agence à New-York a contribué à faire connaître ses ressources naturelles et son originalité culturelle en Amérique du Nord. Rien n'empêchait le Québec d'avoir des agences de commerce et de tourisme à l'étranger. Mais ces agents n'avaient, sauf dans le cas de Londres, aucun caractère officiel.

Le problème surgit lorsque le Québec, à la suite de l'ouverture de sa délégation générale à Paris, voulut obtenir pour celle-ci un statut comparable à celui de son agence à Londres. On peut supposer qu'aucun problème sérieux ne se serait posé si le Québec n'avait pas trouvé anormale la situation privilégiée faite à son agent à Londres comparativement à celle dont jouissait son représentant à Paris.

Le développement de la délégation générale à Paris exigeait, il faut bien le reconnaître, que certains privilèges et immunités, normalement dévolus aux agents consulaires, soient accordés aux agents du Québec. D'ailleurs, le facteur économique, c'est-à-dire l'exemption de certains droits de douane pour des fournitures nécessaires à la bonne marche et au développement de la délégation, fut un critère non négligeable à la base des demandes du Québec⁹⁰.

"La Maison du Québec" à Paris permit en peu de temps de resserrer, entre le Québec et la France, des liens qui se concrétisèrent, le 27 février 1965, par la signature d'une "entente" par MM. Gérin-Lajoie, ministre de l'Education,

et Claude Morin, sous-ministre des Affaires fédérales-provinciales, au nom de l'Etat du Québec, et par MM. Basdevant, directeur général des Affaires culturelles au ministère des Affaires étrangères, et Christian Fouchet, ministre de l'Education nationale, pour la France.

L'accord du 27 février prévoyait la création d'une commission mixte franco-québécoise; celle-ci s'est déjà réunie à Québec les 26 et 27 mai 1965, et a défini clairement les domaines de coopération dans l'enseignement à tous les niveaux et dans la recherche scientifique. Cette commission franco-québécoise représente donc une des premières institutions permanentes qui verront à harmoniser et à développer les rapports (culturels, scientifiques et techniques) entre Québec et Paris. Elle s'est réunie à nouveau à Paris en novembre 1965.

Le 24 novembre 1965, Québec conclut une entente avec Paris concernant le cinéma, la télévision, la linguistique, l'échange d'artistes et les expositions d'oeuvres d'art. De son côté, Ottawa signait, le 17 novembre, un accord-cadre avec Paris, qui prévoyait la création d'une commission mixte franco-canadienne, laquelle veillerait à l'exécution des ententes autorisant des programmes d'échanges et de coopération d'ordre culturel, scientifique et technique, entre Paris et n'importe laquelle des provinces canadiennes qui en ferait la demande. Ainsi, Ottawa s'assurerait d'un certain droit de surveillance entre Québec et Paris. D'autres gestes comme

l'ouverture d'une délégation économique à Milan, d'un bureau du tourisme à New-York, la création d'une commission interministérielle des relations extérieures du Québec et l'établissement d'une direction des programmes internationaux du ministère des Affaires culturelles, affirment graduellement la présence du Québec sur la scène internationale.

Sur le plan stratégique, ce sont des données politiques et psychologiques qui forment la base réelle des aspirations du Québec en matière de politique étrangère.

Ce n'est plus un secret pour personne que le Québec s'est transformé radicalement au cours des dernières années. A la recherche d'une identité qui lui serait propre, le Québec a compris la nécessité et l'importance d'utiliser pleinement tous les moyens mis à sa disposition pour consolider, développer et faire valoir sa personnalité.

Or, comme à peu près tous les secteurs de la vie économique et sociale ont maintenant des répercussions internationales, le gouvernement du Québec a senti le besoin d'agir conséquemment et de s'engager dans une politique visant à faire reconnaître une certaine personnalité internationale au Québec.

Des répercussions dans l'ordre international étaient à prévoir à la suite des changements radicaux dans la vie politique québécoise. En effet, les Canadiens français ont de plus en plus éprouvé la nécessité d'entrer en contact avec la

communauté francophone mondiale; la montée rapide de plusieurs pays d'expression française est apparue également comme un autre stimulant à une action canadienne-française à l'échelon international.

D'une part, il était illusoire de croire qu'une pratique constitutionnelle confuse puisse contenir longtemps les aspirations du Québec. On se retrouve devant le paradoxe suivant: ceux-là même qui autrefois se plaisaient à louvoyer sur le repli du Québec et à réclamer la fin de son isolement sont les mêmes qui, aujourd'hui, se méfient des efforts du Québec en vue d'acquérir une certaine compétence internationale sans passer par Ottawa.

D'autre part, pour certains Québécois, l'exercice partiel de la compétence internationale apparaît à certains égards, non pas comme une fin en soi, mais comme un simple moyen pour affirmer la souveraineté du Québec face à Ottawa. En présence de deux attitudes aussi étanches qui tendent d'ailleurs à simplifier dangereusement les données d'un problème aussi complexe, on imagine mal un fructueux dialogue.

Mais ce n'est pas tout. Le Québécois considère que ses intérêts à l'étranger ont été desservis jusqu'à récemment par Ottawa. Il a fallu attendre 1960 pour voir le ministère des Affaires extérieures adopter une politique qui respecte la dualité culturelle canadienne au chapitre de l'administration. On allait même jusqu'à dire que le Canadien français, désireux

de poursuivre une carrière dans les affaires extérieures du pays, devait ni plus ni moins, pour réussir, s'intégrer dès le départ à la mentalité canadienne-anglaise.

L'incapacité d'Ottawa d'établir des relations étroites avec la communauté française et surtout l'attitude du Bureau de l'Aide extérieure qui n'a réussi, de 1950 à 1964, à consacrer qu'un deux cent cinquantième (1/250^e) de son budget à des programmes concernant les pays de langue ou d'influence française⁹¹, sont autant de raisons suffisantes pour comprendre une bonne partie des déceptions du Québec en la matière.

Ce qui étonne surtout c'est l'aisance avec laquelle on a établi toutes sortes de programmes dans des ex-colonies britanniques, alors qu'il a fallu attendre jusqu'à aujourd'hui pour prévoir des dépenses substantielles en Afrique française et, malgré tout, on n'arrivait même pas, en 1963-1964, à dépenser les sommes votées en Chambre à cet effet⁹².

Tous les observateurs impartiaux sont d'accord: Ottawa a fait, au cours des trois ou quatre dernières années, des efforts louables tendant à corriger les erreurs du passé et à faire en sorte que la politique étrangère soit formulée et appliquée selon des normes qui respectent mieux la dualité canadienne. Malheureusement, l'image que se fait actuellement le citoyen du Québec de la conduite des affaires extérieures a été dictée par la pratique antérieure d'un ministère qui se souciait peu alors du caractère biculturel du Canada.

Il y a quelques années à peine, les étudiants de l'Université Laval, désirant entrer au ministère, étaient interrogés en anglais dans la ville de Québec; on aura là un indice, minime certes, mais fort révélateur de l'ambiance qui prévalait alors à Ottawa. Il est vrai que la situation s'est sensiblement améliorée au cours des dernières années, mais on a peine à comprendre qu'il ait fallu attendre si longtemps.

Ce qui est regrettable à l'heure actuelle, c'est que cette image du passé réussit à ternir une réalité nouvelle à Ottawa qui tient compte davantage des aspirations du Québec, en matière de politique internationale. Il est malheureux que trop de porte-parole bien intentionnés du ministère des Affaires étrangères aient à subir actuellement les conséquences d'une politique à courte vue pratiquée par leurs prédécesseurs. Le fait demeure que plusieurs Canadiens français ont réellement perdu confiance en Ottawa à cause des erreurs du passé et qu'ils ne voient dans les améliorations actuelles que des manifestations pures et simples de la politique du "trop peu, trop tard".

b) Les conséquences

Il est certes difficile de prévoir dès aujourd'hui quelles pourront être toutes les conséquences de cette action internationale. Mais vu l'importance de la question, il semble indispensable, sinon fort utile, de s'interroger sur les

répercussions possibles qui peuvent résulter des discussions en cours.

(1) A courte échéance

La prise de conscience par le Québec de la chose internationale, alliée à sa découverte d'un sens collectif, sont deux nouveaux phénomènes avec lesquels il faudra compter dorénavant. Il est donc illusoire de prétendre que les aspirations internationales du Québec ne sont que les "manifestations excentriques" d'un petit groupe de nationalistes soucieux d'envenimer constamment les rapports Québec-Ottawa. Il est clair qu'aucun parti politique québécois au pouvoir n'oserait, dans les circonstances actuelles, faire machine arrière dans un domaine où le Québec s'est engagé avec autant d'ardeur et de détermination. En fait, ce serait ni plus ni moins que de perdre la face, ce qu'aucune formation politique qui se veut véritablement représentative du Québec d'aujourd'hui ne peut se permettre actuellement.

La première conséquence est donc d'ordre psychologique. Il faudra s'habituer au cours de la prochaine génération à voir un Québec désireux d'affirmer le principe de la double personnalité internationale et de tenter d'obtenir par divers moyens le droit de négocier et de conclure seul des ententes internationales dans les sphères qui relèvent normalement de sa compétence législative.

D'autre part, on peut s'attendre, dans un avenir assez rapproché, à ce que le Québec ouvre de nouvelles agences commerciales et culturelles dans des pays d'expression française autres que la France. Naturellement, cela ne posera aucun problème véritable si le Québec n'exige pas de privilèges particuliers pour ses nouveaux représentants à l'étranger.

Les réactions d'Ottawa sont un peu moins prévisibles. On peut supposer, en premier lieu, que le gouvernement fédéral se montrera plutôt réticent d'autant plus qu'en juin 1965⁹³, M. Bennett, le premier ministre de la Colombie-Britannique, affirmait que les provinces détiennent le droit exclusif de négocier avec l'étranger en ce qui a trait aux richesses naturelles. Cette prise de position du premier ministre de la Colombie-Britannique menace de rompre un équilibre délicat que l'on tentait d'établir "de facto" entre Québec et Ottawa bien que le gouvernement fédéral ait fait des propositions semblables à toutes les provinces. Il est à peu près certain, dans de telles circonstances, qu'Ottawa ne pourra reculer au niveau des principes.

En deuxième lieu, face à l'irréversibilité des prises de position du Québec en la matière, on peut s'attendre à ce que le gouvernement fédéral modifie sensiblement la conduite de ses affaires extérieures, tant à l'échelle administrative que dans l'application de la politique étrangère elle-même, afin de lui donner de plus en plus une allure biculturelle.

Il répondrait alors de manière plus positive aux critiques sans cesse formulées à son endroit par les Canadiens français. Ainsi, il est à prévoir qu'Ottawa développera considérablement, au cours des prochaines années, le domaine de ses relations avec les pays francophones, tant au niveau de la représentation qu'à celui de l'assistance bilatérale.

A cet effet, on peut croire que les tentatives en vue de faire de nos relations avec la France "le quatrième pilier de notre politique étrangère" (après les Etats-Unis d'Amérique, les organismes mondiaux et le Commonwealth) seront plus fructueuses que par le passé. Mais il est très difficile, en ce moment, d'en analyser la portée exacte. Il ne serait pas surprenant, d'un autre côté, que sous la poussée des réclamations du Canada français, l'activité internationale canadienne en Amérique latine soit sensiblement développée⁹⁴.

Au chapitre de l'aide à l'étranger, on peut être assuré de l'augmentation quantitative de l'assistance canadienne aux pays francophones; cependant, seules l'instauration d'un climat nouveau et la réorganisation de la structure administrative du Bureau de l'Aide extérieure, permettraient aux Canadiens français, qui s'y trouvent actuellement, d'exercer une influence déterminante qui leur échappe encore à l'heure actuelle⁹⁵.

Il ne s'agit nullement de prétendre ici que notre politique étrangère se doit de représenter également les

aspirations des Canadiens anglais et des Canadiens français en matière d'affaires internationales. La politique étrangère est plus une affaire d'intérêts qu'une affaire de sentiments, et il ne convient pas d'exiger d'Ottawa qu'il mette en branle des programmes internationaux qui vont à l'encontre de ses intérêts, uniquement pour répondre ou faire taire les revendications des Canadiens français.

Il importe moins d'instaurer de nouvelles techniques, de bouleverser un appareil étatique complexe, ou d'exiger la mise au rancart de nos politiques actuelles, mais plutôt de veiller à l'établissement d'un climat où les aspirations internationales de la société canadienne-française ne seraient plus simplement considérées "a posteriori", mais joueraient un rôle fondamental dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne.

La signature d'une loi-cadre par le Canada et la France fut, à cet effet, un exemple des efforts d'Ottawa pour en arriver à une solution possible du problème. Elle offre de sérieux avantages en ce sens qu'elle permet à toutes les provinces, en l'occurrence le Québec, d'évoluer dans un cadre assez large et cela durant plusieurs années. Certes, le Québec attendait mieux, mais l'on doit reconnaître qu'il s'agit là d'une amélioration très nette sur la situation antérieure.

(ii) A longue échéance

Les accords-cadres représentant à longue échéance une porte de sortie qui peut sembler, aux yeux d'Ottawa, le maximum de ce qu'il peut offrir comme concession aux provinces en matière de politique étrangère, mais qui, faudra-t-il s'en surprendre, ne rencontrera pas le minimum réclamé par le Québec. On peut donc s'attendre dans les circonstances à voir se dérouler une discussion verbale entre les deux gouvernements qui, à moins de revirements majeurs, menacera de revêtir des allures passablement acerbes à certains moments. Mais comment se concrétiseront, éventuellement, ces exercices verbaux? La réponse à cette question dépend de plusieurs facteurs.

Elle dépend, en premier lieu, probablement plus des réactions des pays avec lesquels le gouvernement provincial désire entretenir des relations que de la volonté soutenue du Québec d'accéder à la personnalité internationale dans les domaines qui relèvent directement de sa compétence. A l'encontre du Québec, les Etats en cause, même les jeunes pays francophones d'Afrique, n'ont pas comme objectif premier une compétence internationale à acquérir (car ils la possèdent déjà) mais des intérêts à défendre et à promouvoir. Il est impossible dès maintenant de prévoir s'il ira toujours de leurs intérêts de développer des rapports avec le Québec au risque de compromettre leurs relations avec Ottawa ou de créer de malencontreux précédents dont ils ne voudraient plus

un jour garantir les suites. Naturellement, le contraire peut être aussi vrai et il semble que le Québec mise surtout aujourd'hui sur cette dernière possibilité.

La cote de prestige du Québec en France n'a jamais été aussi haute qu'actuellement. Le président de Gaulle a su en maintes occasions manifester son attachement particulier pour le peuple canadien-français. Mais qui osera prétendre qu'il en sera nécessairement toujours ainsi? Les successeurs de de Gaulle, formés à l'école du fonctionnalisme international, se préoccuperont-ils autant des aspirations internationales du Québec?

Pourtant, le développement considérable des échanges franco-qubécois et leurs institutionnalisations sous diverses formes, le rapprochement inéluctable des deux communautés résultant de l'intensification des rapports personnels et des rapports de groupes, ne peuvent qu'établir une couche inférieure durable d'où pourront germer des programmes avantageux pour les deux parties en cause.

Il ne serait pas surprenant d'ailleurs de voir, toujours à longue échéance, le Québec développer son propre programme d'aide à l'endroit de la Communauté francophone à laquelle il appartient de plein droit. La chose existe déjà sur une échelle très modeste mais le Québec ne peut véritablement, à l'heure de son expansion économique interne, se priver de nombreux capitaux, techniciens et spécialistes qui lui font

défaut, pas plus qu'il n'a la possibilité de se départir dans une large mesure, à l'heure du Rapport Parent, d'un personnel enseignant fort en demande.

Dans un autre domaine, on peut s'interroger sur les prétentions du Québec à jouer un rôle dans les institutions spécialisées de l'ONU, comme l'UNESCO, l'OIT, et dans une certaine mesure, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et l'OMS dont les objectifs s'apparentent de très près aux domaines réservés aux provinces par la constitution canadienne⁹⁶. Plusieurs voudraient que le Québec jouisse des mêmes avantages qu'Ont l'Ukraine et la Biélorussie. Théoriquement, la chose est peut-être possible; mais même en admettant qu'Ottawa en vienne à accepter l'idée du statut particulier pour le Québec, on voit mal comment les autres pays fédéraux accepteraient de donner leur assentiment à une telle pratique internationale qui leur semblerait un précédent dangereux.

De vouloir comparer la situation qu'occuperait le Québec dans les institutions spécialisées à celle qu'y tiennent l'Ukraine et la Biélorussie fausse la véritable optique du problème. Si le Québec en vient un jour à participer "officiellement" à ces organisations spécialisées (il pourra le faire officieusement dans les organes subsidiaires de celles-ci), c'est parce qu'il aura fait valoir qu'il peut y apporter une contribution positive.

Hors de l'indépendance totale du Québec, il y a

donc plus de place ici à l'exercice verbal qu'à une pratique véritable au cours des dix prochaines années; cependant, une conjoncture internationale différente de celle qui existe actuellement pourrait peut-être permettre à long terme la solution de cet imbroglio juridique à la faveur du Québec. On sait que l'Union Nationale a inséré cette question dans son programme politique lors de son congrès de Montréal en 1964. Si ce parti prenait le pouvoir au Québec, on peut prévoir qu'il tentera de poser des gestes du moins symboliques à cet effet. Il est possible que le Québec puisse contribuer à l'oeuvre de ces institutions spécialisées, mais il est douteux qu'il puisse y être admis à titre de membre régulier. Il peut probablement obtenir le statut d'observateur ou celui de membre associé.

La question de l'action internationale du Québec revêt une importance particulière, non pas nécessairement à cause de ses difficultés intrinsèques, mais surtout à cause des circonstances où elle a pris naissance et du cadre dans lequel elle évolue. Le climat tendu des relations entre Québec et Ottawa, joint à une situation constitutionnelle ambiguë, place le problème dans une perspective particulière et lui donne une ampleur qu'il n'aurait pas dans d'autres conditions si l'on tient compte de la situation sans cesse menacée des Canadiens français dans le continent nord-américain, on remarque que les relations que le Canada entretient avec la France sont minimales en comparaison avec celles qui l'unissent au monde anglophone.

Section 2. Le danger du séparatisme (québécois)

Deuxièmement, il ne fait aucun doute que la nouvelle prise de conscience des Canadiens français, et tout spécialement le danger posé par l'option séparatiste, ont changé considérablement la vie politique canadienne. Un des effets principaux a été d'attirer un peu l'attention sur les aspirations internationales des Canadiens français.

M. Marcel Chaput, leader indépendantiste, lançait un jour la remarque suivante:

"un séparatiste est un Canadien français qui est plus impatient que les autres et qui a le courage de dire à voix haute et publiquement ce que tout Québécois pense secrètement".

Même si cette affirmation n'est pas tout à fait véridique, elle fait toutefois réfléchir les Canadiens français qui sont un peu moins impatients et les pousse souvent à se demander si leurs propositions qui tendent à la promotion du biculturalisme sont bien comprises par leurs compatriotes anglophones. Une enquête publiée en novembre 1963 par le magazine Maclean's démontrait en effet que 13 pour cent des Canadiens français sont favorables au séparatisme, alors que 43 pour cent y sont opposés; d'un autre côté, 45 pour cent sont d'avis que leurs intérêts comme groupe ne sont pas bien défendus à Ottawa. D'ailleurs, comme l'affirmait récemment un observateur anglo-canadien:

"les efforts pour une plus grande reconnaissance du biculturalisme, tant sur le plan interne que sur le plan externe, vont-ils pousser les autres Canadiens à s'identifier de plus en plus avec leurs voisins du Sud

ou bien favoriseront-ils un plus grand rapprochement avec 'this strange and alien people from Quebec'?"⁹⁷

La position séparatiste est bien connue au Canada⁹⁸. Moins connue toutefois est cette réalité qui a frappé les membres de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme en 1964-1965:

"sauf erreur, nous n'avons pas entendu un seul partisan avoué du statu quo. Tous les participants se sont déclarés plus ou moins mécontents de la situation du Canada français et du Québec dans la Confédération"⁹⁹.

Cette affirmation suggère que les Canadiens français attendent avec impatience qu'on fasse certains changements dans le régime actuel. Si les séparatistes et les quasi-séparatistes sont encore en minorité, l'option séparatiste est néanmoins considérée par plusieurs Canadiens français comme "une option raisonnable qu'il serait sage d'examiner de plus près, et non plus comme un phénomène étrange et incongru"¹⁰⁰. La création de partis politiques séparatistes, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (RIN) et le Ralliement national (RN) et leur participation aux prochaines campagnes électorales auront peut-être des conséquences importantes sur toute la vie politique. Ces partis ne récolteront probablement qu'un faible pourcentage des votes mais peut-être en obtiendront-ils assez pour influencer la configuration politique générale. Ils deviendront probablement une force avec laquelle il faudra "composer" au cours de la prochaine génération.

La présence des partis séparatistes poussera probablement les deux grands partis québécois à miser davantage sur l'option nationaliste. Par conséquent, le parti libéral québécois et l'Union nationale ne pourront reculer ou mettre au rancart certains programmes qui tendent à affirmer la personnalité internationale du Québec. Le gouvernement fédéral ne devrait pas s'attendre dans les circonstances à une diminution des "revendications internationales" du Québec, mais à une augmentation de celles-ci.

Face aux pressions du Québec, de plus en plus de Canadiens en viendront à croire que la mise en oeuvre du biculturalisme au pays deviendra la seule alternative sérieuse à une désintégration de la Confédération canadienne; mais cela ne répondra peut-être pas aux questions concrètes que se posent la plupart des partisans du changement au Canada.

1. "N'est-il pas infiniment plus important", comme le demandait encore l'an dernier, M. René Lévesque, "de travailler à faire du Québec une société libre, forte et progressive plutôt que de dépenser une grande partie de ses énergies à propager les avantages douteux du biculturalisme?"¹⁰¹
2. D'autre part, les Canadiens anglais sont-ils prêts à consentir aux sacrifices impliqués par la mise en vigueur du biculturalisme dans tous les domaines de la vie politique canadienne?

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'alors que les Canadiens français prônent des changements importants à courte échéance, les anglophones préféreraient opter pour un gradualisme modéré dans l'application du biculturalisme au domaine de la politique étrangère canadienne.

3. Mais plus important encore, combien de temps chacune des parties en cause exigera-t-elle pour mettre en oeuvre un tel objectif dans les affaires extérieures?

Ainsi, l'une des conséquences majeures de la menace du séparatisme québécois aura été de placer le biculturalisme au centre des préoccupations politiques des Canadiens. En ce qui a trait aux affaires extérieures, le séparatisme a obligé les responsables de la formulation de la politique étrangère à consacrer un peu plus de temps à trouver des moyens qui donneraient un ton biculturel à la voix canadienne sur la scène internationale.

Entre-temps on doit reconnaître que:

"the answer to the separatist threat lies partly in the Province of Quebec, partly in Ottawa, and partly in the rest of the country. The federal and provincial Governments must strive to wipe out the grievances, real or imagined, on which the movement breeds; and the rest of Canada must accept the adjustments necessary to make French-Canadians feel that they have a stake in the whole of Canada, and not merely in their particular Province. The latter condition may yet prove the most difficult to fulfil" 102.

CHAPITRE DEUXIEME

REACTION D'OTTAWA

Section 1. Souci de développer un néo-nationalisme canadien

Depuis plusieurs années le Gouvernement fédéral est conscient de la nécessité de prendre des mesures en vue de développer un nouveau et sain nationalisme face à la montée de l'américanisme et à la volonté du Québec d'exercer de plus en plus de pouvoir sur le plan canadien et à l'échelle internationale.

Naturellement un phénomène revient toujours à l'esprit. Comment un pays qui compte 20 millions d'habitants peut-il sauvegarder et préserver une identité nationale propre en côtoyant une nation de près de 200 millions d'habitants qui parlent la même langue et, plus important encore, dont le mode de vie dans presque tous les secteurs est semblable à celui de la majorité de ses citoyens? Il s'agit, bien entendu, d'une identité politique distincte, car sur le plan économique, comme il a été démontré dans le chapitre précédent, les Canadiens sont devenus de véritables locataires dans leur propre pays¹⁰³. Au point de vue sociologique et culturel on ne peut trop insister sur les soi-disant différences entre la "mentalité" canadienne et le "Way of

Life" américain. Graduellement, les deux peuples en sont venus à profiter des mêmes media de communication et d'information, et ont réduit à presque rien les barrières culturelles qui avaient été édifiées au 18^e et au 19^e siècles.

En somme, en acceptant une forme de bien-être social, culturel et économique semblable à celui des Américains, les Canadiens sont en voie de perdre graduellement leur originalité culturelle (en admettant qu'une telle originalité ait existé au départ).

Plusieurs solutions ont été mises de l'avant en vue de sauvegarder l'indépendance canadienne. Certains ont suggéré que le seul remède résidait dans la création d'un Etat unitaire sous l'influence d'un appareil politique de type britannique. D'autres ont soutenu qu'il était à la fois futile et inutile de préserver une soi-disant identité nationale et ont recommandé ce qui leur semblait inévitable: l'assimilation pure et simple au "melting pot" américain. Toutefois, comme on peut le constater, aucune de ces propositions n'a reçu d'appui considérable parmi la population canadienne et aucun de ces deux programmes n'a de chance d'être mis en vigueur dans un avenir rapproché.

Depuis quelques années, cependant, plusieurs Canadiens de différentes provinces ont commencé à envisager la possibilité de recourir à une troisième solution pour maintenir une personnalité canadienne distincte dans

le monde. On soutient, en effet, que pour acquérir un sens national, pour maintenir une identité propre et pour apporter une contribution originale à la communauté mondiale, le Canada doit opérer une série de changements institutionnels et psychologiques nécessaires à la reconnaissance et à la promotion de son véritable caractère, c'est-à-dire celui d'un même ensemble étatique où collaborent à tous les niveaux deux peuples de différentes cultures et de différentes langues.

Cependant, comme le soulignait M. John Holmes dans un article du numéro spécial de la revue américaine *Atlantic Monthly* consacré au Canada:

"It is a mission of which Canadians themselves are inadequately aware, although they are groping toward awareness in the present debate over how they themselves can after two centuries continue to make a go of it"¹⁰⁴.

A cause de l'influence énorme du mode de vie américain au Canada, à cause du nouvel enthousiasme pour le fait français, et, il faut le reconnaître, à cause du danger du séparatisme québécois, l'on assiste présentement à l'émergence d'un nouveau nationalisme canadien. Ce nouveau nationalisme accepte à la base l'idée du biculturalisme et du bilinguisme, et considère ces deux notions comme un but et comme une pratique de la vie politique interne et extérieure du Canada. Jointe à une plus grande indépendance économique, une telle politique pourrait peut-être à long terme sauvegarder et promouvoir une véritable identité canadienne.

Plusieurs Canadiens soulignent que la seule autre alternative possible réside dans la dislocation du pays, ou l'assimilation pure et simple aux U.S.A. Ce problème est toutefois plus complexe qu'on semble vouloir l'admettre au départ car la vaste majorité de l'opinion publique américaine ne semble pas, pour le moment, disposée à englober le Canada dans une union politique. La question, bien sûr, revêt un tout autre aspect sur le plan de l'économie.

Mais on a raison de rappeler que

"It remains a question, furthermore, how far English-speaking Canadians, culturally and commercially embedded in the English-speaking continent, are prepared and free in practice to make the institutional as well as personal sacrifices which true biculturalism involves"¹⁰⁵.

Jusqu'où chaque groupe est-il prêt à aller pour redéfinir le Canada en fonction du principe de l'égalité des deux cultures? Le néo-nationalisme est-il appelé à devenir un moyen important en vue de promouvoir le biculturalisme à l'intérieur comme à l'extérieur du pays? Il est certainement encore trop tôt pour formuler un jugement définitif. Une chose est sûre, néanmoins; le nouveau nationalisme canadien est condamné à disparaître s'il n'est pas basé sur la conviction que tous les Canadiens ont beaucoup à gagner à projeter à l'étranger l'image d'un Etat biculturel qui a l'unique avantage de posséder et d'utiliser les deux plus grandes langues de communication internationale.

Section 2. Crainte du continentalisme

S'il est vrai que chez de nombreux Canadiens français se cache un séparatisme inavoué, on peut affirmer, suivant cette même ligne de pensée, que se dissimule un continentaliste chez un nombre de plus en plus grand de Canadiens anglophones. George Grant décrivait récemment ces derniers comme :

"the view of those who do not see what the fuss is all about. The purpose of life is consumption and therefore the border is an anachronism. The forty-ninth parallel results in a lowering of living for the majority to the north of it... All the preceding arguments point to the conclusion that Canada cannot survive as a sovereign nation"¹⁰⁶.

Bien que cette attitude n'ait jamais été celle d'un gouvernement canadien ou même d'une grande partie de l'élite intellectuelle, administrative et politique du Canada, le continentalisme a toujours représenté dans l'histoire du pays une force non négligeable. Economiquement, culturellement et sociologiquement, le Canada a toujours été très conscient de sa faiblesse et de sa vulnérabilité vis-à-vis des Etats-Unis. Jusqu'en 1945 environ, ses liens étroits avec l'Angleterre, joints à la détermination de ses citoyens de ne pas devenir "Américains", ont créé des barrières très efficaces contre la trop grande influence des Etats-Unis dans la vie canadienne. D'ailleurs, l'existence du Canada français avec sa culture homogène et distinctive a pu être considérée comme

un atout très précieux dans la volonté du Canada de résister aux pressions grandissantes de l'américanisme.

Toutefois, depuis la seconde guerre mondiale, on remarque que l'influence britannique a considérablement diminué au Canada. De plus, comme le soulignait une récente enquête du Magazine Maclean's, de vastes secteurs de l'opinion publique canadienne sont de moins en moins disposés à préserver une entité politique distincte qui ne posséderait pas de sens national propre et qui ne leur assurerait pas un standard de vie comparable à celui de leurs voisins du Sud.

On peut se demander pourquoi le gouvernement fédéral n'a pas utilisé à meilleur escient le fait français au Canada pour mieux résister à l'américanisation. Il est vrai cependant que l'éveil politique et culturel de la société québécoise est un phénomène relativement récent. De plus, le Canada a dû faire face à de sérieux problèmes d'unité nationale causés principalement par les attitudes intransigeantes d'une certaine partie de l'opinion canadienne-française et par le défi que présente le fait de vivre côte à côte avec l'un des plus grands pays du monde.

Ainsi, le biculturalisme peut être considéré comme une double défense de l'unité et de l'identité canadienne; à l'intérieur du pays, contre le séparatisme québécois; à l'extérieur du pays, contre une trop grande influence des Etats-Unis d'Amérique.

Cette nouvelle manière de concevoir l'unité canadienne exerce une grande influence sur la politique étrangère du pays. Ainsi, malgré qu'un bon nombre d'anglophones ne soient pas encore prêts à accepter la mise en vigueur du biculturalisme dans toutes les sphères de la vie politique canadienne plusieurs le considèrent toutefois comme un outil à utiliser en dernier recours, ou mieux encore, comme une garantie quasi-infaillible à l'élaboration d'une politique étrangère indépendante. En un mot, le biculturalisme leur semble un excellent argument à opposer aux défenseurs du "continentalisme".

D'une manière générale, le Canadien français réagit différemment vis-à-vis le continentalisme. Il est lui aussi soumis à la pénétration économique américaine; le mode de vie américain est tout aussi susceptible de l'influencer. Mais alors qu'une même langue rapproche les Américains et les Anglo-canadiens, la différence linguistique isole et protège dans une certaine mesure le Canadien français de l'influence trop grande de l'américanisme. Le Canadien français, contrairement à son confrère de langue anglaise, ne se sent pas particulièrement menacé par le danger d'une absorption rapide et inéluctable par les Etats-Unis. Bien sûr, il a conscience de la supériorité numérique écrasante des Etats-Unis et de sa position relativement isolée face à ce géant du Sud. Il n'oublie pas qu'il doit compter sur l'aide financière des Etats-Unis pour assurer son développement économique. En

fait, pour le Canadien français, l'Américain est à la fois un partenaire utile et un voisin dangereux. Le Canadien d'expression française s'opposera au continentalisme si ce mouvement affecte la survie et l'épanouissement du Canada français; son désir inébranlable est de sauvegarder et de développer en Amérique du Nord une communauté politique et culturelle distincte.

S'il est vrai que depuis la fin de la seconde guerre mondiale les Canadiens français et les Anglo-canadiens ont réagi à peu près de la même manière devant des crises internationales, ceci ne signifie pas qu'ils n'aient jamais exprimé des points de vue différents. Les Canadiens français ont développé un intérêt de plus en plus grand pour les affaires internationales mais ils sont demeurés foncièrement antimilitaristes.

Monsieur René Lévesque exprimait sans doute l'opinion d'une grande partie de ses compatriotes francophones lorsqu'il déclarait en octobre 1963:

"Il est incompréhensible que la priorité soit accordée à la défense nationale dans l'élaboration du budget fédéral, au moment où l'état de sous-développement humain chronique du Québec requiert des investissements urgents et considérables dans le domaine de l'éducation. Ils diront peut-être que la défense nationale c'est pas de mes affaires mais il reste qu'ils viennent fouiller régulièrement dans mes poches... C'est le tiers, sinon la moitié du budget qui est dépensé pour une défense qui ne défendra personne en temps de guerre..."¹⁰⁷

S'il est encourageant de constater que les Canadiens français s'ouvrent peu à peu aux réalités internationales, une question cependant demeure toujours sans réponse: les Canadiens français accepteront-ils d'aider leurs compatriotes anglophones à résister à la vague d'américanisme en utilisant davantage le gouvernement fédéral ou préféreront-ils résister eux-mêmes et par leurs propres moyens à l'échelle du Québec, à cette régulière expansion de l'américanisation sous toutes les formes?

Si les Canadiens français optent pour la dernière solution c'est qu'ils auront cru que les anglophones refusent de les considérer comme des partenaires égaux ou qu'ils n'auront plus confiance dans le succès et la viabilité d'un Canada uni.

Entre-temps, comme le soulignait récemment un observateur perspicace de la scène politique canadienne:

"the more fully sympathetically the English Canadians commit themselves to the experiment of a bi-cultural and a bi-lingual nation, the more significant and enduring is the national achievement. Though wider recognition of the French as a part of the nation the English may strengthen and enrich their own culture thus benefiting not only the French but themselves"¹⁰⁸

Il ne fait aucun doute que si la grande majorité des anglophones et même des francophones ne sont pas prêts à limiter les avantages économiques que représente le continentalisme, ils sont loin d'accepter l'idée d'une union politique

avec les Etats-Unis. Toutefois les leaders canadiens semblent avoir compris que l'emprise économique peut éventuellement conduire au contrôle politique. C'est la raison pour laquelle le continentalisme les a poussés à croire que le biculturalisme pourrait devenir une "arme défensive" très importante dans la vie interne et la pratique internationale du Canada.

CHAPITRE TROISIEME

LES PRESSIONS INTERNATIONALES

Section 1. L'extension des rapports avec les pays étrangers

En troisième lieu, l'expansion de la communauté mondiale favorisera à longue échéance une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne. Le nombre grandissant des Etats de langue française et l'établissement de relations politiques, économiques et culturelles avec ces divers pays, peuvent être considérés comme d'importants facteurs qui permettront éventuellement au Canada d'agir davantage en fonction de sa dualité culturelle dans toutes ses activités internationales.

Ces nouveaux rapports internationaux répondront spécialement aux aspirations des Canadiens français qui ont besoin de "cette chance supplémentaire d'épanouissement" à une époque où ils doivent affirmer leur identité sur le continent nord-américain tout en se prémunissant contre une trop grande assimilation au mode de vie américain. Lors de sa visite à Paris en novembre 1965, M. Jean Lesage déclarait:

"Nous sommes à notre façon un peuple témoin de la culture française en Amérique du Nord et nous entendons bien avoir des responsabilités qui découlent de cette situation particulière. Nous voulons jouer au Canada le rôle qui nous revient. Nous voulons occuper dans le secteur économique la place que nous pouvons y prendre. Nous voulons maintenir notre identité culturelle et lui permettre de s'épanouir.

Pour mener à bonne fin les tâches qui s'offrent à lui le Québec moderne sait qu'il doit agir efficacement et rapidement. Il sait qu'il peut tirer profit des expériences vécues ailleurs. Il doit pouvoir bénéficier de la collaboration économique, technique et culturelle d'autres pays. En retour il peut apporter sa propre contribution.

Les liens qui unissent dorénavant le Québec et la France sont rendus nécessaires par les événements actuels, c'est-à-dire par l'entreprise d'affirmation collective dans laquelle le Québec s'est engagé. Ils préparent les événements à venir en ce sens que, par leur apport, ils permettront à notre communauté de langue et de culture françaises de devenir davantage elle-même sans cesser d'être canadienne¹⁰⁹.

A l'échelle internationale, trois facteurs sont principalement responsables de l'intérêt croissant des Canadiens français pour les affaires internationales. Premièrement, la prise de conscience par la société québécoise de la nécessité d'"ouvrir ses frontières" pour accélérer son épanouissement; deuxièmement, la récente montée de la France dans presque tous les domaines; troisièmement, l'accession à l'indépendance politique d'une vingtaine de pays africains et asiatiques de langue française.

"Nous avons ainsi découvert, - ou redécouvert - qu'il n'y a pas que la France et le Québec à parler français mais des dizaines d'autres pays et que cet usage d'une langue commune ouvre de vastes perspectives d'échanges et de collaboration. Nous constatons que nous sommes tributaires d'une langue, non pas en voie de régression, mais au contraire en pleine expansion et nous commençons à associer à l'image du petit groupe de cinq millions de francophones submergés par les deux cents millions d'anglophones nord-américains, celle d'une nation parmi trente autres qui forment ensemble une communauté linguistique de plus de cent cinquante millions d'hommes répartis sur quatre continents.

L'arrivée à l'ONU et dans d'autres organisations internationales d'une vingtaine de pays francophones a donné à la langue française une importance et un rayonnement nouveaux¹¹⁰.

La création de liens multiples et étroits avec de nombreux pays de langue française fera que le biculturalisme sera moins considéré comme un idéal mais davantage comme un "objectif normal" de la politique étrangère canadienne. Il faudra donc que le gouvernement fédéral trouve et crée les moyens de communications adéquats pour servir ces nouveaux intérêts. Dans ce domaine, une compétition inutile doit laisser place à une plus grande coopération entre Ottawa et Québec. De son côté, le gouvernement fédéral ne doit pas s'en tenir aux compliments ayant trait à l'importance de la culture française, mais il devrait travailler concrètement à l'amélioration des relations économiques, culturelles, sociales et politiques avec la communauté française mondiale.

Section 2. L'exigence des services internationaux

Trois faits principaux démontrent que le Canada a adopté une approche de plus en plus fonctionnelle dans sa pratique internationale. Premièrement, Ottawa cherche à diversifier ses rapports internationaux. En deuxième lieu, le Canada accomplit un travail considérable au sein de presque toutes les institutions spécialisées et plusieurs organismes des Nations Unies. Enfin, on a souvent recours aux Canadiens pour faire partie des opérations pour le maintien de la paix à travers le monde. S'il est vrai que le Canada peut rendre encore des services importants en agissant à titre de médiateur international, il pourrait aussi devenir un leader des puissances moyennes en élaborant des politiques originales fonctionnelles et indépendantes.

Quelle pourrait être cette fonction particulière? Quel rôle pourrait être assigné au biculturalisme dans ce domaine? Il semble à cet effet que le dualisme canadien pourrait devenir un facteur très important dans l'élaboration d'une politique étrangère à la fois utile et efficace. Les avantages du biculturalisme dans la recherche d'une approche fonctionnelle à la politique internationale sont aisément discernables. En adoptant une politique étrangère plus équilibrée et plus représentative des deux grandes communautés canadiennes, en créant un nouvel esprit fondé

sur le respect et la compréhension mutuels entre les deux principaux groupes ethniques :

"Canada could become the envied seat of a form of federalism that belongs to tomorrow's world. Better than the American melting pot, Canada could offer an example to all those new Asian and African States who must discover how to govern their polyethnic populations with proper regards for justice and liberty"¹¹¹.

De plus, avec le développement considérable des organisations internationales fonctionnelles, le biculturalisme pourrait amener les Canadiens à jouer un plus grand rôle dans ces organismes. Les avantages qu'on peut tirer de l'habileté à maîtriser les deux plus importantes langues internationales sont immenses. La connaissance d'une langue seconde donne souvent un accès direct à des renseignements de tout premier ordre. De plus, à une époque où le fonctionnalisme international est en train de créer une standardisation des besoins et un désir universel de bien-être, le Canada avec ses richesses, ses connaissances techniques et sa dualité culturelle pourrait offrir à la communauté mondiale un grand nombre de services dont elle a besoin. Le Canada pourrait par exemple offrir plus de services aux nations africaines confrontées par des problèmes de multilinguisme, au Cameroun en particulier où le français et l'anglais sont utilisés régulièrement.

Finalement, on doit rappeler que le Canada, à cause de son caractère biculturel, a joué dans le passé et pourra continuer à jouer dans l'avenir un rôle important

dans les opérations de maintien de la paix dans les pays où la connaissance de l'anglais et du français est souvent essentielle à la bonne marche des opérations.

Comme le faisait remarquer M. Pierre Dansereau:

"Canada's avowed policy and occasional leadership have resolutely engaged in these channels and there can be much hope that what we set ourselves to prove abroad we shall demonstrate at home"112.

CHAPITRE QUATRIÈME

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA DEMOCRATIE POLITIQUE

La reconnaissance du principe du pluralisme politique marque l'un des grands moments de l'évolution de la démocratie dans le monde. Peu à peu les gouvernements se sont rendu compte qu'il était à la fois important et profitable, pour des pays où il existe d'importantes minorités, de faire reposer leurs politiques générales non seulement sur la règle traditionnelle de la majorité simple, mais sur "une majorité composée" avant de mettre en oeuvre de nouveaux programmes susceptibles d'avoir des répercussions sur l'ensemble du pays. On associe également cette notion de pluralisme à l'augmentation rapide des responsabilités de l'exécutif, au déclin général du parlementarisme et au laissez-faire économique. En réalité, il s'agit d'une véritable transformation du pouvoir politique. D'un gouvernement reposant surtout sur des élites traditionnelles le Canada est passé en moins de vingt ans à un gouvernement dirigé presque entièrement par des technocrates qui ont l'habitude de ne pas toujours s'en remettre au Parlement pour les décisions importantes et qui, de plus, ont parfois la prétention d'être les seuls et authentiques porte-parole des "forces vives" du pays.

L'acceptation du pluralisme politique a eu des conséquences dans la manière de concevoir les activités internationales canadiennes: d'un côté, il y a beaucoup plus de groupes de pression qui expriment leurs idées et leurs revendications au sujet de divers aspects des affaires internationales; d'un autre côté, le gouvernement canadien (peu importe son affiliation politique) semble de plus en plus disposé à tenir compte de ces opinions dans l'élaboration et la mise en vigueur de sa politique étrangère.

En fait, la politique étrangère canadienne commence à faire l'objet de recherches et de critiques sérieuses¹¹³. Par conséquent, le ministère des Affaires extérieures devra mieux identifier, mieux interpréter et mieux traduire dans les faits les opinions des Canadiens au sujet des affaires internationales.

A cet effet, trois points méritent d'être soulevés. On constate d'abord que les Canadiens s'intéressent beaucoup moins aux détails de la politique étrangère qu'à ceux des affaires internes du pays. Normalement, la politique étrangère ne les affecte pas directement dans leur vie privée. Deuxièmement, exception faite du débat sur les armes nucléaires, la politique étrangère canadienne n'a jamais suscité, au cours des dernières années, une controverse particulièrement acerbe entre les principaux partis politiques canadiens. Troisièmement, depuis la seconde guerre mondiale et contrairement à ce que l'on croit généralement, il n'y a pas

eu, à proprement parler, de différences fondamentales d'opinions entre Canadiens français et Canadiens anglais à propos des affaires étrangères. Il reste néanmoins que le désir des québécois d'affirmer leur personnalité sur la scène mondiale entraînera probablement des changements importants dans la formulation de la politique étrangère canadienne. M. Gérin-Lajoie déclarait en avril 1965 à un groupe d'étudiants français:

"Il nous faut prendre garde de tomber dans l'illusion que les liens avec le gouvernement fédéral permettent automatiquement à l'étranger d'avoir un contact étroit avec la communauté francophone du Canada. Pour des raisons démographiques et historiques, le gouvernement fédéral représente une entité plus anglophone que francophone. Cette situation géographique de notre pays, les liens économiques étroits qui l'unissent à son puissant voisin du sud, sa participation soutenue aux activités du Commonwealth contribuent à orienter son action politique plus naturellement en fonction des préoccupations du monde anglo-saxon".

"Les Québécois ne sauraient s'en remettre exclusivement pour l'organisation de leurs rapports culturels avec l'univers francophone, au gouvernement fédéral. Celui-ci, dans le passé, s'est toujours montré des plus circonspects en ces matières et n'a d'ailleurs manifesté que très peu d'intérêt sous ce rapport jusqu'à ces tous derniers mois. Son administration est peu familière avec la mentalité, les méthodes de travail, la langue, les cadres et les institutions d'enseignement et de culture du Québec" 114.

Cette critique assez sévère ne doit pas être considérée simplement comme une autre déclaration faite en vue

d'apaiser les demandes des groupes extrémistes au Québec. Il faut plutôt la considérer comme une proposition constructive en vue d'améliorer cette situation.

En fait, M. Gérin-Lajoie attire l'attention sur trois points importants. Premièrement, il affirme que dans le passé on a accordé assez peu d'attention au dualisme canadien dans la pratique des affaires étrangères. Deuxièmement, il souligne que le gouvernement du Québec entend jouer un rôle actif et partager avec Ottawa la responsabilité de l'amélioration des relations avec le monde francophone. Troisièmement, il prétend que le gouvernement central a développé ses relations extérieures en fonction surtout des intérêts anglo-saxons.

Il faut ajouter que contrairement à ce que croient plusieurs Anglo-canadiens, les Canadiens français informés se rendent compte des difficultés qu'il faudra surmonter si l'on accepte de réaliser les changements institutionnels et "psychologiques" qu'exigent de telles propositions. Ils sont conscients qu'un gouvernement ne peut rapidement modifier des politiques bien éprouvées et des habitudes respectées depuis de nombreuses années. Ils ne peuvent oublier non plus les limitations dépendant des liens traditionnels du Canada avec le Commonwealth et avec les Etats-Unis, et ceux qui sont aussi imposés par la géographie et la nature de l'économie canadienne. Alors que le Canada anglais est

culturellement et commercialement imbriqué dans le continent nord-américain, le Canada français fait figure "d'une île au milieu d'un océan anglo-saxon".

Tous les Canadiens français sont conscients du particularisme de leur position de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais pour la nouvelle génération de Canadiens français, l'époque de la survivance nationale est maintenant dépassée; l'ère de l'épanouissement culturel a commencé et elle doit se réaliser au plan national comme au plan international. Désormais, la voix du Canada français doit être entendue plus souvent; dès lors on démontrera que le principe du pluralisme politique est à la fois viable et pleinement réalisable. Ainsi à la suite de l'acceptation de ce principe, la politique étrangère du Canada adoptera une allure de plus en plus "populaire" et fera, par conséquent, une plus grande place au biculturalisme.

CONCLUSION

Section 1. Conséquences de la mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne

Les Canadiens abuseraient-ils de l'analyse introspective? Aux étrangers qui les examinent de près, ils laissent souvent l'image d'un peuple qui entretient sciemment des difficultés alors que, selon ces observateurs, ils ont tous les éléments pour connaître une existence sans problèmes insolubles. Les Canadiens, disent-ils, ont la curieuse habitude de s'interroger constamment sur ce qu'ils sont et sur ce qu'est véritablement leur pays. Et, comme leur pays est formé d'une mosaïque de groupes qui ont chacun la conviction "d'avoir raison" en déterminant ce que devrait être ou devrait devenir - et non ce qu'est et ce que pourrait devenir - le Canada, il leur est impossible de réaliser un consensus général sur toute question politique, en particulier sur un problème aussi difficile que celui de l'importance de la dualité culturelle dans les relations extérieures canadiennes.

Trop de Canadiens oublient peut-être qu'ils vivent dans le seul pays important qui a l'avantage d'utiliser sur le plan interne les deux langues qui sont les plus reconnues et auxquelles on a le plus souvent recours sur la

scène internationale. Il est déplorable que trop de Canadiens conçoivent encore comme une barrière et une ligne de démarcation ce que d'autres considèrent être un pont et un point de rencontre dans les rapports internationaux.

En fait, quelles seraient les conséquences d'une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne? On peut grouper sous cinq rubriques générales les avantages et les inconvénients qu'entraînerait une telle mesure.

Sous-section 1. Un affaiblissement ou un affermissement
des activités internationales?

D'abord, loin de réduire l'activité internationale du Canada, une plus grande reconnaissance du biculturalisme favoriserait un accroissement d'échanges de toutes sortes avec les autres membres de la communauté mondiale. Elle conférerait au Canada une compétence plus grande et lui permettrait d'exercer une influence plus étendue sur la scène mondiale. Comme le déclarait en 1965, M. Louis Bérubé:

"Le rôle de notre pays sur la scène internationale gagnera en importance et répondra à nos caractéristiques ethniques et culturelles à mesure que nous pourrons faire bénéficier davantage de nos efforts un plus grand nombre de pays francophones en même temps que les autres. Nous pourrons alors plus pleinement réaliser ce que l'on est en droit d'attendre de nous"¹¹⁵.

En faisant plus souvent appel à des personnes, des groupes, des institutions particulièrement compétents tant dans le milieu anglophone que dans la société francophone, le Canada serait mieux préparé, mieux équipé pour agir sur le plan international. On aime à répéter - et c'est vrai dans bien des cas - qu'il y a peu de Canadiens français qui peuvent offrir une expertise dans plusieurs domaines des relations internationales: au niveau des échanges scientifiques et commerciaux par exemple. Mais on oublie que bien des Canadiens français influents dans le monde de la science et des affaires ne veulent pas entrer au service du gouvernement fédéral sur une base permanente. Pourquoi alors le gouvernement canadien ne recourrait-il pas plus souvent pour une courte période (il le fait déjà sur une échelle limitée) aux services de certains spécialistes d'expression française? Une telle pratique pourrait être suivie avantageusement dans presque tous les secteurs de la vie internationale auxquels s'intéresse le Canada.

Le fait que plusieurs Canadiens puissent parler le français et l'anglais leur permet souvent d'agir avec plus de célérité sur la scène internationale. D'ailleurs il est évident que la connaissance de ces deux langues représente un avantage précieux; en effet, dans plusieurs institutions spécialisées, le français et l'anglais sont exigés comme une condition d'entrée pour de nombreuses catégories d'agents et d'employés.

Si le Canada ne comptait que des anglophones, on peut supposer que le pays ne donnerait pas autant d'importance à ses rapports avec le monde de tradition latine. Les Canadiens anglais n'ont jamais réclamé avec éloquence une intensification de tels rapports, sauf à de rares exceptions lorsqu'il s'est agi d'augmenter les échanges avec l'Amérique latine. En réalité, sans la présence des Canadiens de langue française, le Canada agirait sur le plan interne de la même manière que les Etats-Unis, et sur le plan international un peu à la façon de l'Australie - du moins en ce qui concerne les relations avec la communauté française internationale. Cependant la présence des Canadiens français pousse Ottawa à développer des échanges de cette nature: en même temps, elle permet au Canada d'exercer une certaine influence dans ces pays. L'inverse est aussi vrai. Tous ces pays peuvent faire valoir leurs intérêts au Canada. Mais il ne faut pas croire que ce sont dans ces seuls pays que l'influence du Canada peut augmenter mais bien dans toutes les sphères de la vie internationale. Grâce à son caractère biculturel, le Canada sera plus apte à comprendre et plus susceptible d'aider d'autres Etats avec qui il a des affinités linguistiques et culturelles. Mais ce faisant, il ne faudrait tout de même pas que le Canada veuille jouer les bons samaritains et qu'il oublie ses intérêts fondamentaux!

Sous-section 2. Politiques internationales contradictoires
ou complémentaires?

Une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans les relations étrangères canadiennes pourraient-elles bouleverser considérablement les programmes internationaux du Canada? Une analyse sérieuse amène une réponse négative; en effet une telle politique n'implique pas une réduction des échanges ou des changements de programmes mais bien une expansion de ceux-ci.

Aucun observateur n'oserait prétendre qu'une extension des rapports avec l'Amérique latine et la communauté francophone générerait sérieusement l'action du Canada dans l'O.N.U., le Commonwealth ou le plan de Colombo. D'ailleurs, au moment où les intérêts de la Grande-Bretagne (en regard de son entrée dans la Communauté économique européenne)) et ceux des Etats-Unis (au sujet de l'avenir de l'OTAN) sont opposés à ceux de la France, le Canada peut jouer un rôle constructif dans la solution de ces problèmes: à un niveau très effacé dans le premier cas, mais sur une échelle importante dans le second.

La place et le rôle de l'Europe augmentent d'année en année dans la création d'une "Communauté Atlantique". En s'appuyant sur sa dualité culturelle, le Canada est particulièrement bien placé pour exercer une influence positive dans ce long travail de construction et permettre que l'Europe soit plus présente et mieux comprise dans la vie nord américaine. Le Canada d'ailleurs a beaucoup d'avantages pratiques à

gagner en développant ses rapports économiques, techniques et culturels avec les pays du Marché commun.

Enfin, on entend souvent le reproche suivant: les Canadiens français veulent développer des échanges avec l'Afrique francophone au détriment de toutes les relations extérieures existantes et surtout aux dépens des programmes actuels de l'aide à l'étranger. Une enquête déjà mentionnée dans cet essai¹¹⁶ a montré que la très grande majorité des Canadiens français étaient favorables à l'aide du Canada aux pays membres du plan de Colombo. Ce qu'ils réclament, ce n'est pas une diminution de cette aide, mais une augmentation globale qui permettrait qu'on alloue des sommes plus importantes aux projets d'assistance aux pays de l'Afrique francophone.

Il ne faudrait pas toutefois exiger que cette assistance soit divisée entre tous les pays francophones d'Afrique. Mieux vaut concentrer les efforts dans quelques pays et y réaliser des projets durables plutôt que de diviser en vain les crédits et les énergies. Ce genre d'"assistance dispersée" - est nécessaire, cela va de soi - mais doit être surtout l'oeuvre des associations et institutions privées et non celle du gouvernement canadien.

Il existe, on le comprendra, des facteurs de résistance très importants à l'application de nouveaux programmes d'aide à l'Afrique francophone. La mise en place d'un tel système requiert beaucoup de temps, d'argent et de talent.

Ces pays qui ont récemment accédé à l'indépendance ont peu de contacts avec le Canada. D'autre part, le Bureau de l'Aide prétend qu'il est du ressort du ministère des Affaires extérieures d'établir des postes dans ces pays. Le ministère, de son côté, soutient qu'il n'a pas suffisamment d'agents et de crédits pour ouvrir ces postes dans un avenir rapproché. En attendant les contacts sont peu fréquents et les communications très lentes entre le Canada et la plupart de ces jeunes Etats.

En somme, en attendant des missions permanentes, il serait possible de nommer, comme le font certaines agences américaines, des délégués itinérants. Une telle proposition si elle était reçue permettrait d'améliorer la situation actuelle.

Sous-section 3. Une dépendance ou une autonomie accrue?

Les traditions, la géographie, l'histoire et les intérêts économiques ont fait du Royaume-Uni et des Etats-Unis les partenaires les plus importants du Canada; tous deux sont de culture anglaise. Les liens que le Canada possède avec ces deux pays sont si importants que certains observateurs politiques n'hésitent pas à dire que le "triangle atlantique" repose sur des fondements indestructibles.

Mais il faut reconnaître que le Canada n'a jamais pu agir complètement en marge de la Grande-Bretagne, ou des

Etats-Unis. Lorsque l'influence britannique a commencé à diminuer, c'est l'impact américain qui s'est fait de plus en plus sentir au Canada. En réalité, si le Canada veut conserver son identité et développer sa personnalité internationale, il doit tirer profit de ce qui le différencie des Etats-Unis: en particulier sa situation de puissance moyenne et sa physionomie culturelle.

On a souvent dit que le Canada n'avait jamais réussi à trouver (sur la scène internationale) un style et un ton qui lui seraient propres. Cette critique est sûrement exagérée. D'un autre côté, il n'est pas exagéré d'affirmer que le Canada n'a pas su miser suffisamment sur sa dualité culturelle, laquelle lui confère une originalité que ne possède aucun autre Etat.

Il ne faudrait tout de même pas supposer que la mise en oeuvre du biculturalisme dans la pratique internationale canadienne libérera automatiquement le Canada de l'influence "omniprésente" des Etats-Unis. Mais un fait est certain: ce phénomène n'accélérera pas le processus d'américanisation dans lequel le Canada est engagé. Au contraire, il permettra au Canada de créer des nouveaux points d'appui, susceptibles de lui donner une plus grande originalité sur la scène internationale. Ainsi, en acceptant de collaborer à l'ONU avec les représentants des délégations de langue française qui entreprenaient récemment une action solidaire pour maintenir et développer l'usage de la langue française dans

l'Organisation, le Canada a manifesté son désir d'être considéré comme une puissance qui appartenait de plein droit à ce groupe de plus de trente pays francophones qui forment presque un tiers des membres de l'ONU. C'est un geste minime mais concret qui permet au Canada de manifester un aspect de son originalité culturelle.

Sous-section 4. Une image plus précise ou déformée du Canada à l'étranger?

Mais, d'un autre côté, si le Canada veut améliorer son image biculturelle à l'étranger, il doit aussi apporter des changements importants à Ottawa. En effet, tant que la plupart des hauts fonctionnaires, responsables dans plusieurs ministères de l'élaboration des rapports internationaux du Canada, ne seront pas convaincus de l'importance du biculturalisme, on ne peut s'attendre à des changements radicaux. En réalité, aussi longtemps que les Canadiens français n'exerceront pas un plus grand contrôle sur l'appareil administratif, les chances de succès d'une telle politique ne sont pas très grandes. Contrairement à ce que prétendent plusieurs, ce n'est pas le nombre des Canadiens français qui importe avant tout, mais la qualité de ceux qui accèdent aux postes de commande. Eux seuls, appuyés d'une opinion publique alertée et d'un Québec fort, pourront faire modifier sensiblement des politiques internationales solidement ancrées et axées sur des thèmes qui font surtout appel aux

sentiments des Canadiens d'expression anglaise. De plus, si le Canada veut offrir au monde une image qui reflète sa dualité culturelle, il se doit de veiller à ce que ses agents, ses publications, ses exhibits à l'étranger en soient la preuve tangible et vivante.

Enfin, le Canada doit voir à ce que tous ses représentants à l'étranger - il s'agit surtout des experts - soient très bien choisis. Il est déplorable de constater que de nombreux experts ou enseignants n'ont pas la compétence voulue ou s'expriment trop mal pour accomplir une action bénéfique dans les pays en voie de développement. Loin d'aider à projeter une bonne image du Canada, ils causent un tort considérable au pays. Le gouvernement devrait aussi encourager les associations privées à mieux sélectionner les candidats qu'elles envoient à l'étranger.

En somme, une plus grande mise en oeuvre du biculturalisme dans la politique étrangère canadienne - si l'on tient compte des réserves énoncées plus haut - ne peut que relever l'image du Canada dans le monde. Mais il faudra attendre encore plusieurs années avant d'en arriver là.

Sous-section 5. Une source de difficultés ou de stabilité?

Finalement, on peut soulever la question suivante: le biculturalisme sera-t-il une source de difficultés ou de stabilité plus grande dans la pratique extérieure du Canada? A l'échelle canadienne, on peut prévoir que des difficultés

sérieuses surgiront. Ainsi on peut douter sérieusement que tous les francophones responsables de la création ou de l'administration d'un programme international à Ottawa ne puissent bientôt utiliser le français comme langue de travail. A l'exception du ministère des Affaires extérieures, on ne voit pas le jour où l'usage du français sera "chose courante" dans la plupart des ministères, dont le rôle international est de plus en plus important (v.g. la Défense, les Finances et l'Industrie et Commerce, les Transports). Toutefois on pourrait palier quelque peu à cette carance en établissant des politiques qui obligerait les hauts fonctionnaires à mieux tenir compte des intérêts des francophones. Ceci s'applique particulièrement au Bureau de l'Aide extérieure où de nombreux fonctionnaires anglophones ne cachent pas leur peu d'enthousiasme pour les programmes d'assistance à l'Afrique francophone.

Il est donc urgent que l'on établisse une sorte de bureau de coordination qui veillerait à ce que tous les programmes internationaux du Canada et à ce que toutes les délégations canadiennes à l'étranger reflètent mieux la dualité culturelle du pays.

A courte échéance, le biculturalisme causera des difficultés dans la formulation des "relations extérieures du Canada", car il obligera à modifier des méthodes éprouvées qu'on jugeait "efficaces" et "rentables". Mais, convient-il de le répéter, on ne peut imaginer que la mise en oeuvre de ce principe

puisse créer des problèmes majeurs à l'échelle internationale. Les difficultés qu'il présente au niveau canadien n'existent pas à proprement parler au plan international où l'on a tendance à juger le bilinguisme et le biculturalisme comme des avantages précieux plutôt que des inconvénients majeurs.

Section 2. Jugement général

Il fut un temps où les relations entre les Etats se limitaient aux rapports de guerre et de paix. Par la suite, les échanges commerciaux ont pris une importance remarquable. Aujourd'hui les relations techniques, intellectuelles et culturelles ont acquis une place de premier plan. Le Canada n'a pas encore découvert tout ce qu'il peut acquérir et tout ce qu'il peut donner, en raison de sa situation économique et de son identité culturelle. En effet, le Canada a des affinités directes avec les pays les plus riches; mais la nature de son développement économique lui permet de mieux comprendre les problèmes de nombreux Etats moins favorisés.

Le Canada présente ainsi un cas paradoxal. C'est un pays jeune, riche, qui n'a aucune ambition coloniale. Pour ces raisons, il est grandement envié presque partout dans le monde, même si les Grandes Puissances ont tendance à l'oublier souvent. C'est un pays industrialisé qui se classe parmi les plus grands commerçants du monde, mais dont l'économie est surtout fondée sur l'extraction des matières premières et

sur l'agriculture. L'éducation y a atteint un haut niveau mais la population est toujours à la recherche d'une culture authentique. Le Canada offre, par conséquent, des points de ressemblance avec les jeunes Etats du monde. Naturellement on ne saurait pousser trop loin l'analyse des similitudes entre le Canada et ces pays. Ce n'est pas tellement au niveau des faits mais au niveau du processus d'évolution économique, sociologique et culturelle qu'il faut établir un rapprochement entre eux.

Au moment où les grands problèmes internationaux semblent de plus en plus axés sur les rapports entre les Etats riches et les nations en voie de développement, le Canada pourrait alors jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale.

Ce rôle, qu'il peut fonder en partie sur une nouvelle conception du biculturalisme, consacrera à nouveau l'approche à la fois réaliste et idéaliste que le Canada tente d'adopter dans ses activités internationales.

Une politique étrangère réaliste oblige le Canada à profiter davantage de ce qui le distingue des Etats qui réduisent son influence ou diminuent son identité et à miser sur ce qui le rapproche des nations avec lesquelles il peut oeuvrer dans un plus grand esprit d'égalité, ou auprès desquelles il peut exercer une influence importante.

D'autre part le Canada est voué à demeurer pour très longtemps une puissance moyenne et à jouer le rôle

de "médiateur" dans la communauté mondiale. Ceux qui voudraient que le Canada abandonne ce rôle de médiateur pour jouer un "vrai rôle" devraient se rendre compte qu'ils feraient diminuer en pratique une influence canadienne qu'ils espéraient voir augmenter. Le meilleur moyen pour le Canada d'acquérir une place internationale prépondérante est de développer ce rôle particulier de conciliateur "idéaliste" qui lui confère un style original et efficace que très peu de pays peuvent se vanter de posséder à l'heure actuelle. En somme, mieux vaut être un excellent arbitre qu'un piètre joueur.

Le Canada doit préserver son caractère de "disponibilité" sur la scène mondiale tant dans la recherche de solutions pacifiques aux crises internationales qu'au niveau des services et de l'aide qu'il peut offrir. Si le Canada peut agir dans des régions où la présence des grandes puissances est indésirable, il doit par ailleurs collaborer à l'oeuvre qu'accomplissent ces Etats dans le domaine de l'assistance aux pays en voie de développement. Voilà pourquoi le Canada devrait profiter des avantages que lui confère une dualité culturelle qui lui "ouvre" des postes dans plusieurs pays qui ont réellement besoin de son aide. Une plus grande reconnaissance du biculturalisme inciterait le Canada à pratiquer un certain "désintéressement" et une politique idéaliste dans bien des cas. En réalité, l'importance et le rôle du biculturalisme dans les activités internationales canadiennes

sont étroitement liés à la préservation d'une indépendance nationale et à une interdépendance nouvelle entre le Canada et de nombreux pays de la communauté internationale. Ce sont là deux objectifs que le Canada doit poursuivre s'il veut continuer d'exercer un rôle de premier plan sur la scène mondiale.

Louis Sabourin

INDEX DES PROPOSITIONS

La table des matières étant suffisamment détaillée (i-viii), l'auteur n'a pas cru souhaitable de préparer un index des principales idées énoncées au cours de ce travail (v.g. p.21). Toutefois, même si un essai ne comporte pas habituellement de recommandations précises, il a cru désirable faire un certain nombre de propositions qui lui semblent susceptibles de donner une plus grande importance et un rôle accru au biculturalisme dans les activités internationales du Canada.

Celles auxquelles l'auteur attache le plus d'importance peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes:

1. Etablissement de bureaux de coordination

- a. Entre les ministères et bureaux fédéraux responsables des activités internationales du Canada pour assurer un plus grand respect du biculturalisme, p. 12 à 15, p. 161.
- b. Entre Québec et Ottawa pour empêcher le dédoublement des programmes internationaux, p. 18-19, p. 70, p. 96.

2. Réforme du bureau de l'Aide extérieure

- a. Création d'une section francophone complètement autonome, p. 73.
- b. Sélection plus rigoureuse des experts que l'on envoie en Afrique francophone, p. 160.

c. Augmentation de l'assistance aux pays francophones, p. 73, p. 120.

d) Centraliser les efforts dans quelques pays, p. 156.

3. Urgence et nécessité de la double compétence linguistique pour tous les agents canadiens responsables des activités internationales du Canada, p. 20, 81-82, 117, 119.

4. Extension des rapports avec certains pays étrangers

a. Avec le monde francophone (Afrique), p. 82, 86, 120.

b. Avec l'Amérique Latine, p. 20.

c. Avec l'Europe, p. 155.

d. Diversification du commerce, p. 99.

5. Situation constitutionnelle

Reconnaissance du statut particulier du Québec, p. 95-96, 118, 124.

6. Propositions particulières

a. Nommer des ambassadeurs itinérants, p. 157.

b. Avoir recours plus souvent aux services d'experts d'expression française pour des périodes de courte durée, p. 153.

c. Affirmer le caractère français du Canada dans les organisations internationales, p. 144, 159, 160.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Il faut naturellement tenir compte de la contribution des groupes qui ne sont pas d'origine britannique ou française. On ne peut pas nier la part de ces groupes mais il faut reconnaître que les deux peuples fondateurs ont toujours eu, en plus de leurs droits constitutionnels, une importance numérique et une vie institutionnelle qui leur méritent une reconnaissance spéciale dans les cadres politiques du pays.
2. "Culture" est entendu ici dans son sens le plus large comme l'ensemble des habitudes acquises et transmises par une société. Son "outillage mental", ses coutumes, son langage, ses idéaux, sa vision du monde, "l'actualisation de son héritage". Voir Fernand Dumont, De quelques obstacles à la prise de conscience chez les Canadiens français. Cité Libre, janvier 1958, p. 22.
3. Cette idée fut énoncée principalement par M. John Holmes, président de l'Institut canadien des Affaires internationales de Toronto, et qui fut, de 1953 à 1960, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada. Plusieurs contestent le sens de puissance moyenne (en anglais "middle power"). Ils soutiennent que toute puissance peut désormais jouer un rôle important à condition qu'elle ait les compétences requises pour mener à bien ces propositions et ces interventions. Voir John Holmes, The Diplomacy of a Middle Power, dans The Atlantic Monthly, vol. 214, n° 3, novembre 1964, p. 106.
4. Au cours des deux dernières années, l'auteur de ce mémoire a rencontré plus de quatre cents hauts fonctionnaires dans le cadre de séminaires organisés par la Commission du Service civil. Un très grand nombre de ces fonctionnaires semblent prêts à accepter l'idée d'une "politique étrangère étagée". La majorité d'entre eux conçoivent l'idée du biculturalisme en fonction des rapports avec le monde francophone uniquement et non en fonction de toutes les relations que le Canada entretient avec des pays étrangers. Voir Louis Sabourin, Biculturalism and Canadian Foreign Policy, dans Canada's Role as a Middle Power, J. King Gordon, (éd.), Toronto, C.I.I.A., 1966, p. 167-193.
5. Paul Gérin-Lajoie, Le Devoir, samedi 1er mai 1965.

6. Voir en particulier Louis S. St-Laurent, The Foundation of Canadian Policy in World Affairs, Toronto, University of Toronto Press, 1947.
7. Lester B. Pearson, Discours à la Chambre des Communes, lundi le 20 mai 1963, reproduit dans Le Devoir, mercredi le 23 mai 1963.
8. Voir en particulier la lettre de E. Manning, premier ministre de l'Alberta en réponse à la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, dans le Rapport préliminaire de la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, Appendice III (version française), p. 162.
9. Jean Lesage, Discours à Saskatoon, dans Le Devoir, 21 septembre 1965.
10. Noël Dorion, Discours au Club Kiwanis de Sillery de Ste-Foy, Le Devoir, jeudi le 8 juin 1961.
11. Gerald Clark, Canada: The Uneasy Neighbour, Toronto-Montréal, McClellan & Stewart Limited, 1965, p. 417.
12. F. H. Soward et al., Canada in World Affairs: The Pre-War Years, Toronto, Oxford University Press, 1941, p. 12.
13. James Eayrs, Canada in World Affairs: October 1955 to June 1957, Toronto, Oxford University Press, 1959, p. 15.
14. Voir en particulier l'éditorial de Claude Ryan dans Le Devoir du vendredi 15 novembre 1963. Celui-ci s'en prend aux préjugés du Canada anglais à l'endroit de l'Amérique Latine:
"Il est temps que notre politique étrangère reflète davantage la dualité culturelle au pays. Il est temps que les dominateurs anglophones de nos services de relations extérieures comprennent les liens profonds qui pourraient amener notre pays, en particulier le Canada français, à jouer un rôle de premier plan en Amérique Latine".
15. Jean-Marc Léger, Le Devoir, samedi le 9 décembre 1961.
16. Claude Julien, Le Canada dernière chance de l'Europe, Paris, Bernard Grasset, 1965, p. 278.
17. Paul Martin, Discours au Club des Relations Internationales de l'Université de Montréal, (texte photocopié), le 12 mars 1966.

18. Jean-Charles Falardeau, Dualité de culture et gouvernement d'opinions au Canada, dans Opinions publiques II (Centre de Sciences Politiques de l'Institut Juridique de Nice), Nice, Presses Universitaires de France, 1957, p. 318.
19. Ce n'est qu'en 1909 que fut créé le premier Secrétariat d'Etat aux Affaires extérieures du Canada. Au début de la seconde guerre mondiale, le ministère n'employait qu'une trentaine de personnes. Voir aussi l'étude de James Eayrs, The Origins of the Department of External Affairs, dans Canadian Journal of Economics and Political Science, volume XXV, mai 1957, p. 109-128.
20. Pour cette période, les études suivantes méritent d'être consultées:
 - E. H. Armstrong, The Crisis of Quebec (1914-1918), New York, Columbia University Press, 1937.
 - G. Bergeron, Le Canada français: Du provincialisme à l'internationalisme, dans Hugh L. Keenlyside et al... The Growth of Canadian Policies in External Affairs, Durham, N.C., Duke University Press, 1960, p. 107-112.
 - J. C. Falardeau, Dualité de culture et gouvernement d'opinions au Canada, dans Opinions Publiques, op. cit., note 18, p. 326-332.
 - G. P. de T. Glazebrook, A History of Canadian External Relations, Toronto, Oxford University Press, 1950.
 - Mason Wade, The French Canadians, Toronto, Macmillan Co. of Canada, 1958, chapitres X, XI, XII, XIII, p. 536-862.
21. Henri Bourassa, Lettre à Sir Wilfrid Laurier, citée dans le numéro spécial Le Devoir en hommage à Henri Bourassa, samedi le 25 octobre 1952; 9, 13; voir aussi The French Canadians and the British Empire, Londres, Monthly Review, juin 1902.
22. J.-C. Falardeau, Dualité de culture et gouvernement d'opinions au Canada, dans Opinion Publique, op. cit., note 18, p. 328.
23. Le meilleur exposé demeure toujours celui de E. H. Armstrong, The Crisis of Quebec, op. cit., note 20; voir aussi le récit de Mason Wade dans The French Canadians, op. cit., note 20, p. 708-780.
24. Gaddis Smith, Canadian External Affairs During World War I, dans Keenlyside et al... The Growth of Canadian Policies in External Affairs, op. cit., note 20, p. 54.

25. Il y avait seulement deux Canadiens français dans le cabinet fédéral de 1917.
26. Gérard Bergeron, op. cit., note 20, p. 109.
27. Voir F. H. Soward, L'évolution du statut international du Canada, dans l'Annuaire du Canada, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1952-1953, p. 105-108.
28. Cité par Mason Wade dans The French Canadians, op. cit., note 20, p. 807.
29. Gérard Bergeron, Le Canada français: Du provincialisme à l'internationalisme, dans Keenlyside et al, The Growth of Canadian Policies in External Affairs, op. cit., note 20, p. 112.
30. Pour la période de l'entre-deux guerres les sources suivantes méritent d'être retenues:
 - Gérard Bergeron, op. cit., note 20, p. 113-120.
 - James Eayrs, A Low Dishonest Decade: Aspects of Canadian External Policy 1931-1939, dans Keenlyside et al, The Growth of Canadian Policies in External Affairs, op. cit., note 20, p. 59-80.
 - Nicolas Manseng, Survey of British Commonwealth Affairs: Problems of External Policy 1931-1939, London, Oxford University Press, 1952.
 - F. R. Scott, Le Canada d'aujourd'hui, Montréal, Editions du Devoir, 1939.
 - Mason Wade, The French Canadians, op. cit., note 20, chapitre XIII, p. 781-857.
31. Escott Reid, Canada and the Threat of War, U. of T. Quarterly, janvier 1937, cité par F. R. Scott, dans Le Canada d'aujourd'hui, op. cit., note 31, p. 180.
32. Voir en particulier F. D. Roosevelt, "We shall not stand idly by: Our Canadian Position". Address, Queen's University, August 18, 1930, dans Vital Speeches of the Day, 4: 680-15.1, 1938.
33. Gustave Lanctôt et Jean Bruchési, Les Canadiens français et leurs voisins du Sud, Montréal, Editions Bernard Valiquette, et New Haven, Yale University Press, 1941.
34. Cité par F. H. Soward dans Canada in World Affairs: The Pre-War Years, op. cit., note 12, p. 24.

35. Voir à cet effet la déclaration du délégué apostolique au Canada, Mgr Antoniutti, dans Le Devoir du 14 juillet 1938; cité par James Eayrs dans Canada in World Affairs: October 1955 to June 1957, op. cit., note 13, p. 15-16.
36. Déclaration de Paul Martin, citée par R. A. Mackay et E. B. Rodgers, dans Canada Looks Abroad, Toronto, Oxford University Press, 1938, p. 269.
37. Voir "S", Embryo Fascism in Quebec, Foreign Affairs, volume XVI, n° 3, avril 1938.
38. Neil Morrison, Vue d'un Canadien anglais sur notre politique extérieure, dans L'Action Nationale, volume XI, n° 5, mai 1938, p. 400.
39. W. L. Mackenzie King, Débats de la Chambre des communes, Ottawa, Imprimeur du Roi, IV^e session, 18^e Législature, volume 3, 30 mars 1939, p. 2458.
40. L'Action Catholique du 2 septembre 1939, cité par Mason Wade, dans The French Canadians, op. cit., note 20, chapitre XV, p. 353.
41. On ne saurait énumérer toutes les sources utilisées pour l'étude de cette période. Nous avons eu recours principalement aux auteurs suivants:
 - Gérard Bergeron, op. cit., note 20, p. 115-120.
 - R. M. Dawson, Canada in World Affairs, 1939-1941, Two Years of War, Toronto, Oxford University Press, volume II, 1943.
 - Jean Charles Falardeau, op. cit., note 18, p. 332-335.
 - André Laurendeau, La Crise de la conscription, 1942, Montréal, Editions du Jour, 1962.
 - André Siegfried, Le Canada, Puissance Internationale, Paris, Armand Colin, chapitre XVI, p. 243-253.
 - Lingard & Trotter, Canada in World Affairs 1941-1944, Toronto, Oxford University Press, 1946.
 - Mason Wade, op. cit., note 20, chapitre XV.
42. K. C. Wheare, Federal Government, Toronto-London, Oxford University Press, 1963, p. 204, et le Rapport Rowell-Sirois, Livre I, p. 94-95.
43. Adélard Godbout, Canada: Unity in Diversity, Foreign Affairs, volume 21, avril 1943, p. 452-461.
44. F. R. Scott, Le Canada d'aujourd'hui, op. cit., note 30, p. 179.

45. James Eayrs, The Art of the Possible, Toronto, University of Toronto Press, 1961, chapitre V, p. 140.
46. J. Bartlet Brébner, North Atlantic Triangle, New Haven, 1945, p. 319.
47. Pour cette période les ouvrages essentiels à consulter sont:
- John Holmes, The Diplomacy of a Middle Power, dans The Atlantic - a special supplement on Canada, novembre 1964, p. 106-114; Canadian External Policies since 1945, International Journal, printemps 1963, volume XVIII, no 2, p. 137-147.
- Canadian Annual Review (1960 à 1964), publié par J. T. Saywell, Toronto, University of Toronto Press, chapitres sur External Affairs and Defence.
- L. St-Laurent, The Foundation of Canadian Policy in World Affairs, Toronto, Toronto University Press, 1947.
- André Siegfried, Le Canada, Puissance Internationale, op. cit., note 41, chapitre XVII.
- Dans la série Canada in World Affairs, Toronto, Oxford University Press, voir:
- R. A. Spencer, From UN to NATO, 1946-1949
- W.E.C. Harrison, From 1949 to 1950
- D. S. Keirstead, From September 1951 to October 1953
- C. Masters, From 1953 to 1957
- J. Eayrs, From October 1955 to June 1957
- R. A. Preston, From 1959 to 1961
48. Ramsey Cook and John T. Saywell, Canada, A Modern Study, Toronto, Ryerson Press, 1964, chapitre XVIII, p. 240-241.
49. Gérard Bergeron, op. cit., note 20, p. 129.
50. Voir John Holmes, Canadian External Policies Since 1945, op. cit., note 47.
51. Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur de la Reine, chapitre XXII, partie II, p. 988.
52. James Eayrs, Canada in World Affairs, op. cit., note 13, p. 13.
53. Le Canada et la Crise de Corée, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950.

54. Miriam Chapin, Contemporary Canada, New York, Oxford University Press, 1959, p. 299.
55. Voir dans Miriam Chapin, op. cit., note 57, p. 288, cette note intéressante pour l'étude du biculturalisme et de la politique étrangère canadienne:
"A speech delivered in French by a French Canadian member of the UN Canadian delegation upheld the French contention that the war in Algeria is an internal matter and of no concern to the international body. Apparently French colonialism is less abhorrent to Quebec than other varieties. The argument was that the reforms offered by France could bring peace to North Africa. Nevertheless the Department of External Affairs knew that the Arab bloc would bring the question up again and again, and so warned France that this was a suspended sentence".
56. Gérard Bergeron, op. cit., note 20.
57. Claude Galarnéau, Les Echanges culturels franco-canadiens depuis 1763, dans Recherches et Débats du Centre Catholique des Intellectuels Français, Paris, Librairie Arthème Fayard, mars 1961, p. 68-78.
58. Frank Scott, Le Canada d'Aujourd'hui, op. cit., note 31, p. 143.
59. De bons exemples:
a) le 18^e Congrès de l'ACELF (Association canadienne des éducateurs de langue française) qui avait choisi pour thème de son congrès annuel (septembre 1965), "L'Accession du Canada français à la vie internationale";
b) Le colloque de l'Institut canadien d'éducation des adultes sur "Le Canada français et l'Afrique francophone", Montréal, 21, 22 et 23 janvier 1965;
c) L'article de Pierre St-Germain dans La Presse du jeudi 6 janvier 1966: 1965 a inauguré une ère de coopération franche et intense entre la France et le Québec.
60. Gérard Bergeron, op. cit., note 20, p. 126.
61. Ibid., p. 126.

62. Les critiques majeures sont contenues dans le Mémoire du Conseil de la vie française en Amérique à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Québec, Editions Ferland, 1963, p. 206.
63. Marcel Cadieux, Discours au Congrès du CRI à l'Université de Montréal, le samedi 7 mars 1964. (Texte photocopié).
64. Il serait intéressant de comparer dans quelle langue sont rédigés proportionnellement les nombreux télégrammes, dépêches, mémoranda, qui émanent quotidiennement des ministères d'Ottawa.
65. Paul Martin, Discours au Canadian Club de Toronto, le lundi 31 janvier 1966. (Texte photocopié).
66. Paul Tremblay, Discours prononcé à l'occasion du 18e congrès annuel de l'ACELF, dans Le Devoir, le samedi 18 septembre 1965.
67. Peter C. Bryant, Canada's External Aid Programme, Toronto. 1965.
68. Jean-Pierre Fournier, Le Devoir, le jeudi 17 juin 1965.
69. Voir en particulier Paul Martin, Le Devoir, lundi le 4 septembre 1965.
70. Cette question a fait l'objet de nombreuses études:
 - Deener, Treaty-Making Power in a Federal Parliamentary System, Case of Canada, dans Proc. Am. Soc. Int. Law, janvier 1950, 288;
 - J. Y. Grenon, De la conclusion et de la mise en oeuvre des traités au Canada, dans Canadian Bar Review, 1960, 262;
 - W.A.M. Mackenzie, Canada and the Treaty-Making Power, dans Canadian Bar Review, 1947, XXV, 458;
 - Claude Ryan, Les revendications internationales du Québec sont-elles hérétiques?, dans Le Devoir, 3 mai 1965;
 - Laurier Lapierre, Quebec and Treaty-Making Power, dans International Journal, été 1965, volume XX, no 3, p. 363-366;
 - J. Y. Morin, Le Treaty-Making Power dans les fédérations, dans l'Annuaire Canadien de Droit International, 1965, volume III, no 3; Vancouver, The Publication Center, University of Vancouver, B.C.;
 - G. J. Szablowski, Creation and Implementation of Treaties in Canada, dans Canadian Bar Review, janvier 1956, volume XXXIV, p. 28-59.

71. Pour la rédaction de cette section, l'auteur s'est inspiré de son article Politique étrangère et Etat du Québec, dans International Journal, volume XX, n° 3, 1965, p. 350-361.
72. A.-G. for Canada v. A.-G. for Ontario 1937 AC 326.
73. Louis Sabourin, La constitution canadienne limite-t-elle notre participation aux conventions internationales?, dans le Bulletin des Anciens de l'Université d'Ottawa, (1964), tome 14, n° 1, p. 13.
74. Pour une étude détaillée de la question, voir J. Y. Morin, op. cit., note 70. Voir aussi H. W. Stoke, The Foreign Relations of the Federal State, Baltimore, The John Hopkins Press, 1931.
75. Pour la position du Québec, voir Paul Gérin-Lajoie, Discours au Corps consulaire de Montréal, Le Devoir, 14 et 15 avril 1965.
76. La position d'Ottawa est émise dans un memorandum du ministère des Affaires extérieures, publié dans Le Devoir, 20 avril 1965.
77. Gérard Pelletier, Le Devoir, mercredi le 8 septembre 1965.
78. L. B. Pearson, Globe and Mail, le 9 janvier 1964.
79. Ces chiffres sont tirés pour la plupart de l'Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, chapitre XXII, Commerce extérieur, Partie II, Statistique du Commerce extérieur, p. 961-986.
80. Guillaume de Maillard, La France et le Québec, dans Cité Libre, nouvelle série, décembre 1963, XVIIe année, n° 62, p. 1-4.
81. Jean-Luc Pépin, Discours à la Chambre de Commerce française au Canada, le 26 mars 1965. (Texte photocopié, p. 2).
82. Jean-Luc Pépin, ibid., p. 16.
83. Paul Martin, Discours au Club des Relations Internationales de l'Université de Montréal, samedi le 12 mars 1966. (Texte photocopié, p. 13).
84. Extrait d'un rapport de James MacAvity, dans The Gazette, Montréal, le 19 mai 1965.

85. Robert M. Fowler, The Impact of American Business, dans The Atlantic, a special supplement on Canada, novembre 1964, volume 214, n° 5, p. 120.
86. Walter L. Gordon, Le Devoir, 18 novembre 1960.
87. Royal Commission on Canada's Economic Prospects (Final Report), Ottawa, Queen's Printer, 1958.
88. Robert M. Fowler, op. cit., note 85, p. 120.
89. L'histoire de cette question a été étudié par André Patry, Les Relations Internationales du Québec, allocution prononcée à la 10^e session annuelle du cours de formation nationale organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste, (texte polycopié), Trois-Rivières, le 3 octobre 1964; voir aussi Louis Sabourin, Politique étrangère et Etat du Québec, dans International Journal, été 1965, volume XX, n° 3, p. 350-361.
90. Yves Rolland, Le Québec à la conquête de la France et l'action économique de la délégation du Québec à Paris, dans Commerce, novembre 1965, volume 67, n° 11, p. 56-59.
91. Le Devoir, jeudi le 20 mai 1965.
92. Jean-Pierre Fournier, Le Devoir, jeudi le 17 juin 1965.
93. Le Devoir, 7 juin 1965.
94. Il n'est pas du ressort de cet exposé de discuter la question de l'entrée du Canada dans l'OEA. Pour des points de vue différents sur la question, consultez les sources suivantes:
 - André Laurendeau, Le Canada et les Amériques, Le Devoir, mardi le 16 mai 1961.
 - Claude Ryan, Le Canada et l'Amérique Latine, Le Devoir, vendredi le 15 novembre 1963.
 - Canada does not belong within the OAS, éditorial du Globe and Mail, jeudi le 6 mai 1965.
95. Voir J.-C. Marion et Claude Lemelin, Le Canada français et le Tiers-monde, dans Cahier des Sciences sociales, n° 1 (1963), Université d'Ottawa, Ottawa.
96. Voir Louis Sabourin, La participation des provinces canadiennes aux organisations internationales, dans l'Annuaire Canadien de Droit International, (1965), volume III, n° 3, p. 73-100.

97. Expression utilisée par George Grant dans Lament for a Nation, Toronto-Montréal, McClelland & Stewart, 1965.
98. Voir en particulier:
Marcel Chaput, Pourquoi je suis séparatiste, Montréal, Editions du Jour, 1961.
Raymond Barbeau, J'ai choisi l'indépendance, Montréal, Editions de l'Homme, 1961.
Numéro spécial de la revue Liberté sur le séparatisme, n° 21, mars 1962.
Numéro spécial de la revue Cité Libre sur le séparatisme, XIII^e année, n° 46, avril 1962.
Léon Dion, Considérations sur le séparatisme, Le Devoir, samedi le 25 novembre 1961.
99. Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (version française), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, chapitre 6, p. 109.
100. Ibid., chapitre 6, p. 109
101. René Lévesque, Le Devoir, 5 juillet 1963.
102. Dale C. Thomson, Crisis in Canada, dans The World Today, October 1964, volume 20, n° 10, p. 436.
103. D'innombrables études ont été consacrées à cette question. Voir en particulier:
P. C. Newman, 40 Months to Make or Break Canada. Can we avoid union with the U.S.A.? Maclean's Magazine, 3 novembre 1962, volume 75, n° 22;
André Patry, Le Canada? Un appendice des E.U., Le Devoir, 5 mars 1964;
André Rossinger, Mythologie économique et réalité canadienne, Cité Libre, XVII^e année, n° 83, janvier 1966, p. 20-29.
Walter L. Gordon, A Choice for Canada, Toronto, McClelland & Stewart, 1966, 125 p.
104. John Holmes, The Diplomacy of a Middle Power, The Atlantic, Special Supplement on Canada, novembre 1964, volume 214, n° 3, p. 106.
105. John Holmes, Canada in Search of its Role, Foreign Affairs, juillet 1963, volume 41, n° 4, p. 665; voir aussi Maclean's, A Special Issue on Confederation on Fire - Portrait of a Nation at the Bargaining Table, 8 février 1964, volume 77, n° 3, Peter C. Newman, Ralph Allen, Blair Fraser.

106. George Grant, Lament for a Nation, Toronto, McClelland and Stewart, 1965, p. 90.
107. René Lévesque, Le Devoir, le mardi 22 octobre 1963.
108. Alexander Brady, The Meaning of Canadian Nationalism, International Journal, été 1964, volume XIX, no 3, p. 362.
109. Jean Lesage, Déclaration reproduite dans Le Monde, Supplément spécial sur le Québec, le lundi 8 novembre 1965.
110. Jean-Marc Léger, Le Devoir, 22 juillet 1963.
111. Pierre Elliot-Trudeau, dans Quebec States Her Case, Toronto, Macmillan of Canada, 1964, p. 66-67.
112. Pierre Dansereau, Contradiction et biculture, Montréal, Editions du Jour, 1964, II (14), p. 177.
113. Notons à cet effet le travail important que poursuit le Canadian Institute of International Affairs de Toronto depuis près de 40 ans (1938).
114. Paul Gérin-Lajoie, La Presse, 23 avril 1965.
115. Louis Bérubé, Bilan des Réalisations canadiennes en Afrique francophone, dans Le Canada et les pays africains francophones. Rapport de la Conférence régionale, Montréal, (21-22-23 janvier 1965), publié conjointement par la Commission Nationale Canadienne pour l'UNESCO et l'Institut Canadien d'Education des Adultes (Montréal), p. 57.
116. Voir J.-C. Marion et Claude Lemelin, Le Canada français et le Tiers-monde, op. cit., note 95.

APPENDICES ET TABLEAUX

APPENDICE 1

LISTE DES PRINCIPAUX MINISTÈRES ET ORGANISMES FÉDÉRAUX
QUI S'OCCUPENT DES AFFAIRES EXTÉRIEURES AU CANADA

1. Administration de la voie maritime du Saint-Laurent (1952)
2. Air Canada (1937)
3. Banque du Canada (1934)
4. Bureau de l'Aide extérieure (1960)
5. Bureau du Conseil privé (1867)
6. Bureau fédéral de la statistique (1918)
7. Canadian Commercial Corporation (1960)
8. Commission canadienne du blé (1935)
9. Commission de contrôle de l'énergie atomique (1946)
10. Commission de la frontière internationale (1925)
11. Commission du tarif (1931)
12. Commission maritime canadienne (1947)
13. Commission mixte internationale (1911)
14. Compagnie de l'exposition universelle canadienne de 1967
(1962)
15. Conseil des Arts (1957)
16. Conseil du Trésor (1869)
17. Conseil économique du Canada (1963)
18. Conseil national de recherches (1916)
19. Eldorado Aviation Limited (1953)
20. Eldorado Mining and Refining Limited (1944)

21. Galerie Nationale du Canada (1880)
22. Gendarmerie Royale du Canada (1873)
23. Imprimerie du Gouvernement canadien (1963)
24. Ministère des Affaires extérieures (1909)
25. Ministère de l'Agriculture (1867)
26. Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (1949)
27. Ministère du Commerce (1887)
28. Ministère des Finances (1869)
29. Ministère de la Justice (1868)
30. Ministère des Pêcheries (1930)
31. Ministère des Postes (1867)
32. Ministère de la Production de Défense (1951)
33. Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social (1944)
34. Ministère du Transport (1936)
35. Ministère du Travail (1900)
36. Office de tourisme du Gouvernement canadien (1934)
37. Office national du Film (1939)
38. Polymer Corporation Limited (1942)
39. Secrétariat d'Etat (1868)
40. Société canadienne des télécommunications transmarines (1949)
41. Société d'assurance des crédits à l'exportation (1944-1945)
42. Société Radio-Canada (1932)

APPENDICE 2

PRINCIPALES LOIS DU PARLEMENT APPLIQUEES

PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

- SRC 1911 28 - Loi relative au traité des eaux limitrophes internationales et à l'existence de la Commission conjointe internationale (modifiée 1914, chap. 5, et 1966, chap. 43).
- 1948 71 - Loi pourvoyant à l'exécution des traités de paix entre le Canada et l'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande.
- SRC 1952 50 - Loi pourvoyant à l'exécution du traité de paix entre le Canada et le Japon.
- SRC 1952 68 - Ministère des Affaires extérieures.
- SRC 1952 122 - Organisation de l'agriculture et de l'alimentation des Nations Unies.
- SRC 1952 142 - Haut Commissaire du Canada à la Grande-Bretagne.
- 218 - Privilèges et immunités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
- 219 - Privilèges et immunités des Nations Unies.
- 275 - Nations Unies.
- SRC 1953-
1954 54 - Immunités diplomatiques (pays du Commonwealth).
- P.C.1960 1476 - Bureau de l'Aide extérieure.

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 128.

APPENDICE 3

PRINCIPALES LOIS DU PARLEMENT APPLIQUEES

PAR LE MINISTÈRE DU COMMERCE

(ayant trait à des questions internationales)

- SRC 1952 44 - Commission canadienne du blé
 78 - Ministère du Commerce
 103 - Exportations
 105 - Assurance des crédits à l'exportation
- 1953-
1954 27 - Permis d'exportation et d'importation
- 1959 46 - Office national de l'énergie
- 1962-
1963 12 - Compagnie de l'exposition universelle
 canadienne
-

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa,
Imprimeur de la Reine, p. 129.

APPENDICE 4

AGENCES ET ORGANISMES CANADIENS QUI S'OCCUPENT DE L'AIDE A L'ETRANGER

1. Accueil aux étudiants d'outre-mer (plusieurs maisons)
2. African Students Foundation
3. Anglican Church of Canada, Department of Missions
4. Association canadienne des Nations Unies
5. Association canadienne des bibliothèques
6. Baptist Federation of Canada: Canadian Baptist Foreign Mission Board
7. Bureau de l'Aide extérieure
8. Canadian Association for Adult Education
9. Canadian Friends' Service Committee (Quakers)
10. Canadian Inter-American Association
11. Canadian Jewish Congress
12. Canadian Red Cross Society, The
13. Canadian Save the Children Fund, The
14. Canadian Teachers' Federation
15. Canadian Voluntary Commonwealth Service
16. Care of Canada
17. Coady International Institute
18. Comité canadien de la campagne contre la faim (Le)
19. Commission nationale canadienne pour l'UNESCO
20. Confédération des syndicats nationaux

21. Congrès du travail du Canada
22. Conseil canadien du bien-être
23. Co-operative Development Foundation, The
24. Entr'aide universitaire mondiale du Canada
25. Federated Women's Institute of Canada
26. Fondation des universités canadiennes
27. Grail Movement in Canada, The
28. Imperial Order of the Daughters of the Empire, The
29. Institut canadien des affaires internationales
30. Institut canadien d'outre-mer
31. MUNDO (Mouvement universitaire national pour le développement outre-mer)
32. National Young Men's Christian Association World Service Committee
33. Office de l'Amérique Latine de la Conférence Catholique canadienne
34. Operation Crossroads Africa
35. Presbyterian Church of Canada, General Board of Missions
36. Royal Commonwealth Society
37. Scarboro Foreign Mission Society
38. Service universitaire canadien outre-mer
39. Student Christian Movement
40. Tibe tan Refugee Aid Society
41. Union canadienne des étudiants

- 42. Union générale des étudiants du Québec
 - 43. United Church of Canada, Board of World Missions
 - 44. Young Women's Christian Association
-

Source: Institut canadien d'Outre-mer (Ottawa),
1965.

APPENDICE 5

PRINCIPALES COMPAGNIES PRIVEES CANADIENNES QUI FONT SOUVENT AFFAIRE A L'ETRANGER

1. Compagnie d'huile

Western Pacific Products & Crude Oil Pipelines

2. Mines et métaux

Aluminum Ltd.
Dominion Magnesium Ltd.
Cominco Ltd.
International Nickel Co. of Canada Ltd.
Noranda Ltd.
Falconbridge Nickel Ltd.
Atlas Steel
Massey-Ferguson Ltd.
Brazilian Traction Ltd.

3. Produits chimiques

Canadian Industries Ltd.
Union Carbide Canada Ltd.

4. Imprimerie et équipement de bureaux

Moore Corporation Ltd.
Southam Press Ltd.

5. Pâtes, papier et bois de construction

Domtar Co. Ltd.
Abitibi Paper Ltd.
MacMillan, Bloedel & P. R. Ltd.
Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Ltd.

6. Transports

C.P.R.

7. Denrées

Hudson's Bay Co. Ltd.
Steinberg's Limited

8. Textiles

Dominion Textile Co. Ltd.

9. Grain et moulure

Ogilvie Flour Co.

10. Services au public

La Compagnie de Téléphone Bell du Canada

11. Nourriture

George Weston Ltd.

12. Boissons et produits connexes

Canadian Breweries
Distillers-Seagrams
Hiram Walker-Gooderham & Worts Ltd.

13. Produits divers

Bata Shoe
Plaster Development Co.
Kimberley-Clark of Canada

Source: Canadian Trade Index (1965), publié par The Canadian Manufacturers' Association in Toronto. Première partie: Export Section; deuxième partie: Alphabetical List of all Canadian Manufacturers.

Profit picture for 254 Canadian companies, The Financial Post, le 14 mai 1966, p. 33. Check list of Canadian largest companies, The Financial Post, le 15 janvier 1966, p. 25.

The Financial Post Survey of Industrials, 1965 - 35th annual - Maclean-Hunter Publishing Company Limited, Toronto-Montréal.

APPENDICE 6

TERRITOIRES ETRANGERS OÙ DES COMPAGNIES CANADIENNES
D'ASSURANCE ONT DES BUREAUX D'AFFAIRE

COMMONWEALTH

Afrique Orientale	Honduras britannique
Antilles britanniques, Bahamas, Bermudes et Jamaïque	Hong-Kong
Australie	Inde
Ceylan	Malaisie
Chypre	Pakistan
Guyane britannique et Trinité	Rhodésie et yassaland

AUTRES PAYS

Afrique du Sud	Cuba	Pays-Bas
Antilles néerlandaises	Egypte	Philippines
Argentine	Eire	Suisse
Birmanie	Etats-Unis	Thaïlande
Chili	France	Venezuela
Colombie	Israël	

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur
de la Reine, p. 1128.

APPENDICE 7

SUCCURSALES DES BANQUES A CHARTE CANADIENNES A L'ETRANGER

<u>Banque et lieu</u>	<u>Nombre</u>
1. Banque de Montréal	
Grande-Bretagne	2
Etats-Unis	3
France	3
Allemagne	4
2. Banque de Nouvelle-Ecosse	
Grande-Bretagne	2
Antilles Anglaises	29
République Dominicaine	2
Etats-Unis	2
Porto-Rico	3
Trinité	3
3. Banque Canadienne Impériale du Commerce	
Grande-Bretagne	2
Antilles Anglaises	13
Etats-Unis	5
4. Banque Royale du Canada	
Grande-Bretagne	2
Antilles Anglaises	30
Etats-Unis	1
Porto-Rico	5
Amérique Centrale et Amérique du Sud	24
Haïti	1
République Dominicaine	8
France	1
5. Banque Toronto-Dominion	
Grande-Bretagne	2
Etats-Unis	1
6. Banque Canadienne Nationale	
France	1
	<hr/>
TOTAL	149

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur
de la Reine, p. 1104.

APPENDICE 8

SERVICE INTERNATIONAL DE RADIO-CANADA

EMISSIONS EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS

ANGLAIS

vers	
Afrique, via l'Angleterre	Quotidien
Europe	Quotidien
Australasie	Quotidien
Europe, USA, Caraïbes	Quotidien
Informations (anglais-français)	Quotidien
Afrique	Quotidien
Europe	Quotidien
Caraïbes, USA, Amérique Latine	Quotidien

FRANÇAIS

vers	
Afrique, via l'Angleterre	Quotidien
Europe	Quotidien
Europe, Antilles et U.S.A.	Quotidien
(Informations (anglais-français))	Quotidien
Afrique	Quotidien
Europe	Quotidien

Source: Service International de Radio-Canada, Programme des émissions, n° 2, été 1966.

APPENDICE 9

POSTES DIPLOMATIQUES DU CANADA A L'EXTERIEUR¹

1. Ambassades

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
Allemagne	Bonn
Argentine	Buenos-Aires
Autriche	Vienne
Belgique	Bruxelles
*Birmanie (Malaisie)	
*Bolivie (Pérou)	
Brésil	Rio de Janeiro
Cameroun	Yaoundé
Chili	Santiago
Colombie	Bogota
*Congo, Brazzaville (Cameroun)	
Congo, Léopoldville	Léopoldville
*Corée (Japon)	
Costa-Rica	San-José
*Côte-d'Ivoire (Ghana)	
Cuba	La Havane
*Dahomey (Nigéria)	
Danemark	Copenhague
Equateur	Quito
Espagne	Madrid
Etats-Unis d'Amérique	Washington
Ethiopie ²	
Finlande	Helsinki
France	Paris
*Gabon (Cameroun)	
Grèce	Athènes
Guatemala	Guatemala
*Guinée (Ghana)	
Haiti	Port-au-Prince
*Haute-Volta (Ghana)	

¹ Le Canada n'a pas de missions diplomatiques avec résidence dans les pays marqués d'un astérisque. Le pays nommé entre parenthèses est celui dans lequel réside le représentant du Canada auprès du pays indiqué par l'astérisque.

² L'installation de l'ambassadeur du Canada en Ethiopie aura lieu en 1966.

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
*Honduras (Costa-Rica)	
*Hongrie (Tchécoslovaquie)	
Indonésie	Djakarta
*Irak (Liban)	
Iran	Téhéran
Irlande	Dublin
*Islande (Norvège)	
Israël	Tel Aviv
Italie	Rome
Japon	Tokyo
*Jordanie (Liban)	
*Koweït (Iran)	
Liban	Beyrouth
*Luxembourg (Belgique)	
*Maroc (Espagne)	
Mexique	Mexico
*Nicaragua (Costa-Rica)	
*Niger (Nigéria)	
Norvège	Oslo
*Panama (Costa-Rica)	
*Paraguay (Argentine)	
Pays-Bas	La Haye
Pérou	Lima
Pologne	Varsovie
Portugal	Lisbonne
République de l'Afrique du Sud	Prétoria
République arabe unie	Le Caire
*République Centrafricaine (Cameroun)	
République Dominicaine	Saint-Domingue
*Salvador (Costa-Rica)	
*Sénégal (Nigéria)	
*Soudan (République arabe unie)	
Suède	Stockholm
Suisse	Berne
*Syrie (Liban)	
*Tchad (Cameroun)	
Tchécoslovaquie	Prague
*Thaïlande (Malaisie)	
*Togo (Ghana)	
*Tunisie (Suisse)	
Turquie	Ankara
Union des Républiques socialistes soviétiques	Moscou
Uruguay	Montevideo
Venezuela	Caracas
Yugoslavie	Belgrade

2. Hauts commissariats

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
Australie	Canberra
Ceylan	Colombo
*Chypre (Israël)	
Ghana	Accra
Grande-Bretagne	Londres
Inde	Nouvelle-Delhi
Jamaïque	Kingston
*Kenya (Tanzania)	
Malaisie	Kuala-Lumpur
*Malte (Italie)	
Nigéria	Lagos
Nouvelle-Zélande	Wellington
*Ouganda (Tanzania)	
Pakistan	Karachi
*Sierra-Leone (Nigéria)	
Tanzania	Dar-es-Salaam
Trinité et Tobago	Port-d'Espagne

3. Missions permanentes auprès d'organismes internationaux

Conseil de l'Atlantique Nord	Paris
Organisation de coopération et de développement écono- miques	Paris
Nations Unies	New York
Nations Unies (Office européen)	Genève
Communauté économique européenne	Bruxelles
Communauté européenne de l'éner- gie atomique	Bruxelles
Communauté européenne du charbon et de l'acier	Bruxelles
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Paris
Conférence du Comité des Dix- Huit sur le désarmement	Genève
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	Genève

4. Commissariats canadiens

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
Guyane britannique	Georgetown

II. BUREAUX CONSULAIRES

1. Consulats généraux

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
Allemagne	Hambourg
Etats-Unis d'Amérique	Boston
	Chicago
	Los Angeles
	Nouvelle-Orléans
	New York
	San Francisco
	Seattle
	Marseille
	Reykjavik ¹
	Milan
	Manille
France	
Islande	
Italie	
Philippines	

2. Consulats

<u>Pays</u>	<u>Ville</u>
Allemagne	Düsseldorf
Brésil	Sao Paulo
Etats-Unis d'Amérique	Cleveland
	Détroit
	Philadelphie

¹ Honoraire

III. MISSION MILITAIRE

Pays

Berlin

IV. COMMISSIONS INTERNATIONALES POUR LA
SURVEILLANCE ET LE CONTRÔLE

Pays

Ville

Cambodge
Laos
Vietnam

Phnom-Penh
Vientiane
Saigon

Source: Rapport du Ministère des Affaires
extérieures (1965), Ottawa, Imprimeur
de la Reine, p. 73-76.

APPENDICE 10

BUREAUX DES DELEGUES COMMERCIAUX DU CANADA A L'ETRANGER

1. Afrique du Sud

Johannesburg*
Le Cap*

2. Allemagne (République Fédérale)

Dusseldorf*
Hambourg*
Bonn

3. Argentine

Buenos Aires

4. Australie

Sydney*
Melbourne*
Canberra

5. Autriche (Le territoire comprend l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie)

Vienne

6. Belgique (Le territoire comprend le Luxembourg, la Communauté économique européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté européenne charbon-acier)

Bruxelles

7. Brésil

Rio de Janeiro
Sao Paulo*

* Postes où il y a un délégué commercial ou des bureaux consulaires du Canada administrés par le service des délégués commerciaux.

8. Cameroun (Le territoire comprend la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo (Brazzaville) et le Gabon)
Yaoundé
9. Ceylan
Colombo*
10. Chili
Santiago
11. Colombie (Le territoire comprend l'Equateur)
Bogota
12. Congo
Léopoldville
13. Cuba
La Havane**
14. Danemark (Le territoire comprend le Groënland et la Pologne)
Copenhague
15. Espagne (Le territoire comprend les îles Baléares, les Canaries, Gibraltar, Rio-Muni et Rio-de-Oro)
Madrid
16. Etats-Unis
Washington
New York (Le territoire comprend les Bermudes)
Boston
Chicago
Cleveland*
Détroit*
Los Angeles
Nouvelle-Orléans
Philadelphie*
San Francisco (Le territoire comprend Hawaï)
Seattle (Le territoire comprend l'Alaska)

** Postes où il n'y a pas de délégué commercial. Le bureau est sous la surveillance d'un fonctionnaire de l'ambassade.

17. France (Le territoire comprend l'Algérie et le Maroc)
Paris
18. Ghana (Le territoire comprend la Guinée, la Côte d'Ivoire,
le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Togo et la
Haute-Volta)
Accra
19. Grande-Bretagne
Londres
Liverpool*
Glasgow*
Belfast*
20. Grande-Malaisie (Le territoire comprend Brunei et Thaïlande)
Kuala Lumpur
21. Grèce (Le territoire comprend la Turquie)
Athènes
22. Guatemala (Le territoire comprend Costa Rica, Salvador,
le Honduras, le Nicaragua, Panama et la
Zone du Canal)
Guatemala
23. Haiti
Saint-Louis-de-Turgeon
24. Hong-Kong* (Le territoire comprend le Cambodge, la Chine
communiste, le Laos, Macao et le Viet-Nam)
Hong-Kong
25. Inde
New-Delhi
Bombay*
26. Iran
Téhéran**
27. Irlande
Dublin

28. Israël (Le territoire comprend Chypre)
Tel-Aviv
29. Italie
Rome
Milan*
30. Jamaïque (Le territoire comprend les Bahamas et le Honduras britannique)
Kingston
31. Japon (Le territoire comprend la Corée et Okinawa)
Tokyo
32. Liban (Le territoire comprend l'Irak, la Jordanie, la Zone du golfe Persique, l'Arabie Séoudite et la Syrie)
Beyrouth
33. Mexique
Mexico
34. Nigéria (Le territoire comprend le Dahomey, la Gambie, le Niger, le Sénégal et la Sierra Leone)
Lagos
35. Norvège (Le territoire comprend l'Islande)
Oslo
36. Nouvelle-Zélande (Le territoire comprend les îles Fidji, Samoa, Tahiti et Tonga)
Wellington
37. Pakistan (Le territoire comprend l'Afghanistan)
Karachi
38. Pays-Bas
La Haye
39. Pérou (Le territoire comprend la Bolivie)
Lima

40. Philippines (Le territoire comprend la République de Chine (Taiwan))

Manille*

41. Portugal (Le territoire comprend l'Angola, les Açores, les îles du Cap-Vert, la Guinée portugaise et Madère)

Lisbonne

42. République Arabe Unie (Le territoire comprend Aden, l'Ethiopie, le Soudan et le Yemen)

Le Caire

43. République Dominicaine (Le territoire comprend Porto-Rico)

Saint-Domingue

44. Rhodésie (Le territoire comprend Malawi, Iles Seychelles, Zambie)

Salisbury*

45. Singapour (Le territoire comprend la Birmanie)

Singapour

46. Suède (Le territoire comprend la Finlande)

Stockholm

47. Suisse (Le territoire comprend la Tunisie)

Berne

48. Trinité et Tobago (Le territoire comprend la Barbade, les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, la Guyane britannique, la Guyane française, Surinam, la Guadeloupe et la Martinique)

Port-of-Spain

49. Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Moscou

50. Uruguay Le territoire comprend les îles Falkand)

Montevideo**

51. Venezuela (Le territoire comprend les Antilles néerlandaises)

Caracas

Source: Commerce extérieur, décembre 1965, Ottawa,
Imprimeur de la Reine.

APPENDICE 11

POSTES DES SERVICES CANADIENS D'IMMIGRATION À L'ETRANGER

<u>Allemagne de l'Ouest</u>	<u>Finlande</u>	<u>Inde</u>
Berlin	Helsinki	New-Delhi
Cologne		
Hambourg		
Munich	<u>France</u>	<u>Irlande</u>
Stuggart	Bordeaux	Dublin
	Marseille	
<u>Autriche</u>	Paris	<u>Israël</u>
Vienne		Tel-Aviv
	<u>Grande-Bretagne</u>	
<u>Belgique</u>	Belfast	<u>Italie</u>
Bruxelles	Bristol	Rome
	Glasgow	
	Leeds	<u>Norvège</u>
<u>Danemark</u>	Liverpool	Oslo
Copenhague	Londres	
	<u>Hollande</u>	<u>Portugal</u>
<u>Etats-Unis</u>	La Haye	Lisbonne
Chicago		<u>République Arabe Unie</u>
Denver	<u>Hong-Kong</u>	Le Caire
New York		<u>Suède</u>
San Francisco		Stockholm

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa, Imprimeur
de la Reine, p. 212.

APPENDICE 12

AGENCES DE TOURISME DU CANADA À L'ETRANGER

Depuis 1934, l'Office de tourisme du gouvernement canadien a pour fonction d'encourager le tourisme vers le Canada et de coordonner les efforts entrepris dans ce sens par les provinces, les sociétés de transport et les associations de tourisme nationales, régionales et locales. L'Office a des bureaux en Allemagne, aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne:

Allemagne

Dusseldorf

France

Paris

Etats-Unis

Chicago
Los Angeles
Minneapolis
New York
San Francisco

Grande-Bretagne

Londres

Source: Annuaire du Canada (1965), Ottawa,
Imprimeur de la Reine, p. 994-995.

APPENDICE 13

ASSOCIATIONS ET ORGANISATIONS INTERNATIONALES

DONT LE CANADA FAIT PARTIE

COMMONWEALTH

Comité de liaison pour l'éducation dans le Commonwealth
Comité de liaison du Commonwealth
Comité permanent du commerce et des affaires économiques
du Canada et du Royaume-Uni
Commission des sépultures militaires du Commonwealth
Commission des télécommunications du Commonwealth
Conférence forestière du Commonwealth
Conférence scientifique du Commonwealth
Conseil consultatif des études aéronautiques du Common-
wealth
Conseil des transports aériens du Commonwealth
Conseil économique consultatif du Commonwealth
Conseil exécutif des bureaux agricoles du Commonwealth
Organisation du Commonwealth pour les sciences de la
défense
Programme de communications du Commonwealth pour la
navigation militaire et marchande

COMITE DES DIX-HUIT PUISSANCES SUR LE DESARMEMENT ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

Conseil de l'Atlantique Nord
Comité militaire
Comité scientifique

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Comités et organismes de l'Assemblée générale

Comité consultatif scientifique
Comité exécutif du haut commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés

Comité scientifique pour l'étude des effets des radia-
tions ionisantes

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
Commission du désarmement des Nations Unies
Commission du droit international
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Comité du commerce et du développement
Conseil administratif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Conseil économique et social

Institutions spécialisées¹

Agence internationale de l'énergie atomique
Association internationale de développement
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Fonds monétaire international
Organisation de l'aviation civile internationale
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
Organisation internationale du travail
Organisation météorologique mondiale
Organisation mondiale de la santé
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
Programme mondial d'alimentation ONU OAA
Société financière internationale
Union internationale des télécommunications
Union postale universelle

COMMISSION TECHNIQUE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Commission de l'assistance technique
Commission des droits de l'homme
Commission économique pour l'Amérique latine
Commission de la statistique
Commission des stupéfiants
Conseil d'administration du Fonds spécial
Conseil exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

¹ Le Canada était représenté auprès du conseil d'administration de toutes les institutions en 1965, sauf l'UNESCO et l'Organisation météorologique mondiale.

ORGANISATIONS CANADO-AMERICAINES

Comité canado-américain de la protection civile
Comité ministériel canado-américain de défense commune
Comité ministériel canado-américain du commerce et des affaires économiques
Comité supérieur canado-américain des industries de la défense et du développement
Commission des pêches des Grands lacs
Commission du parc international Roosevelt-Campobello
Commission internationale de la frontière
Commission internationale du flétan du Pacifique
Commission internationale des pêches de saumon du Pacifique
Commission mixte internationale
Commission permanente canado-américaine de défense

ORGANISATION CANADA-GRANDE-BRETAGNE

Comité permanent Canada-Grande-Bretagne pour le commerce et les affaires économiques

ORGANISATION CANADO-FRANÇAISE

Comité économique conjoint France-Canada

ORGANISATION CANADO-JAPONAISE

Comité ministériel canado-japonais

ORGANISATIONS INTERAMERICAINES

Institut interaméricain de statistique
Institut panaméricain de géographie et d'histoire
Office interaméricain de la radio
Union postale des Amériques et de l'Espagne

PLAN DE COLOMBO

Comité consultatif pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques
Conseil de coopération technique dans le Sud et le Sud-Est asiatiques

ORGANISATION DE COOPERATION ECONOMIQUE ET DE DEVELOPPEMENT
ORGANISATIONS DE CONSERVATION

Commission du phoque à fourrure du Pacifique nord
Commission internationale de la chasse à la baleine
Commission internationale des pêches du nord-ouest
de l'Atlantique
Commission internationale des pêches du Pacifique nord

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE
(Parties contractantes)
ORGANISATIONS ECONOMIQUES

Accord international sur le blé
Accord international sur le café
Accord international sur le sucre
Accord international sur l'étain
Bureau international pour la publication des tarifs
douaniers
Comité consultatif international du coton
Comité des cotonnades
Groupe international d'études du caoutchouc
Groupe international d'études sur le cacao
Groupe international d'études sur le cuivre
Groupe international d'études sur le plomb et le zinc
Groupe international d'études sur le tungstène
Groupe international d'études sur la laine

ORGANISATION INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE
ORGANISATIONS SCIENTIFIQUES

Bureau hydrographique international
Bureau international des poids et mesures

TELECOMMUNICATIONS SPATIALES

Comité provisoire des communications par satellite

Source: Rapport annuel du Ministère des Affaires
extérieures 1965, Ottawa, Imprimeur de la
Reine, p. 79-81.

APPENDICE 14

LES CANADIENS AU SERVICE D'ORGANISMES INTERNATIONAUX

	(1) Nombre d'employés canadiens	(2) Nombre total d'employés ¹	(3) Existence d'une statis- tique par nationalité	(4) Budget total 1965 (\$E.-U.)	(5) Contri- bution du Canada Pourcentage
Organisations des Nations Unies	197	8934	oui	99,757,520	3.17
Organisation internationale du Travail	33	1900	non publiée	19,304,347	3.36
Organisation mondiale de la santé	60	2965	"	39,507,000	2.83
Union internationale des télécommunications	3	406	"	4,952,894	3.26
Organisation météorologique mondiale	3	131	"	1,768,745	2.63
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime	0	64	oui	828,500	1.60
Agence internationale de l'énergie atomique	15	603	non publiée	7,938,000	2.87

¹ Les chiffres ci-dessus ont été fournis par les institutions dont il s'agit et portent sur toutes les classes d'employés. Aux niveaux inférieurs, particulièrement dans le cas des sténographes et des commis, une proportion assez forte des employés sont des nationaux du pays où sont situés le siège et les services principaux de l'institution.

APPENDICE 14 (suite)

LES CANADIENS AU SERVICE D'ORGANISMES INTERNATIONAUX

	(1) Nombre d'employés canadiens	(2) Nombre total d'employés	(3) Existence d'une statis- tique par nationalité	(4) Budget total 1965 (\$E.-U.)	(5) Contri- bution du Canada pourcentage
UNESCO	17	2636	non publiée	23,896,058	2.98
Organisation internationale de l'aviation civile	240	532	"	6,429,671	4.51
Fonds monétaire interna- tional	40	743	"	N A	N A
Banque internationale ²	81	1214	"	"	"
Association internationale) pour le développement)					
Société financière inter- nationale	9	154	"	"	"
Union postale universelle	1	64	"	1,221,181	2.69

2 Le Canada a versé intégralement sa souscription au FMI, à la BIRD et à la SFI, et il n'a pas eu, par conséquent, à opérer de versements en 1965. Dans le cas de l'AID, sur les \$15,027,012 promis, qui constituent le premier versement sur la contribution supplémentaire du Canada aux ressources de l'Association, il a été tiré \$13,274,518 en 1965. Une nouvelle tranche de \$2,500,000 a été tirée en janvier 1966.

APPENDICE 14 (fin)

LES CANADIENS AU SERVICE D'ORGANISMES INTERNATIONAUX

	(1) Nombre d'employés canadiens	(2) Nombre total d'employés	(3) Existence d'une statis- tique par nationalité	(4) Budget total 1965 (\$E.-U.)	(5) Contri- bution du Canada Pourcentage
Organisation pour l'alimen- tation et l'agriculture	91	4209	oui	20,797,588	4.15
OTAN ³	7	922	oui	9,829,572	5.8

³ Le SHAPE est un quartier général militaire international auquel les gouvernements des Etats membres affectent un personnel, tiré en général de leurs forces armées, pour y faire un temps de service. La plus grande partie de son personnel n'est donc pas employée sur le même pied que celui des autres institutions ci-dessus.

Source: Réponse à la question n^o 994 de M. Harley.
Débats de la Chambre des communes, le 27 avril 1966, p. 4372,
volume III, no 64, 1ère session, 27e Législature, Ottawa,
Imprimeur de la Reine.

APPENDICE 15

AGENTS DU SERVICE EXTERIEUR CANADIEN

1. Total des entrées de nouveaux agents au Ministère depuis 1946:

Canadiens d'expression française	80	(21%)
Canadiens d'expression anglaise	288	(79%)
Total	368	(100%)

2. La moyenne des entrées est la suivante pour les années 1945 à 1964:

Canadiens d'expression française	4	(20%)
Canadiens d'expression anglaise	16	(80%)

a) Le maximum d'entrées pour les Canadiens français fut atteint en 1953..... 9

b) Pour les Canadiens anglais en 1947.. 26

c) En 1950 aucun Canadien français ne fut admis au ministère

3. Les retraits:

a) Sur un total de 80 Canadiens français entrés au ministère, entre 1946 et 1964, 19 l'ont quitté, soit 23 1/2%

b) 59 Canadiens d'expression anglaise sur un total de 288 ont quitté le ministère, soit 20 1/2%

Par conséquent

76 1/2% des Canadiens français admis sont demeurés au ministère

79 1/2% des Canadiens d'expression anglaise ont fait de même

La proportion est donc à peu près la même.

Source: Affaires extérieures, Ottawa, Imprimeur de la Reine, de 1949 à 1964.

APPENDICE 16

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES DES EMPLOYÉS
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
À OTTAWA (1959)*

		<u>Bilingues</u>	<u>Trilingues</u>
Nombre total:	217	56 (25.7%)	10 (4.6%)
Anglo-Canadiens:	174	13 (7.5%)	2 (1.1%)
Canadiens français:	43	43 (100.0%)	8 (18.6%)

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES DES REPRÉSENTANTS CANADIENS
À L'ÉTRANGER

Nombre total:	387	92 (23.8%)	25 (6.9%)
Anglo-Canadiens:	325	30 (10.0%)	3 (1.0%)
Canadiens français:	62	62 (100.0%)	22 (30.0%)

CHEFS DE MISSIONS À L'ÉTRANGER

Nombre total:	44	19 (43%)
Canadiens anglais:	30	5 (17%)
Canadiens français:	14	14 (100%)

* Ces données ne sont fournies qu'à titre d'indication et devraient être comparées à celles qui ont été établies récemment pour la Commission sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, mais qui ne sont pas encore publiées.

Source: Bilinguisme et Biculturalisme au Canada, mémoire du Conseil de la Vie Française, Québec, Les Éditions Ferland, 1963, p. 214.

APPENDICE 17

TABEAU DU MONDE FRANCOPHONE

Pays	Population	Capitale	Statut du français
(Europe)			
France	48,000,000	Paris	langue officielle unique
Belgique	9,500,000	Bruxelles	une des deux langues officielles (francophones: 50% environ)
Suisse	5,000,000	Berne	une des trois langues officielles (francophones: 20 à 25%)
Monaco	20,000	Monaco	langue officielle unique
Luxembourg	350,000	Luxembourg	une des deux langues officielles
(Afrique)			
Burundi	3,000,000	Usumbura	langue officielle unique
Cameroun	5,000,000	Yaounde	une des deux langues officielles (francophones: 80%)
Congo - Brazzaville	1,000,000	Brazzaville	langue officielle unique
Congo - Léopoldville	15,000,000	Léopoldville	langue officielle unique
Côte d'Ivoire	3,500,000	Abidjan	langue officielle unique
Dahomey	2,200,000	Porto-Novo	langue officielle unique
Gabon	600,000	Libreville	langue officielle unique
Guinée	3,500,000	Conakry	langue officielle unique
Haute-Volta	4,500,000	Ouagadougou	langue officielle unique
Mali	4,800,000	Bamako	langue officielle unique
Mauritanie	650,000	Nouakchott	(l'arabe est considéré langue nationale)
Niger	3,500,000	Niamey	langue officielle unique

APPENDICE 17 (suite)

TABEAU DU MONDE FRANCOPHONE

Pays	Population	Capitale	Statut du français
République Centrafricaine	1,500,000	Bangui	langue officielle unique
Rwanda	2,500,000	Kigali	langue officielle unique
Sénégal	3,000,000	Dakar	langue officielle unique
Tchad	3,000,000	Fort-Lamy	langue officielle unique
Togo	1,500,000	Lome	langue officielle unique
Madagascar ou République Malgache)	6,000,000	Tananarive	une des deux langues officielles (avec le malgache)
(Afrique du Nord)			
Algérie	10,000,000	Alger	(dans ces trois pays, le français n'a pas de statut officiel mais il est en fait la langue des relations internationales, de la haute administration, d'une bonne partie de l'enseignement. Il y a 8,000 enseignants français au Maroc, 15,000 en Algérie et 3,000 en Tunisie)
Maroc	11,000,000	Rabat	
Tunisie	3,500,000	Tunis	
(Amérique)			
Canada	18,500,000	Ottawa	une des deux langues officielles (francophones: environ 6,000,000 concentrés surtout dans le Québec)
Haiti	5,000,000	Port-au-Prince	langue officielle unique

APPENDICE 17 (fin)

TABLEAU DU MONDE FRANCOPHONE

Pays	Population	Capitale	Statut du français
(Orient)			
Cambodge	5,000,000	Phnom-Penh	(dans ces quatre pays, le français a un statut de fait analogue à celui dont il jouit en Afrique du Nord, plus accentué au Cambodge et au Laos moins marqué au Liban et au Vietnam-sud)
Laos	2,500,000	Vientiane	
Liban	2,000,000	Beyrouth	
Vietnam (du Sud)	15,000,000	Saigon	

Autres pays où le français occupe une position importante dans les relations internationales, dans l'activité culturelle, dans l'enseignement: Italie, Grèce, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchecoslovaquie, Turquie, Iran, Syrie, Brésil, Pérou, Israël, Nouvelle Calédonie, etc. Il faut aussi signaler l'importance du français dans l'Ile Maurice (territoire britannique de l'Océan Indien) où un pourcentage élevé de la population est francophone, où on trouve trois quotidiens en français, etc.).

APPENDICE 18

REPARTITION REGIONALE DES PROGRAMMES BILATERAUX
D'AIDE EXTERIEURE DU CANADA

	En millions de dollars	
	1963-1964	1964-1965
Plan de Colombo	41.5 (avec de l'aide alimentaire)	32.5 (sans aide alimentaire)
Programme spécial d'aide aux pays africains membres du Common- wealth	3.5	6.5
Programme d'aide aux pays des Antilles occidentales membres du Commonwealth	2.1	4.0
Programme des bourses d'ensei- gnement et de perfectionnement du Commonwealth	1.0	1.2
Aide à l'enseignement dans les Etats africains d'expression française	.3	4.0
Programme d'assistance technique du Commonwealth (depuis 1964- 1965) couvert par les dépenses courantes du ministère des Affaires extérieures	.02	.3
TOTAL	48.48	58.5

Source: Bureau de l'Aide extérieure. Keith Spicer, A Samaritan State? External Aid in Canada's Foreign Policy, Toronto, University of Toronto Press, 1966, p. 64.

APPENDICE 19

DECLARATION DU TRÈS HONORABLE LESTER B. PEARSON
SUR L'AIDE À L'ETRANGER

QUESTION: Sir, we have heard it expressed at this Conference that our foreign aid program has been directed too much towards countries with an Anglo-Saxon heritage and not enough to countries with a French heritage. I am wondering if you would care to indicate whether you think that the balance could have been...?

PRIME MINISTER: I read something about that in the newspapers too. I don't feel like being defensive or apologetic about this. Our foreign aid program began through the United Nations and through the Commonwealth Colombo Plan. That is now it all began. Before United Nations days, we didn't have any external aid program of any consequence at all. Our external aid through the United Nations does not take into consideration any particular type of country. Our external aid program through the Commonwealth was organized at the Colombo Conference in the forties. It was a Commonwealth initiative and we were the only French-speaking member of the Commonwealth. I think it was natural that aid through it would grow in the way it did. Now, in recent years, we have broadened the basis of our external aid and are including countries outside the Commonwealth; I am very glad of this - countries in Africa - French-speaking countries - where we can help particularly because of the French-speaking character of part of our own country. This was a very good thing to have done. We have been slow in doing it but I think the delay is understandable in view of what I have said. Also there is perhaps one other reason for the delay. We concentrated on the Commonwealth in the Colombo Plan. But these ex-French colonies in Africa that are now independent states were getting a great deal of help from their mother country, France, in arrangements not, if you like, comparable to the Colombo Plan. I think it is a very good thing for us to have cut across both arrangements. The French are now helping other areas than their own ex-colonial ones and we are helping the French ex-colonies. I think it is all right.

Source: J. King Gordon (éd.) et al... Canada's Role as a Middle Power, Toronto, The C.I.I.A., 1965, p. 208.

APPENDICE 20

TABLEAU DU COMMERCE EXTERIEUR CANADIEN

Commerce du Canada, par principaux pays, 1963, et chiffres comparables de 1961 et 1962

[illegible]

APPENDICE 20 (suite)

TABEAU DU COMMERCE EXTERIEUR CANADIEN

Commerce du Canada, par principaux pays, 1963, et chiffres comparables de 1961 et 1962

Rang en		Détails et pays		(milliers de dollars)		
1961	1962	1963		1961	1962	1963
Exportations canadiennes						
			Pologne.....	36,819	37,391	27,200
			Colombie.....	19,525	19,887	23,348
			Jamaïque.....	19,077	21,891	22,271
			Philippines.....	15,645	18,545	21,284
			Suède.....	17,654	18,230	20,926
			Espagne.....	12,803	15,416	20,500
			Pakistan.....	15,315	10,755	19,152
			Yougoslavie.....	2,135	999	17,519
			Hong Kong.....	19,604	14,283	17,490
			Cuba.....	31,104	10,878	16,433
<hr/>						
Total, 30 principaux pays.....				5,470,255	5,932,378	6,519,363
<hr/>						
Total général, exportations canadiennes.....				5,754,986	6,178,523	6,798,529

APPENDICE 20 (suite)

TABEAU DU COMMERCE EXTERIEUR CANADIEN

Commerce du Canada, par principaux pays, 1963, et chiffres comparables de 1961 et 1962

Rang en		Détail et pays		(milliers de dollars)		
1961	1962	1963		1961	1962	1963
Importations						
1	1	1	Etats-Unis.....	3,863,968	4,299,539	4,444,556
2	2	2	Grande-Bretagne.....	618,221	563,062	526,850
3	3	3	Venezuela.....	216,640	224,275	243,495
4	4	4	République fédérale d'Allemagne.....	136,530	141,198	144,023
5	5	5	Japon.....	116,607	125,359	130,471
6	6	6	France.....	54,280	56,160	58,170
11	9	7	Australie.....	36,649	45,216	55,650
7	7	8	Italie.....	49,140	51,859	55,303
13	10	9	Inde.....	33,465	43,479	52,664
10	12	10	Jamaïque.....	38,511	39,721	51,524
9	11	11	Arabie Saoudite.....	41,393	40,551	50,290
8	8	12	Belgique et Luxembourg.....	44,780	48,672	47,342
20	15	13	Iran.....	21,622	31,736	42,799
12	13	14	Pays-Bas.....	33,493	37,049	36,736
15	16	15	Brésil.....	29,081	31,600	36,361
14	14	16	Antilles néerlandaises.....	31,137	35,856	35,999
17	19	17	Suède.....	24,221	25,873	33,410
16	17	18	Suisse.....	26,102	28,040	32,469
27	23	19	République sud-africaine.....	12,202	16,952	31,548
18	18	20	Malaisie et Singapour.....	23,597	27,740	31,454

APPENDICE 20 (fin)

TABEAU DU COMMERCE EXTERIEUR CANADIEN

Commerce du Canada, par principaux pays, 1963, et chiffres comparables de 1961 et 1962

Rang en			Détails et pays		1961	1962	1963
1961	1962	1963	(milliers de dollars)				
Importations							
			Guyane britannique.....	23,030	23,375	31,334	
			Mexique.....	18,193	24,416	23,734	
			Norvège.....	8,965	16,109	23,492	
			Hong Kong.....	14,143	18,889	21,197	
			Trinité et Tobago.....	14,375	14,100	15,871	
			Ceylan.....	16,516	14,763	14,642	
			Nouvelle-Zélande.....	10,546	12,005	14,067	
			Colombie.....	13,023	15,658	13,576	
			Danemark.....	11,650	13,278	13,209	
			Cuba.....	5,034	2,803	13,041	
Total, 30 principaux pays.....			5,587,114	6,969,333	6,325,277		
Total général, importations.....			5,768,578	6,257,776	6,558,238		

Source: Annuaire du Canada (1965), p. 971.

APPENDICE 21

ECHANGES DU CANADA AVEC LA FRANCE

NOS RELATIONS AVEC LA FRANCE:

UN DES PILIERS DE NOTRE POLITIQUE ETRANGERE

Extraits d'un discours de M. Jean-Luc Pépin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, devant la Chambre de commerce française au Canada, à Montréal, le 26 mars 1965.

Activités

Quand on lit la chronologie récente des relations Canada-France on est frappé par la fréquence et par l'importance des contacts. Pour en indiquer quelques-uns seulement:

- visite d'une Commission de l'Assemblée nationale, en février 1963, presque en même temps que l'importante mission économique Baumgartner;
- exposition de la technique française à Montréal en novembre 1963 laquelle fournit aux Canadiens une introduction à la nouvelle France industrielle;
- depuis ce temps, participations nombreuses des Canadiens à des expositions françaises spécialisées, nombreuses missions commerciales fédérales et québécoises;
- visite de M. Hays au ministre français de l'Agriculture en septembre 1964;
- visite de M. Sharp aux ministres français des Finances et de l'Agriculture en décembre 1964.

Sur le plan politique et culturel:

- rencontre de Gaulle-Pearson, en janvier 1964, où le principe de rencontres périodiques des ministres des Affaires extérieures est acquis et mis en pratique en mai et en décembre 1964;
- ouverture de consulats généraux à Bordeaux - ce qui est déjà fait - et à Marseille, ce qui se fera au printemps;

- visite de la Commission des Affaires culturelles, familiales, et sociales de l'Assemblée nationale en juillet 1964;
- visite de M. Basdevant, directeur général des Affaires culturelles et techniques au Quai d'Orsay, en novembre 1964;
- voyage à Paris de M. Hellyer en février 1965;
- dans le communiqué de la dernière rencontre Couve-de-Murville-Martin, on parle de "l'utilité de l'envoi d'une mission économique canadienne en France ainsi que la possibilité d'une rencontre de la Commission mixte franco-canadienne".

Je n'oublie pas la prodigieuse activité des autorités québécoises:

- l'ouverture de la Maison du Québec à Paris (septembre 1961);
- les nombreux voyages de MM. Gérin-Lajoie, Filion, René Lévesque, Gérard Lévesque, couronnés par celui de M. Lesage en 1964.

Les résultats

Accords culturels

S'agite-t-on dans le vide? Non pas. Des résultats concrets sont déjà acquis. Sur le plan culturel d'abord, entre Paris et Québec d'abord... parce qu'il est normal pour moi qu'il y ait une association particulièrement intime entre Paris et Québec dans ce domaine.

Québec est à 80 p. 100 francophone et Québec a compétence en matière d'enseignement. Quoi de plus naturel qu'un accord culturel entre Québec et Paris?

Et puisque nous y sommes, Québec dispose aussi d'une compétence concurrente avec Ottawa en matière de promotion commerciale et industrielle. Quoi de plus naturel dès lors qu'une Maison du Québec à Paris? Quoi de plus naturel que l'octroi à cette Maison d'un statut juridique ressemblant à celui dont jouissent les maisons provinciales à Londres?

Ottawa a permis, Ottawa a favorisé ces relations. Je ne dis pas que tout s'est fait avec le sourire comme dans mes discours! Chacun de nous est un conservateur qui l'ignore! Il faut un effort d'intelligence pour être libéral!

Devant les résultats obtenus certains crient "victoire" comme si une Bastille venait d'être renversée. Certains crient "défaite" comme si l'empire austro-hongrois venait de renaître. Pour ma part, je dis simplement progrès, sagesse politique, coopération fédérale-provinciale. (Vous vous demandiez depuis le début comment j'allais faire entrer l'idée du "fédéralisme coopératif": voilà c'est fait!). Les textes constitutionnels ne sont pas des codes d'esclavage. Malheureusement trop parmi ceux qui veulent briser les anciens codes ne souhaitent qu'une chose, en rédiger de nouveaux, aussi arbitraires, à une distinction près: qu'ils consacrent leur propre point de vue. L'équilibre a toujours été l'opération politique la plus difficile ... et partant la plus rarement réussie.

Grâce à un compromis, MM. Gérin-Lajoie et Morin ont donc pu signer avec les autorités françaises l'entente du 27 février 1965 sanctionnée par un échange de lettres entre Ottawa et Paris. Cette entente prévoit un échange de chercheurs, de professeurs d'université et d'école normale, d'étudiants, de spécialistes en éducation physique et en éducation populaire. Cet accord devrait contribuer énormément à élargir l'éventail des professions et métiers au Québec et partant contribuer au progrès industriel et culturel canadien.

Mentionnons aussi l'existence:

- d'un programme spécial du ministère de l'Education de Québec (1964) engageant une dépense de \$500,000 pour faciliter les stages d'ingénieurs et de techniciens québécois dans l'industrie française. Déjà, me dit-on, une centaine de jeunes sont en place;
- d'un échange de fonctionnaires (janvier 1964) entre Québec et Ottawa et Paris. Dix Canadiens fréquentent l'Ecole nationale d'administration et des fonctionnaires français viendront bientôt en tournée au Canada.

Ces accords entre Québec et Paris impliquent-ils qu'Ottawa entend renoncer à entretenir des relations avec la France dans ce même domaine?

Certains le voudraient ... qui prêchent l'impossibilité de l'entente entre francophones et anglophones au Canada

tout en reprochant à l'autorité fédérale de ne pas pratiquer mieux le bilinguisme; qui, consciemment ou non, voudraient placer le Gouvernement français dans l'obligation d'arbitrer nos accrochages constitutionnels. Il semble bien que les autorités françaises ont compris le danger de cette situation si l'on en juge par le nombre et l'importance des conventions entre Paris et Ottawa:

- Accord entre la R.T.F. et la section Française de Radio-Canada (juin 1963) pour l'échange de programmes et la réalisation de coproductions.
- Accord sur la cinématographie (octobre 1963) sur le libre échange des films et la coproduction.
- Programme d'échanges (en 1964) avec la France, la Belgique, et la Suisse prévoyant une dépense de \$250,000 par année par le Canada. Déjà trois studios ont été retenus à la Cité universitaire des Arts de Paris, une troupe canadienne a participé au Festival des Arts de Paris, une troupe canadienne a participé au Festival de Théâtre universitaire de Nancy, 30 bourses ont été octroyées à des étudiants européens.
- Efforts du Conseil national de recherche pour porter à l'attention des chercheurs français ses bourses postdoctorales de \$6,000. Quatorze demandes ont été reçues cette année en comparaison de deux ou trois les années précédentes et trois ont été retenues. A quoi on peut ajouter peut-être le Programme d'aide extérieure à l'Afrique d'expression française porté de \$300,000 annuellement de 1961 à 1963, à 5 millions en 1964. Une grande partie de cette aide va à la formation intellectuelle et technique. Plus de 60 professeurs canadiens sont présentement en Afrique francophone. Une centaine d'autres partiront en septembre prochain. Dix conseillers techniques sont déjà au travail.

Source: Division de l'Information, Ministère des Affaires extérieures, n° 65 10, 26 mars 1965.

